

Michel Beaud

Professeur d'économie, Université Paris VII-Denis Diderot

(1983)

Le mirage de la croissance

Tome I

La politique économique de la gauche
(mai 1981 – décembre 1982)

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
Courriel : mabergeron@videotron.ca

Dans le cadre de la collection : "Les classiques des sciences sociales"
dirigée et fondée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole, professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec.
courriel : <mailto:mabergeron@videotron.ca>

MICHEL BEAUD

Le mirage de la croissance, Tome I, La politique économique de la gauche (mai 1981 – décembre 1982).

Paris : Les Éditions Syros, 1983, 214 pp. Collection : Alternatives économiques.

[Autorisation conjointe de l'auteur, Michel Beaud, et de son éditeur, Syros-La Découverte, accordée aux Classiques des Sciences sociales de diffuser ce livre.]

[Autorisation formelle accordée le 1^{er} août 2007 par l'auteur et son éditeur, Les Éditions La Découverte et de son directeur, M. François Gèze, de diffuser ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriels :

Michel BEAUD : m.beaud@wanadoo.fr
M. François Gèze : f.geze@editionsladecouverte.com
La Découverte : <http://www.editionsladecouverte.fr/>

Polices de caractères utilisés :

Pour le texte : Times, New Roman 12 points.

Pour les citations : Times, New Roman 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, New Roman, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2003 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 9 septembre 2007 à Chicoutimi, Québec.



Je voudrais remercier chaleureusement le directeur de la maison d'éditions. La Découverte, M. François Gèze, de nous avoir donné sa



permission de publier, dans *Les Classiques des sciences sociales*, ce livre de M. Michel BEAUD, économiste, professeur à l'Université de Paris VII-Denis Diderot, de même que tous les livres de Michel Beaud, qu'ils soient ou non épuisés.

Merci à Monsieur BEAUD pour sa confiance en nous et son précieux soutien à notre initiative de diffusion de notre patrimoine intellectuel en sciences sociales, en nous autorisant, conjointement avec son éditeur, à diffuser ses publications.



Courriels :

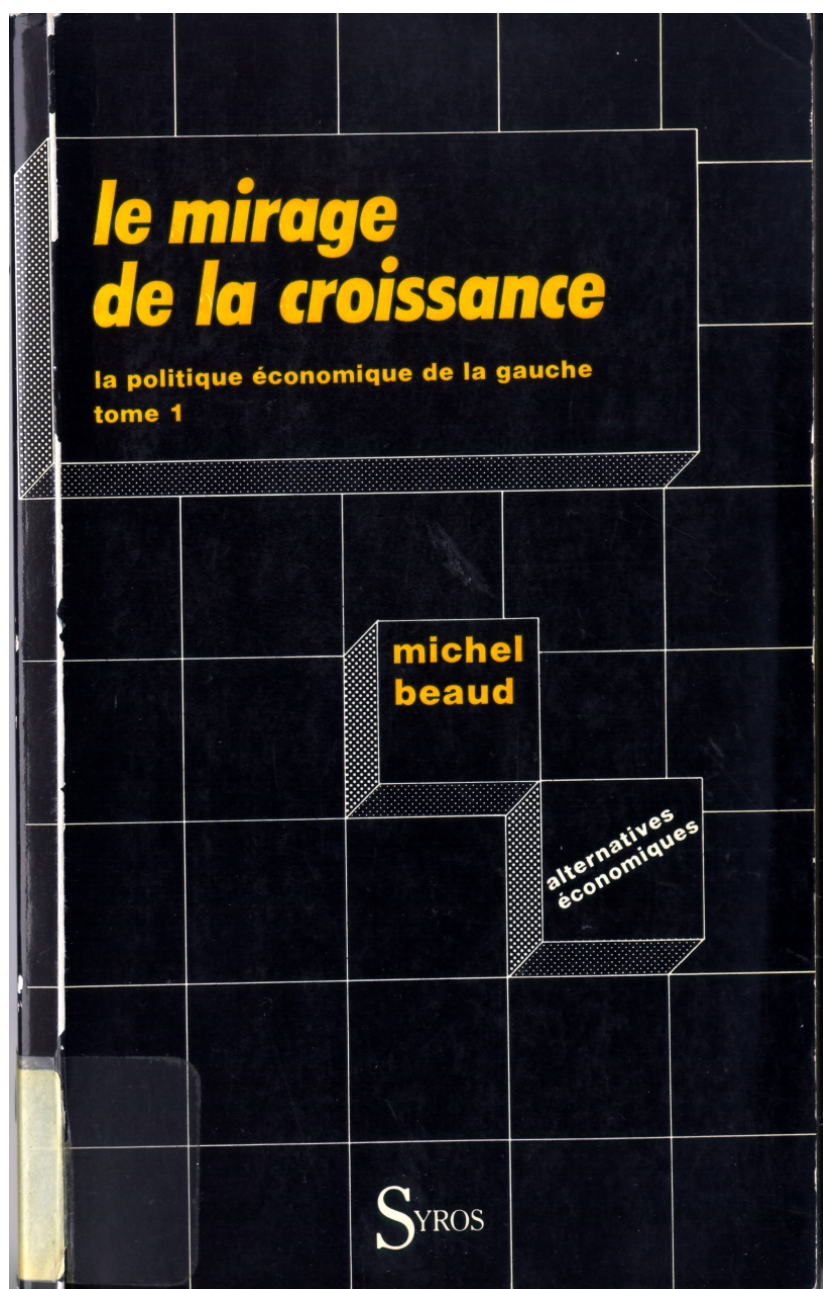
Michel BEAUD : m.beaud@wanadoo.fr

M. François Gèze : f.geze@editionsladecouverte.com

La Découverte : <http://www.editionsladecouverte.fr/>

Jean-Marie Tremblay,
Sociologue,
Fondateur, Les Classiques des sciences sociales.

Michel Beaud
(1983)



Maquette de couverture : Maxence Scherf

Table des matières

[Table des tableaux](#)

[Table des schémas](#)

[Remerciements](#)

[Introduction](#)

I. [AVANT LA VICTOIRE : LA CROISSANCE AU CŒUR](#)

1. [Pour le programme de la gauche : la croissance](#)
2. [Le P.C. pour la croissance](#)
3. [Le P.S. pour la croissance](#)
4. [Le « cercle vertueux de la croissance » rêvée](#)

II. [L'AN I COMME ANALYSEUR \(mai 1981-juin 1982\)](#)

1. [La victoire en chantant \(mai-août 1981\)](#)
2. [Une rentrée tous azimuts \(septembre-octobre 1981\)](#)
3. [Grincements \(octobre-décembre 1981\)](#)
4. [Le grippage \(janvier-mars 1982\)](#)
5. [Vers la rigueur \(avril-juin 1982\)](#)
6. [Le blocage \(juin 1982\)](#)

III. [ANATOMIE D'UN ÉCHEC](#)

1. [Le « cercle vicieux de la relance avortée »](#)
2. [Le décisif verrou extérieur](#)
3. [Une politique d'inspiration socialiste en économie capitaliste ?](#)
4. [Quel échec ?](#)

IV. [LES RACINES DE L'ÉCHEC](#)

1. [La croissance contre la crise ?](#)
2. [La crise contre la croissance](#)
3. [La gestion de la crise par la droite](#)
4. [Une sortie de crise à gauche ?](#)

[Indications bibliographiques](#)

ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES

Comprendre les questions économiques, finalement, ce n'est pas très difficile. Avec un petit peu de sens pédagogique, n'importe quelle équipe est capable d'expliquer clairement les questions qui paraissent compliquées.

Fournir des informations originales, des synthèses accompagnées de descriptions précises, des chiffres essentiels peu connus, c'est déjà un peu plus compliqué.

Mais montrer que la course à la productivité et au profit n'est pas inéluctable ; qu'une société un peu moins inégalitaire, un peu plus agréable à vivre et davantage respectueuse des hommes et de la nature n'est pas forcément une utopie, que dès maintenant d'autres choix sont possibles.

Tel est le projet d'
ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES

– jusqu'à présent une revue bimestrielle (57, bd de la Motte, 21800 Quétigny),

– et désormais aussi une collection de livres publiés par trois éditeurs réunis pour la circonstance : Chronique Sociale de France, éditions Ouvrières et éditions Syros.

TABLE DES TABLEAUX

[Retour à la table des matières](#)

- I. [Indices du chiffre d'affaires dans le commerce de détail en 1981.](#)
- II. [Indices de la production industrielle en 1981.](#)
- III. [Indices des importations en 1981.](#)
- IV. [Indices des prix à la consommation en 1981.](#)
- V. [Augmentation du pouvoir d'achat des salariés \(1981-1982\).](#)
- VI. [Augmentation du pouvoir d'achat de différentes catégories non salariées \(1981-1982\).](#)
- VII. [Importations, exportations, déficit extérieur \(1979-1982\).](#)
- VIII. [Cours du dollar et du deutsche mark en francs \(1981-1982\).](#)
- IX. [La double dépendance extérieure de l'économie française \(1963, 1973 et 1980\).](#)
- X. [La dépendance extérieure par secteur \(1973 et 1980\).](#)
- XI. [Les prix à la consommation en France, aux États-Unis et en R.F.A. \(1979-1982\).](#)
- XII. [Valeur des réserves de change \(or et devises convertibles\) \(1981-1982\).](#)
- XIII. [Déficits budgétaires \(1981-1983\).](#)
- XIV. [Production industrielle, chômage, prix à la consommation dans quelques pays industriels \(1981-1982\).](#)

- XV. [Croissance annuelle du P.N.B. / P.I.B. en volume dans quelques pays industriels \(1980-1982\).](#)
- XVI. [Évolution des gains mensuels nominaux pour diverses catégories de salariés \(1973-1982\).](#)
- XVII. [Évolution du traitement net total de diverses catégories de fonctionnaires \(1979-1982\).](#)
- XVIII. [Mode de rémunération des ouvriers \(1953-1969\)](#)
- XIX. [Durée hebdomadaire moyenne du travail \(1950-1972\).](#)
- XX. [Proportion des ouvriers travaillant en équipe \(1957-1974\).](#)
- XXI. [Taux d'équipement des ménages \(1969 et 1974\).](#)
- XXII. [Taux de croissance annuels moyens de la formation brute de capital fixe industrielle \(1959-1979\).](#)
- XXIII. [Évolution des effectifs salariés \(1968-1980\).](#)
- XXIV. [L'inflation de crise dans quelques grands pays \(1973-1979\).](#)
- XXV. [Évolution des principaux indicateurs de salaires \(1970-1979\).](#)
- XXVI. [Évolution du pouvoir d'achat du salaire mensuel net pour différentes catégories \(1951-1980\).](#)
- XXVII. [Durée hebdomadaire du travail \(1959-1980\).](#)
- XXVIII. [Croissance et inflation dans les principaux pays capitalistes \(1960-1978\).](#)
- XXIX. [Pourcentage des salariés sur emplois précaires \(1977 et 1980\).](#)

TABLE DES SCHÉMAS

[Retour à la table des matières](#)

- I. [Croissance économique et progrès social d'après le P.C. en 1971.](#)
- II. [Nouvelle productivité et nouvelle croissance d'après le P.C. en 1977.](#)
- III. [Une croissance forte et différente d'après le P.S. en 1977-1980.](#)
- IV. [Le « cercle vertueux de la croissance » rêvée \(1977-1981\).](#)
- V. [Du rêve au réel : l'enchaînement des premières mesures \(mai-juin 1981\).](#)
- VI. [Séquence initiale du « cercle vertueux de la croissance » \(ex ante\), p. 121.](#)
- VII. [Séquence initiale de la relance... et amorce du « cercle vicieux de la croissance avortée » \(juin-décembre 1981\).](#)
- VIII. [Seconde séquence du « cercle vertueux de la croissance » \(ex ante\).](#)
- IX. [Seconde séquence du « cercle vicieux de la relance avortée » \(septembre 1981-mai 1982\).](#)
- X. [Évolution des taux d'équipement des ménages en divers biens durables \(1954-1976\).](#)
- XI. [Durée hebdomadaire moyenne du travail \(1955-1980\).](#)

Quatrième de couverture

Mai 1981 : la fête. Mai 1982 : la rigueur...

Il est malsain de rester dans le flou. Il y a eu échec. Un échec limité : celui de la tentative de relance keynésienne de l'économie. Mais un échec crucial car la gauche avait joué son « va-tout » sur la croissance retrouvée. Et le tout-croissance », a buté sur la dépendance extérieure, mais aussi sur la phase actuelle de la crise.

Analyser l'échec. En rechercher les racines. Cerner l'espace du possible. Tel est l'objectif de ce livre.

Michel Beaud, né en 1935, professeur au département d'économie politique de l'Université de Paris VIII poursuit et développe ses recherches sur les systèmes économiques contemporains, capitalisme et collectivisme d'État, sur le socialisme, sur l'économie mondiale, la crise, les politiques économiques dans la crise, les problèmes du développement... Rapporteur de l'intergroupe-Emploi pour la préparation du IX^e Plan.

La revue « Alternatives économiques » se propose, à travers les ouvrages de cette collection, d'approfondir certains points de la réalité économique et essaiera d'offrir des pistes de réflexions originales, avec un objectif majeur « comprendre.

Notre souci constant : « Un langage simple et didactique qui permette d'appréhender rapidement les faits et d'engager une réflexion critique ».

Du même auteur

Le commerce extérieur du Maroc, Ed. Médicis, 1960.

La croissance économique de l'Allemagne de l'Ouest, Cujas, 1966.

Vincennes, an III – Le Ministère contre l'Université, J. Martineau, 1971.

Une multinationale française : Pechiney-Ugine-Kuhlmann, en collaboration avec J. David et P. Danjou, Seuil, 1975.

Lire le capitalisme : sur le capitalisme actuel et sa crise, en collaboration avec B. Bellon et P. François, Anthropos M8, 1976.

Dictionnaire des groupes industriels et financiers en France, en collaboration avec P. Allard, B. Bellon, A.M. Lévy et S. Liénart, Seuil, 1978.

La France et le Tiers-Monde, textes d'un colloque tenu à l'Université de Paris VIII, édités avec G. de Bernis et J. Masini, P.U.G., 1979.

Histoire du capitalisme (1500-1980), Seuil, 1981.

Le socialisme à l'épreuve de l'histoire (1800-1981), Seuil, 1982.

*Inventer l'avenir est
notre responsabilité.
Comment le faire sans
mettre au premier
plan de notre Projet
les valeurs de la
connaissance, c'est-à-
dire à la fois l'esprit
critique, le sens de la
rigueur et le goût de
l'effort intellectuel et
sans jamais dissocier
l'intérêt pour la
Science du sens de la
responsabilité
scientifique ?*

Projet socialiste

*Club Socialiste du
Livre,
1980, p. 141-142.*

REMERCIEMENTS

[Retour à la table des matières](#)

La matière et les thèmes principaux de ce livre ont été élaborés et mûris au cours de deux enseignements donnés à l'UER d'économie politique de l'Université de Paris VIII en 1981-82 et 1982-83 et d'un enseignement donné au département de sciences économiques de l'UQAM Université du Québec à Montréal en septembre et octobre 1982 ; ils l'ont été également à l'occasion de conférences données à l'UQAM, à l'Université de Montréal, à l'Université de Rouyn-Noranda et à l'Institut d'Études françaises de New York University, ainsi que dans le cadre de journées de travail, notamment avec les dirigeants de la CSN-Confédération des syndicats nationaux du Québec, avec les responsables de la Fédération PTT de la CFDT, ou de séances de travail des groupes de réflexion théoriques et pratiques des CLAJ, des Carrefours pour l'Autogestion et du Comité de rédaction d'Alternatives économiques. Ils ont bénéficié d'un éclairage complémentaire à l'occasion de la préparation du rapport de l'Intergroupe Emploi dans le cadre des travaux préparatoires du IX^e Plan (novembre 1982-janvier 1983).

Le contenu a fait l'objet de premières expressions dans les contributions aux colloques de l'Association d'économie politique du Québec (septembre 1981 et octobre 1982), au colloque sur la politique économique de la gauche organisé par le Forum des économistes (novembre 1982) et dans des articles publiés par *Le Matin* (« Lettre ouverte au Président de la République » 16 septembre 1981, « L'exigence de rigueur » 26 mars 1982, « Quelle rigueur ? » 4 juin 1982, « Surmonter l'échec » 9 juillet 1982), *Libération* (« Les mythes économiques de la gauche ont la vie dure » 13 mai 1982) et *Le Monde* (« La politique économique socialiste à l'épreuve : I. L'échec d'une tentative de relance » 30 décembre 1982 et « II. Une cohésion sociale à reconstruire » 31 décembre 1982).

Je tiens aussi à rendre hommage à la compétence et à l'efficacité des documentalistes de l'Observatoire économique de l'INSEE à Paris et des centres de documentation du Ministère de l'Économie et des Finances et de la Direction des Douanes.

Que soient ici remerciés tous ceux qui, directement ou indirectement, ont aidé au rassemblement de la matière et à l'élaboration des idées de ce livre, ainsi qu'à son élaboration, sa fabrication et sa diffusion, et en particulier Denis Clerc, qui l'a accueilli dans la collection *Alternatives économiques* et qui m'a suggéré un certain nombre d'améliorations.

Michel Beaud.

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

Mai-juin 1981. Élection de François Mitterrand, fête à la Bastille, relèvement des bas salaires et des prestations sociales, annonce des grandes réformes de structures, victoire de la gauche aux élections législatives.

L'avenir est rose. Certes, il y a beaucoup à faire. Mais il suffit de relancer la machine économique. La croissance paiera.

Mai-juin 1982. La relance amorcée à la fin de 1981 n'a été relayée ni par l'investissement ni par une reprise internationale. Sécurité sociale, UNEDIC, budget de l'État : les déficits se creusent. L'inflation, contenue, reste trop élevée par rapport à celle de nos grands concurrents. Le déséquilibre extérieur s'aggrave ; le franc reste faible, notamment par rapport à un dollar que renforce la politique reaganienne de hauts taux d'intérêts.

Deuxième dévaluation. Blocage des prix. Blocage des salaires. L'horizon est gris. Les experts annoncent deux années difficiles.

La croissance n'avait pas été au rendez-vous.

* * *

Les Français sentent bien qu'il y a eu un échec « quelque part ». Entre les mesures engagées en mai-juin 1981 et le blocage des salaires en juin 1982, ils ont le sentiment d'un sérieux retournement.

Dès lors, parler de « nouvelle phase » du changement, de « phase suivante » de la politique économique est ambigu, équivoque. Il faut dire où est l'échec et en quoi il implique de nouvelles mesures : cela seul permettra de faire ressortir la continuité et, si elle existe, la cohérence.

À nos yeux, l'échec peut être délimité : c'est l'échec de la tentative de relance, d'inspiration keynésienne, de l'économie nationale. Cet échec est relatif : l'activité a été mieux soutenue et la montée du chômage a été mieux

contenue qu'aux États-Unis et en Allemagne Fédérale ; le pouvoir d'achat des catégories les plus démunies a été relevé.

Mais en même temps, cet échec est crucial dans la mesure où tout reposait sur la croissance à venir : trop dépendait d'elle...

* * *

Car au printemps 1981, le gouvernement de gauche a en quelque sorte joué son « va-tout » sur la croissance.

La croissance devait permettre de financer à la fois le progrès social, l'effort d'investissement et de recherche, l'équipement collectif ; elle devait même faire reculer l'inflation et ramener l'équilibre des finances publiques et une meilleure compétitivité extérieure. En quelque sorte : « le cercle vertueux de la croissance ».

Mais très vite ce rêve se brise. Les premières mesures constituent d'abord des charges accrues pour les budgets publics et les entreprises. La dépendance extérieure, avec un dollar qui monte à 5, puis 6 francs – et qui dépassera 7 francs – se révèle terriblement contraignante. Les différentes couches et catégories surveillent avec vigilance leurs acquis, leurs situations relatives. Les importations se gonflent. L'investissement, lui, continue de fléchir. Et ce sera le « cercle vicieux de la croissance avortée ».

Relance impossible. Croissance introuvable.

Pour certains, cela s'explique par la période, par la conjoncture mondiale, par les effets de la politique de Reagan. Nul n'ose dire qu'on a touché le fond ou qu'on peut entrevoir le bout du tunnel... Mais, pour beaucoup, ce n'est que partie remise : le plus dur est derrière nous ; dans deux ans tout ira mieux, et pourquoi pas l'an prochain ? Si seulement...

L'année prochaine à 5 %...

Et si cette perspective était une « fausse fenêtre ».

Si la crise était plus profonde et plus durable ? Et si elle connaissait, dans les années qui viennent, de nouveaux développements, une nouvelle aggravation ? Et puis la relance d'inspiration keynésienne n'est-elle pas un remède inadapté à une crise qui traduit précisément l'engorgement de la grande croissance des années 1948-1973 ; à une crise qui porte en elle de profondes mutations structurelles ?

Dès lors, au lieu de vouloir mettre la crise entre parenthèses en guettant, de saison en saison, les premiers signes du retour de la croissance, ne vaut-il pas mieux « s'emparer de la crise » ? S'en servir pour une réflexion au fond sur le contenu et l'orientation de la croissance ? L'utiliser pour engager l'avancée vers ce nouveau mode de développement que nous appelons de nos vœux depuis des lustres ?

C'est dans la crise que se jouent les transformations majeures. Quand la croissance sera revenue, il sera difficile de peser et d'infléchir. Au lieu de subir la crise, utilisons-la !

* * *

On a beaucoup, depuis mai 1981, évoqué la rigueur. Or ce mot a deux sens :

1. « Exactitude, précision, régularité, netteté, logique inflexible (...) *Rigueur du jugement, de l'esprit*. V. RECTITUDE » ¹.

2. « Sévérité, dureté, austérité extrême (...) *La rigueur du destin, du sort* (...) *La rigueur de l'hiver*. V. ÂPRETÉ, DURETÉ » ².

Laissant jouer le flou tenant à ce double sens, on a pu évoquer la rigueur... d'une manière fort peu rigoureuse. Or nous sommes de ceux qui estiment que la démocratie se mérite ; qu'elle est exigence de clarté et de vérité ; que les fausses habilités, les dérobades, les demi-vérités qui nourrissent trop souvent le débat politique aujourd'hui entament la crédibilité de ceux qui nous dirigent, et surtout affaiblissent la démocratie : comment ne pas se rappeler combien il est dangereux, dans une période de grande crise, de dévaloriser la Démocratie !

Alors, soyons clairs.

Pour un pays moyen comme la France, avec son industrie dégradée, et avec une dépendance extérieure profonde, la crise, la sortie de crise impliquent, imposent une période de « rigueur-austérité ».

Qui supportera principalement cette « rigueur-austérité » ? À quoi, à qui servira-t-elle ? Vers quelles perspectives nous permettrait-elle d'avancer ? Voilà des questions auxquelles le gouvernement se doit, et nous doit, de répondre en permanence avec rigueur, rectitude, clarté et cohérence.

¹ Paul Robert, *Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française*, T. VI, p. 223.

² *Idem*.

Sinon, il n'y aurait pas mobilisation pour l'effort. Il n'y aurait pas acceptation de sacrifices, dont nul ne verrait clairement le sens. Il y aurait renfermement dans les égoïsmes des cocons individuels, locaux ou catégoriels. Et sous le discours de la rigueur se déploierait la logique du chacun pour soi, du laisser-aller et finalement du déclin.

Analyser l'échec de la tentative de relance, d'inspiration keynésienne, de l'économie française. En rechercher les racines. Cerner l'espace du possible. Tel est l'objet de ce livre.

Un second livre examinera dans quelle mesure les transformations structurelles en cours élargissent les perspectives et dans quelle direction, entre capitalisme, socialisme et étatsisme, elles nous conduisent.

Et notre crainte est, qu'après avoir été égarés pendant la première année par le « mirage de la croissance », nous ne soyons maintenant menacés par « le danger d'étatsisme ».

CHAPITRE 1

Avant la victoire : la croissance au cœur

[Retour à la table des matières](#)

La crise, à l'œuvre au sein des capitalismes nationaux depuis la deuxième moitié des années soixante, se développe et s'élargit à l'échelle mondiale tout au long des années soixante-dix. En France, comme dans l'ensemble des grands pays industriels, la croissance s'essouffle, l'investissement stagne, le chômage se gonfle, l'inflation s'accroît¹.

Ne réussissant pas à atteindre le « bout du tunnel » – pourtant plusieurs fois annoncé – la droite, notamment avec Raymond Barre, adopte le langage de l'austérité. Mais, prudente, elle reste attentive à ne jamais franchir les limites au-delà desquelles sa gestion deviendrait intolérable : avec, en définitive, le curieux mélange d'un discours de rigueur et d'austérité et d'un souci constant de rester dans les limites d'un compromis acceptable par les principales composantes du monde du travail organisé².

À gauche, quelques-uns prônent un nouveau mode de développement qui ne passe pas essentiellement par la croissance : mieux vivre, ce n'est pas forcément produire plus, élargir sans cesse le pouvoir d'achat pour acheter plus de marchandises. Ce peut être travailler moins, dépenser moins, en économisant l'énergie ou les matières non renouvelables, en améliorant les conditions de vie ou de travail, en ayant une politique active de la santé plutôt qu'un gonflement des dépenses de soins : quelques voix au sein du PC et de la CGT, un discours fragmenté et minoritaire au sein du PS, des propositions

¹ Voir *infra*, chapitre 4.

² Voir *infra*, chapitre 4.

mieux enracinées mais encore fragiles au sein de la CFDT, et foisonnantes, parfois fulgurantes, certaines superficielles et d'autres excessives, les positions des écologistes et celles des divers courants de l'extrême-gauche.

En face, le discours de la croissance apparaît bien rôdé, sérieux, responsable. À la droite qui ne réussit plus à pousser les feux de la croissance, la gauche propose de prendre la relève : un train de mesures sociales, un regain d'interventionnisme et un ensemble de réformes de structures permettront plus de croissance. Et avec plus de croissance, la quasi-totalité des problèmes économiques et sociaux trouveront leur solution, En schématisant à peine : le programme de la gauche avait besoin de la croissance ; la croissance était la panacée : pour qu'elle s'accomplisse, il suffisait que la gauche arrive aux affaires...

1) Pour le programme de la gauche, la croissance...

[Retour à la table des matières](#)

La victoire de François Mitterrand à l'élection présidentielle de mai 1981 est l'aboutissement d'un long parcours, dont mai 1968 peut apparaître comme l'éclatant coup d'envoi ; le PC élabore un programme de gouvernement en 1971 ; le PS, constitué cette même année, adopte son propre programme de gouvernement en 1972 ; c'est en 1972 aussi que le PC et le PS, rejoints par les radicaux de gauche, adoptent leur « Programme commun de gouvernement ».

Puis la gauche s'affirme : François Mitterrand, candidat unique de la gauche aux présidentielles de 1974, recueille au deuxième tour 49,2 % des suffrages ; aux municipales de 1975 et aux cantonales de 1976, la gauche apparaît majoritaire dans le pays...

Mais le PC change d'attitude ; redoutait-il que le PS gagne exagérément du fait de l'union ? Ou préférerait-il une gauche forte, avec de solides bastions, mais dans l'opposition ? En 1977, c'est, à l'occasion des discussions sur l'actualisation du programme commun, le développement d'une très vive campagne contre le PS ; PC et PS publient alors chacun « son » programme commun actualisé. Et la gauche divisée perd les élections de 1978.

Le PC et le PS poursuivent alors leurs démarches « en parallèle », le PS tentant de dégager des formulations adaptées à la période, tant à travers les discussions du Congrès de Metz (1979) qu'à travers l'élaboration du Projet socialiste 1980.

C'est dans ce mouvement d'ensemble que s'est constitué le programme de François Mitterrand pour les élections présidentielles de 1981 : au cœur de ce programme, des mesures de progrès social, avec le relèvement des bas salaires et des prestations sociales, avec des mesures de lutte contre le chômage, avec les nouveaux droits des travailleurs ; il s'agissait aussi de relancer l'activité économique et de transformer en profondeur l'économie française, avec les nationalisations ; il s'agissait enfin d'un ensemble d'actions concernant certains domaines d'activité, certaines catégories ou certaines questions spécifiques ¹.

L'ensemble de ces mesures ont été l'objet de critiques souvent très vives de la droite, soit comme étant insupportable pour l'économie française (mesures de relèvement du pouvoir d'achat), soit comme constituant un tout incohérent, surtout compte tenu de la période. À ces critiques, la réponse dominante qui était faite peut, en gros, se résumer de la manière suivante : le relèvement du pouvoir d'achat, ainsi que toutes les mesures allant dans le sens de la relance économique, sont supportables compte tenu des capacités de production inutilisées et du chômage ; et en assurant la reprise de la croissance, elles doivent permettre de faire reculer non seulement le chômage, mais aussi l'inflation (puisque'il y aura allègement du poids du chômage pour l'économie et celui des charges fixes pour les entreprises) ; quant aux nationalisations, elles sont nécessaires pour relancer l'industrie et pour peser d'un poids suffisant dans le rapport de forces international.

Cette réponse, où l'on retrouve des inspirations à la fois keynésiennes, sociales et étatistes, est en raccourci le « plus grand commun dénominateur » de positions antérieures qui se sont exprimées dans la décennie précédant 1981.

¹ Voir encadré ci-après.

*Principales mesures économiques,
ou touchant à l'économie,
du programme de François Mitterrand
aux élections présidentielles de 1981*

1. *Mesures de justice sociale et de relance économique :*

- relèvement du SMIC et des bas salaires ;
- relèvement du minimum vieillesse et des prestations pour handicapés ;
- relèvement des prestations familiales ;
- mesures en faveur des locataires ;
- encouragement de l'épargne populaire
- mise en place d'un système de protection sociale commun à tous les assurés ;
- création d'un impôt sur les grandes fortunes ;
- réaménagement de l'impôt sur le revenu.

2. *Mesures de lutte contre le chômage :*

- création d'emplois publics (150 000) ;
- création d'emplois d'utilité collective (60 000) ;
- réduction de la durée du travail ;
- 5^e équipe dans les travaux pénibles organisés en équipe ;
- droit à la retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes ;
- à partir de l'ANPE démocratisée un grand service public de l'emploi.

3. *Mesures de relance économique :*

- relance conjoncturelle, défense du Franc ;
- actions industrielles dans certains secteurs ;
- programme de construction de logements sociaux et d'équipements collectifs ;
- encouragement à la recherche (dont le montant doit atteindre 2,5 % du PNB) et à l'innovation ;
- réduction de la part relative des importations dans le PNB, reconquête du marché intérieur ;
- encouragement aux industries de main-d'œuvre.

4. *Réformes de structure :*

- rôle renouvelé et renforcé de la planification avec un plan démocratique et décentralisé ;
- nationalisation de neuf groupes industriels et du crédit ;
- décentralisation de l'État.

5. *Amélioration de la situation des travailleurs dans les entreprises :*

- contrat de travail à durée indéterminée appelé à redevenir la base du contrat de travail ;
- réduction de la durée du travail (semaine de 35 h, 5^e semaine de congés payés) ;
- abaissement de l'âge de la retraite ;
- 5^e équipe dans les travaux pénibles organisés en équipe ;
- droits nouveaux pour les travailleurs dans les entreprises.

6. *Énergie :*

- diversification de l'approvisionnement ;
- limitation du programme nucléaire ;
- augmentation des crédits pour les énergies nouvelles ou les nouvelles techniques d'exploitation du charbon.

7. *Agriculture et pêche :*

- réforme de la politique (européenne) agricole commune ;
- statut de travailleuses pour les femmes d'agriculteurs ;
- mesures pour faciliter l'installation des jeunes ;
- mesures pour l'agriculture de montagne ;
- mise en œuvre d'une politique de la pêche maritime ;
- propositions pour une politique européenne de la pêche.

8. *Égalité de droits pour les femmes :*

- mesures en matière de formation et d'embauche ;
- statut de travailleuses pour les femmes d'agriculteurs, de commerçants et d'artisans ;
- création de 300 000 places dans des crèches.

9. *Immigrés :*

- suppression des discriminations frappant les travailleurs immigrés ; égalité de droit avec les nationaux (travail, protection sociale, aide sociale, chômage, formation continue) ;

- droit d'association ;
- fixation du niveau d'immigration par le Plan
- démocratisation de l'Office national d'immigration (ONI) ; lutte contre les trafics clandestins de main-d'œuvre.

10. *Contribution à la mise en place d'un nouvel ordre économique international :*

- priorité au dialogue Nord-Sud ;
- aide publique au développement portée à 0,70 % du PNB ;
- liens privilégiés avec les pays non-alignés de la zone méditerranéenne et du continent africain, notamment l'Algérie.

11. *Qualité de la vie*

- charte de l'environnement ;
- renforcement du pouvoir des consommateurs.

2) Le PC pour la croissance

[Retour à la table des matières](#)

Les positions du PC s'expriment, comme il est constant dans la logique du « centralisme démocratique », d'une manière très homogène et quelque peu répétitive dans les textes officiels et dans les travaux individuels (articles ou ouvrages) qui apparaissent, sur les points essentiels, comme des gloses de la position officielle.

Le programme de 1971

Trois ans après mai 68, le PC adopte son « Programme pour un gouvernement démocratique d'union populaire », avec pour titre *Changer de Cap*¹. L'introduction, signée par Georges Marchais, secrétaire général adjoint du PCF, s'ouvre sur cette constatation : « La France est en crise »². Distorsions économiques, écrasement des travailleurs, dénuement de millions de Français, insuffisance des logements sociaux et des équipements sociaux, autoritarisme et concentration des pouvoirs, scandales financiers, corruption... : « Dans cette société sans âme, soumise à la seule loi de l'argent, la diffusion de la drogue

¹ *Éditions Sociales*, 1971.

² *Op. cit.*, p. 7.

prend des proportions préoccupantes, la délinquance augmente, la pornographie devient une vaste affaire commerciale. Ceux qui dirigent notre pays s'en prennent aux jeunes, dont un petit nombre se laisse parfois démoraliser par l'absurdité de la vie qui leur est faite. Mais *qui désespère ces jeunes, qui engendre en fin de compte de tels fléaux ? C'est le régime des monopoles*, incapable d'offrir à la jeunesse une vue d'avenir, un objectif exaltant (...). »¹

« Quelle est donc *la cause fondamentale* de la crise grave qui atteint notre pays ? C'est qu'il y a une *contradiction* criante *entre*, d'une part, *les besoins de la nation et*, d'autre part, *la politique du grand capital* étroitement lié au pouvoir en un mécanisme unique qui domine, *pressionne*, régent le pays. »²

Ainsi, dès le début, l'adversaire est clairement désigné : c'est le « régime des monopoles », la « politique du grand capital ». La solution s'inscrit dans la perspective du socialisme.

« Le socialisme, le communisme a pour but de libérer les hommes de l'inégalité sociale et de toutes les formes d'exploitation et d'oppression, de garantir la satisfaction des besoins matériels et intellectuels sans cesse croissants des membres de la société, de permettre la libre expansion des facultés humaines de chaque personnalité. *Et pour construire cette société pour l'homme, il faut nécessairement abolir la propriété capitaliste*, transférer à la société les grands moyens de production et d'échange, assurer l'exercice du pouvoir politique par la classe ouvrière et ses alliés, la prise en main par tous les travailleurs, par l'ensemble du peuple de la gestion de leurs affaires à tous les niveaux. Il n'y a pas de socialisme sans cela. »³

Par delà la référence aux objectifs généraux et constants du mouvement socialiste, l'assimilation implicite du socialisme et du communisme traduit bien la vision du PC selon laquelle l'URSS, les sociétés des « pays de l'Est » se situent dans la trajectoire de la construction du socialisme : ce qui sera confirmé par l'appréciation selon laquelle le bilan de l'URSS est « globalement positif ». Dans cette perspective se situent à la fois la socialisation des moyens de production et d'échange, les nationalisations et « l'exercice du pouvoir par la classe ouvrière », ce qui depuis 1920 signifie l'exercice du pouvoir par le Parti de la classe ouvrière, c'est-à-dire le Parti communiste.

¹ *Ibid.*, p. 10. C'est nous qui soulignons.

² *Ibid.*, p. 11. C'est nous qui soulignons.

³ *Ibid.*, p. 13. C'est nous qui soulignons.

Dans ce cadre, il s'agit « d'ouvrir à notre pays une voie vers le socialisme, qui prenne soigneusement en compte les traditions et conditions spécifiques de la France » ¹.

Pour cela, en premier lieu, « il faut une politique dont l'objectif majeur soit de permettre aux travailleurs, manuels et intellectuels, salariés et non salariés, à la ville et à la campagne, c'est-à-dire à l'immense majorité des Français, de vivre mieux » ². Avec des mesures sociales urgentes, avec une vraie politique d'équipements sociaux et culturels, avec l'amélioration de la vie, de son cadre et de sa qualité. Il faut aussi « une démocratie politique et économique avancée », une France indépendante et souveraine et un « programme constructif et réaliste » de réformes – ce qui ne veut pas pour autant dire réformisme. Mais les communistes ne sont pas « simplement contestataires » ³.

« (...) Non seulement nous ne sommes pas indifférents à *la nécessité de l'expansion économique nationale*, mais encore nous n'isolons pas le progrès social du progrès économique. À l'opposé de ce qui se passe dans le régime du grand capital, l'un et l'autre doivent, selon nous, aller de pair. *En élargissant le marché intérieur, l'élévation du pouvoir d'achat sera un facteur d'expansion économique*. La maîtrise par la nation des secteurs-clés de l'industrie, la planification effective et équilibrée de leur développement, le déploiement de l'initiative des travailleurs rendu possible par une gestion démocratique, seront également *de puissants facteurs d'un essor économique jusqu'ici inconnu*. *Celui-ci bénéficiera, en outre, de l'accélération des rythmes de la révolution scientifique et technique*, dégagée des entraves résultant de la seule considération du profit monopoliste. En retour, *cet essor économique et technique permettra de franchir de nouvelles étapes dans la satisfaction des besoins des masses populaires*. » ⁴

Cet « exemple » est intéressant, car à travers lui apparaissent étroitement liés croissance économique et progrès social :

¹ *Ibid.*, p. 13.

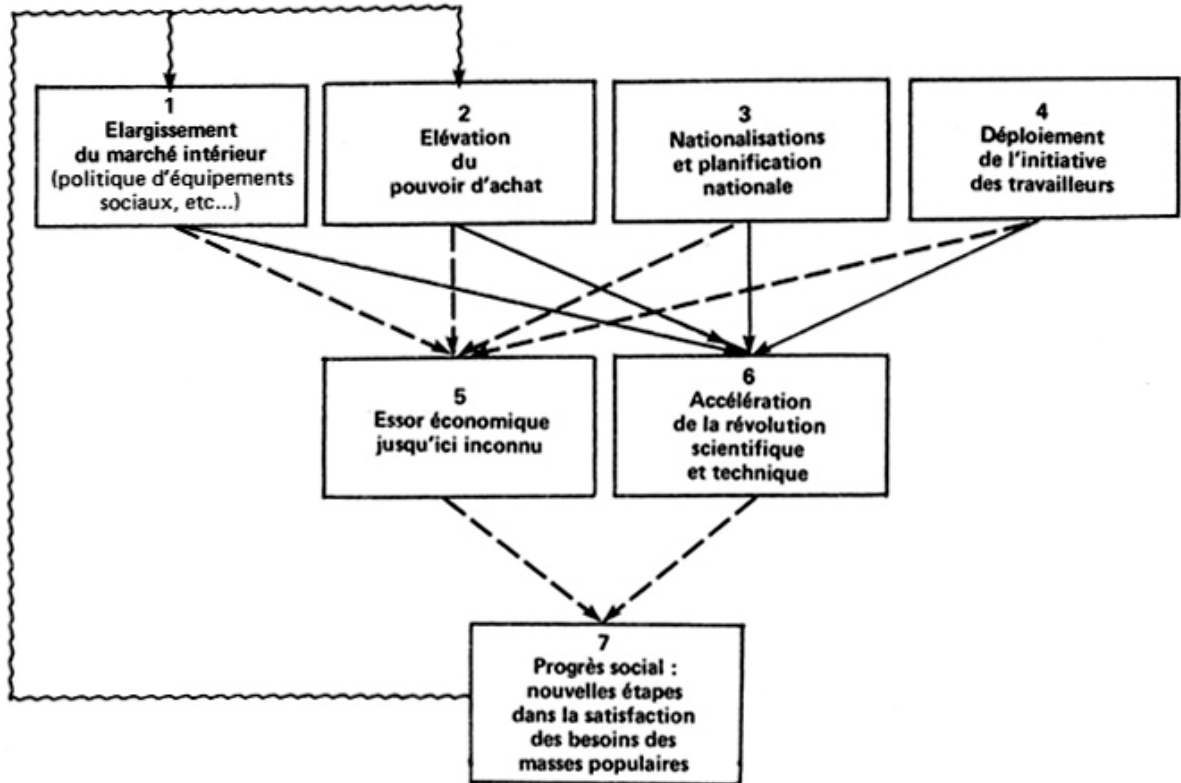
² *Ibid.*, p. 14

³ *Ibid.*, p. 18

⁴ *Ibid.*, p. 19. C'est nous qui soulignons.

Schéma I
Croissance et progrès social d'après le PC en 1971

[Retour à la table des schémas](#)



Les séquences 1 → 5 et 2 → 5 s'inscrivent clairement dans la tradition keynésienne. Les séquences 3 → 5 et 3 → 6, d'inspiration étatiste et nationale, s'inscrivent dans ce que nous appellerons la tradition colbertiste. Les séquences 3 → 6 et 6 → 7 se réfèrent aux visions du progrès social fondé sur le progrès technique, visions présentes dans la pensée socialiste notamment avec Saint-Simon, Marx et les théories récentes de la « nouvelle révolution scientifique et technique ».

Plus problématique, à nos yeux, est la séquence 4 → 5 : elle s'inscrit traditionnellement dans la pensée socialiste, avec l'idée que les travailleurs, libérés de l'oppression deviendraient infiniment plus productifs qu'ils ne le sont dans le capitalisme. Or la réalité inverse ne doit pas être sous-estimée : la contrainte au travail est tellement forte, dans l'économie capitaliste, que les travailleurs aspirent avant tout à travailler moins, moins vite, moins durement,

moins dangereusement ¹. Et dans ce cas, les nouveaux dirigeants, la nouvelle couche ou classe dirigeante, sont obligés de recourir à des méthodes de « contrainte au travail » : soit des méthodes traditionnelles reprises du capitalisme, soit des méthodes nouvelles de mobilisation politique ou idéologique et de pressions psychologiques et sociales. C'est ainsi que maints régimes se réclamant de la « direction de la classe ouvrière » devinrent des régimes de nouvelle oppression sur la classe ouvrière ².

Les thèmes de 1977

On retrouve ces thèmes, approfondis et développés dans de nombreuses publications d'économistes du PC ³. On les retrouve aussi dans le « Programme commun » actualisé par le PC en 1977, mais durcis et infléchis, notamment sous l'influence de l'aggravation de la crise (le chômage et l'inflation se sont fortement accrus depuis 1970).

« Une politique sociale avancée s'impose : il est *urgent de combattre la pauvreté et d'améliorer les conditions de vie*. Elle s'impose également sur le plan économique : *pour relancer l'activité économique*, il faut notamment *développer la consommation populaire*, base du marché intérieur. Elle s'impose sur le plan politique : il faut assurer le soutien populaire à un gouvernement d'union de la gauche. Les moyens humains et matériels existent ; la France est un pays riche. Pour toutes ces raisons, il faut rejeter catégoriquement toute politique d'austérité pour les travailleurs. » ⁴

¹ Voir M. Beaud, *Le socialisme à l'épreuve de l'histoire*, p. 183 et ss.

² *Ibid.*, pp. 192 et 248. Curieusement, d'ailleurs, les dirigeants du PC paraissent s'en défendre à l'avance : « Nos objectifs n'ont jamais été, ils ne sont pas égoïstes. Nous n'aspérons pas à remplacer une exploitation par une autre. Nous ne luttons ni pour la revanche, ni pour le triomphe d'une chapelle. En se libérant, la classe ouvrière libérera, au contraire, toutes les couches opprimées, la nation elle-même. Dès aujourd'hui, la lutte contre la grande bourgeoisie passe par le rassemblement de toutes les forces saines de la nation, de la France du travail dans sa richesse et sa diversité » (p. 23). Mais la démonstration des deux faits fondamentaux : 1) que la classe ouvrière se libérera, et 2) qu'en se libérant elle libérera tous les opprimés, cette démonstration, que rend nécessaire la simple observation historique des précédentes décennies, n'est pas faite. Elle demeure donc, particulièrement pour quiconque essaie d'analyser au fond les transformations économiques et sociales de la période contemporaine et de réfléchir sur les perspectives et les réalités du socialisme, comme une simple transposition des vues de Marx sur l'émancipation du prolétariat, avec le ton du catéchisme et l'inconvénient du décalage entre l'affirmation et la réalité observable, propre à la « langue de bois » des appareils.

³ D'abord dans la revue *Économie et politique*, puis dans de nombreux ouvrages publiés aux éditions sociales : P. Herzog, *L'Union populaire et la maîtrise de l'économie*, 1972 ; P. Herzog et C. Quin, *Ce que le capitalisme coûte à la France*, 1973 ; P. Boccara, *Études sur le capitalisme monopoliste d'État, sa crise et son issue*, 1974 ; C. Quin, *Classes sociales et Union du peuple de France*, 1976 ; *Changer l'économie : trois clefs et un calendrier* (entretiens de L. Blanquart avec P. Boccara, P. Herzog, A. Le Pors et C. Quin), 1977.

⁴ PCF, *Programme commun de gouvernement actualisé*, éd. Sociales, 1977, p. 17. C'est nous qui soulignons.

L'ensemble des thèmes habituels du PC sont repris et réaffirmés. La nécessité de la croissance est particulièrement soulignée :

« La profondeur de la crise de structure de notre économie, dominée par quelques groupes monopolistes géants avec l'aide systématique de l'État, se traduit par la stagnation de l'économie, la pauvreté et le chômage massif, des gâchis considérables, le démantèlement et les abandons nationaux. La production nationale est au même niveau qu'il y a quatre ans. Les conditions de travail s'aggravent encore et les travailleurs ne bénéficient pas des fruits de leur travail.

« Il est donc urgent de changer le fonctionnement de la production et de l'économie, d'engager notre pays dans la voie *d'une nouvelle croissance*.

« La satisfaction des revendications populaires les plus pressantes commande *d'accroître de manière sensible et régulière la production nationale*.

« *Une croissance moyenne annuelle de l'ordre de 6 % est possible et nécessaire*. Mais il ne s'agit pas de produire n'importe quoi et n'importe comment. Il faut commencer à produire autrement. *Le moteur de la nouvelle croissance* ne doit plus être le profit égoïste des privilégiés, mais la satisfaction des besoins individuels et collectifs du peuple.

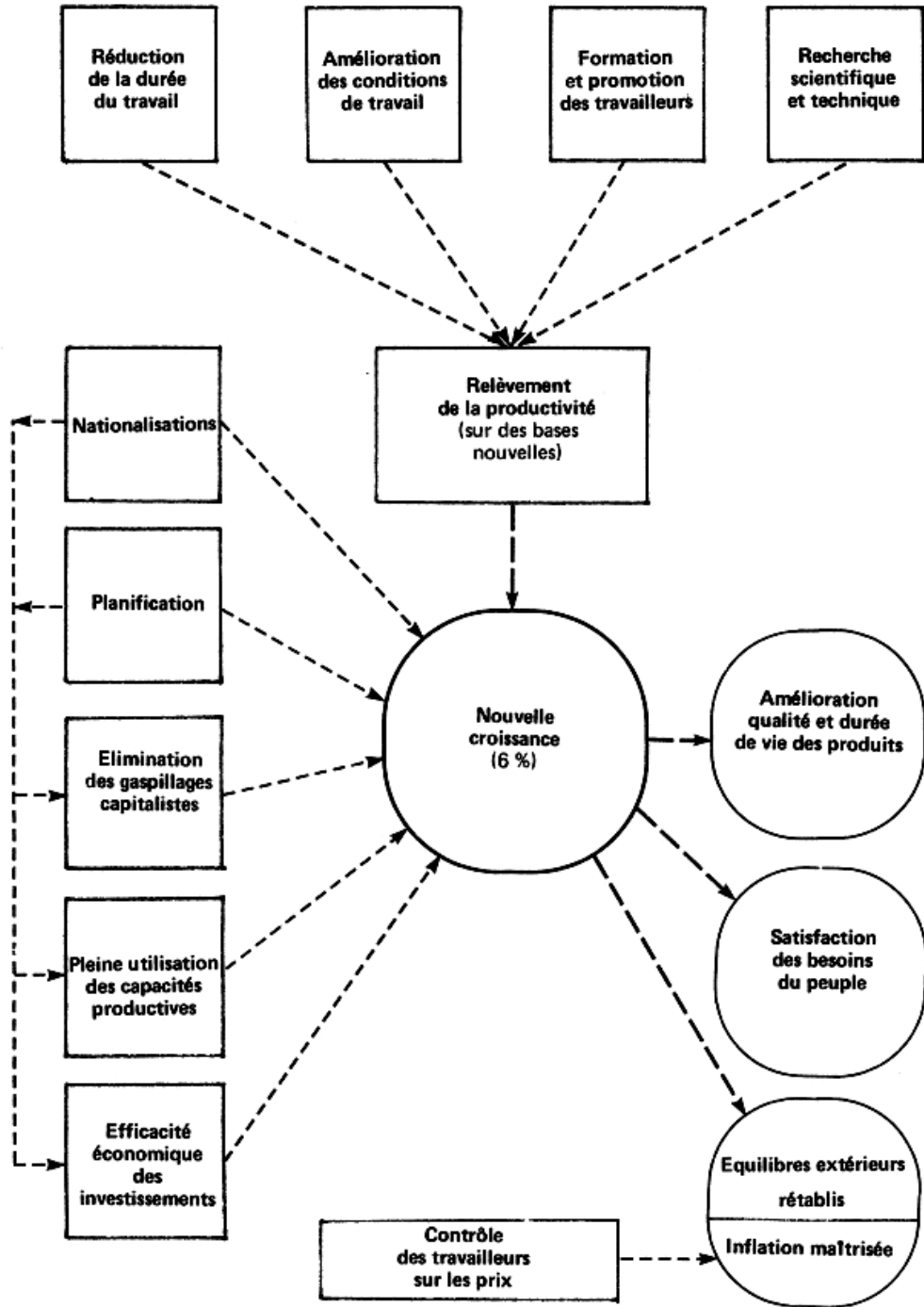
« À l'opposé de tout « productivisme », la croissance de la production sera fondée sur la réduction de la durée du travail, accompagnée d'un effort pour améliorer profondément les conditions de travail, et d'une politique systématique d'élévation du niveau de formation initiale et continue et de promotion des travailleurs. Les progrès de la recherche scientifique et technique et de son application joueront un rôle croissant sur la base des orientations démocratiques nouvelles. La qualité des produits sera améliorée et leur durée de vie accrue.

« L'élévation du niveau de formation, la réduction de la durée du travail, l'amélioration des conditions de travail et de vie entraîneront *un relèvement de la productivité sur des bases nouvelles*.

« La pleine utilisation des capacités productives sera recherchée. Le développement de l'appareil de production sera orienté vers l'efficacité économique des investissements, l'élimination des gaspillages dus à la gestion capitaliste, l'essor de la recherche scientifique et technique.

Schéma II Nouvelle productivité et nouvelle croissance d'après le PC en 1977

[Retour à la table des schémas](#)



« À la rentabilité capitaliste, dans le secteur public et à partir de la politique économique et du crédit, pourra donc commencer à se substituer une rentabilité nouvelle, sociale et nationale, faisant entrer en ligne de compte, en particulier, les exigences de l'emploi et de la qualité de la vie, en même temps que la nécessité des économies de moyens matériels et financiers.

« Sur ces mêmes bases, les équilibres extérieurs seront rétablis et l'inflation sera maîtrisée. »¹

On retrouve dans ce schéma les trois inspirations keynésienne, colbertiste et techniciste (révolution scientifique et technique). À quoi s'ajoutent :

- d'une part la dénonciation renforcée des gâchis capitalistes et des gaspillages monopolistes (thème « anti-monopoliste ») ;
- d'autre part l'affirmation que pourront être réalisés des progrès de productivité « sur des bases nouvelles ».

Ce schéma est renforcé et précisé par une réflexion sur l'équilibre global, présentée vers la fin du volume :

– la relance de la consommation populaire (avec réduction des inégalités) devra être accompagnée, la première année, de « mesures de sauvegarde » contre le déficit extérieur², notamment contre « un gonflement excessif des importations³ et même, dans certains cas, « de mesures de protection »⁴ ;

– de même, des mesures de sauvegarde pourront être nécessaires contre la hausse des prix⁵, mais dans l'ensemble « les mesures sociales envisagées n'entraîneront pas de tensions inflationnistes supplémentaires », puisqu'il y aura élargissement du chiffre d'affaires, meilleure utilisation du potentiel de production et diminution des gâchis ; à cela s'ajoutera ensuite « le contrôle des travailleurs sur la formation des prix dans les grandes entreprises »⁶.

Ainsi, au total, cette « nouvelle croissance » devrait apporter assez rapidement à la fois l'amélioration du niveau et des conditions de vie, le retour au plein emploi, le retour à l'équilibre extérieur, la bonne tenue du franc et le ralentissement de la hausse des prix (ramenée à 6 % dès la première année)⁷.

¹ Ibid., pp. 77-78. C'est nous qui soulignons.

² Ibid., p. 172.

³ Ibid., p. 173

⁴ Ibid., p. 174

⁵ Ibid., p. 175

⁶ Ibid., p. 175.

⁷ Ibid., pp. 172 à 176.

3) Le PS pour la croissance

[Retour à la table des matières](#)

Les positions socialistes s'expriment à la fois dans les textes officiels – programme de 1972, motions de congrès, propositions pour l'actualisation de 1977, projet socialiste de 1980 – et dans les écrits et ouvrages des dirigeants ou de leurs conseillers. Le foisonnement contraste allègrement avec la didactique-bulldozer des textes du PC. Le plus sage, dès lors, est de s'en tenir aux textes officiels – l'examen des positions de courants ou de sous-courants, voire de sensibilités, ou des pensées individuelles, risquant de nécessiter un ouvrage à lui seul ¹.

Le programme de 1972

Un an après sa reconstitution, en 1971, le Parti socialiste adopte et publie son « Programme de gouvernement » avec le titre : *Changer la vie*. Ce programme est précédé d'une présentation signée par F. Mitterrand, premier secrétaire du PS. Celle-ci s'ouvre sur un tableau de la situation en France, avec les scandales, et dans les couches dirigeantes, « le pourrissement d'une société qui meurt du mal diagnostiqué depuis plus d'un siècle par les socialistes : le pouvoir de l'argent » ².

« Le Parti socialiste ne parie pas sur le miracle. Candidat au pouvoir, il en mesure les risques et en connaît le poids. S'il dénonce les dirigeants actuels qui ne partagent ni les peines ni les charges du peuple, il dédaigne les polémiques personnelles. C'est au système économique et politique qu'il s'attaque, au seul système, au système tout entier sur lequel est édifiée une société injuste et décadente. Et c'est ce système qu'il propose de changer. » ³

D'une manière plus générale, « le progrès, au lieu de servir l'homme, se retourne contre lui. N'est-ce pas là en vérité, le pire scandale ? » ⁴ « Or, le but des socialistes est que cesse l'exploitation de l'homme par l'homme. Pour eux,

¹ Citons entre autres : P. Uri, *Plan quinquennal pour une révolution*, Fayard, 1973 ; M. Rocard, *Propositions pour sortir de la crise*, Cerf, 1974 ; J. Delors, *Changer* (Entretiens avec G. Glaymann), Stock, 1975 ; M. Rocard et J. Gallus, *L'inflation au cœur*, Gallimard, 1975 ; J. P. Chevènement, *Le vieux, la crise, le neuf*, Flammarion, 1976 ; J. Attali, *La nouvelle économie française*, Flammarion, 1977 ; Y. Bernard, *La France vers le socialisme*, Flammarion, 1977 ; C. Goux, *Sortir de la crise*, Flammarion, 1978 ; J. Gallus et B. Soulage, *Les variables d'Austerlitz : le socialisme et la rigueur économique*, Flammarion, 1979...

² *Changer la vie*, Flammarion, 1972, p. 7.

³ *Ibid.*, pp. 7-8.

⁴ *Ibid.*, p. 11.

le socialisme est une libération.»¹ Celle-ci passe par la démocratie économique, par les nationalisations qui permettent « d'arracher aux monopoles l'instrument de leur pouvoir »², par le contrôle des travailleurs sur des aspects essentiels de leur vie de travail, par des mesures immédiates pour les plus défavorisés, par des progrès qualitatifs dans la manière de vivre, par une réduction des inégalités de revenus et de fortune, mais aussi des autres formes d'inégalités. Elle passe aussi par de nouvelles avancées dans le domaine des libertés et de la démocratie. « On peut dire que si tous les démocrates ne sont pas socialistes, tous les socialistes sont démocrates. Autrement, ils ne seraient socialistes que de nom, d'occasion ou d'aventure (...). »³

« Maîtriser l'économie c'est à la fois libérer le travailleur aujourd'hui assujéti à l'appareil de production et maîtriser les lois de l'économie.

« Le gouvernement socialiste ne peut se permettre d'échouer. Son programme doit donc attacher la plus grande importance au maintien des équilibres économiques indispensables à l'expansion. »⁴

« Il mènera de front cinq tâches inséparables :

– il défendra la monnaie contre l'inflation et la spéculation : l'inflation à laquelle se résigne le capitalisme, favorise les forts au détriment des faibles ; il assurera en particulier l'équilibre des finances publiques ;

– il maintiendra à toute force l'équilibre des finances extérieures ;

– il n'aliénera pas par facilité l'avenir socialiste à des bailleurs de fonds surtout soucieux de le compromettre ;

– il assurera l'investissement par la collecte et la protection de l'épargne et la mise en œuvre d'une politique socialiste du crédit ;

– il mènera une politique industrielle vigoureuse, afin d'orienter les activités économiques conformément aux besoins.

« Le maintien des équilibres financiers ne se sépare pas de *l'instauration d'un nouveau modèle de croissance* (...) : un nouveau modèle de consommation s'instaurera progressivement, grâce à une plus grande égalité des revenus et surtout par le fait du renversement du rapport de forces entre consommateurs et producteurs. L'essor des consommations collectives sera rendu possible par le rôle nouveau de la recherche et du secteur public dans l'orientation de l'économie. Une planification appuyée sur l'appareil entièrement socialisé du crédit permettra enfin de *substituer à la logique capitaliste de la croissance pour la croissance,*

¹ *Ibid.*, p. 13

² *Ibid.*, p. 14

³ *Ibid.*, p. 23

⁴ *Ibid.*, p. 31

celle de la cellule cancéreuse, *une croissance élevée mais maîtrisée par la raison de l'homme.* » ¹

Le programme du PS revient sur ce nouveau modèle de croissance, un modèle de croissance socialisé :

« La volonté de croissance pour la croissance reste illogique ou incompréhensible si elle n'est éclairée par une conception d'ensemble de la société, il faut donc donner à la croissance un sens qui ne se résume pas à la simple exaspération d'une consommation privée, divisée et dévoyée. Une politique socialiste ne peut se contenter de mesurer et de quantifier les objectifs et les résultats de la croissance, elle doit les apprécier et les qualifier au service du développement. » ²

Ainsi, la mise en place d'un nouveau modèle de croissance passe par un nouveau modèle de consommation qui lui-même résultera de la modification des structures de revenu, de commercialisation, de production et du « rapport de forces entre le producteur organisé et tout puissant et le consommateur isolé et asservi » ³. Il passe par le contrôle de la publicité, par la citoyenneté du consommateur. Il passe aussi par le secteur public, le Plan, la recherche, les équipements collectifs...

Les thèmes de 1977

Le texte proposé par le PS en 1977 pour l'actualisation du Programme commun de gouvernement met encore plus l'accent sur la « nouvelle » croissance, dont le contenu doit être différent et le taux élevé :

« La nouvelle croissance, mise en œuvre par le Programme commun doit contribuer à un plus grand épanouissement de l'homme.

« Elle ne devra plus être dominée par les exigences de l'accumulation du capital et de la recherche du profit.

« Cette croissance d'un nouveau contenu sera obtenue en particulier :

- par le progrès de la consommation des biens et services, dont devront bénéficier en priorité les catégories les plus exploitées et défavorisées ;
- par le développement prioritaire des équipements et services collectifs ;
- par la réduction des injustices ;

¹ *Ibid.*, pp. 32-33. C'est nous qui soulignons.

² *Ibid.*, pp. 238-239.

³ *Ibid.*, pp. 239.

- par la réalisation du plein emploi ;
- par l'élévation de la qualité de la vie ;
- par l'amélioration de la qualité et l'allongement de la durée d'usage des produits ;
- par la protection de l'environnement et la mise en valeur de la nature.

« Pour atteindre ces objectifs qualitatifs et quantitatifs le Plan fixera un taux de croissance élevé. »¹

Ce texte est assez révélateur d'une des faiblesses de la pensée socialiste : lorsqu'elle jongle avec les grands objectifs et les grands principes, en négligeant les réalités concrètes et notamment celles de la production. Car enfin, quelle sera la logique de la production dont le taux de croissance sera élevé ? Elle sera en partie étatique et en partie capitaliste : dans les deux cas, le problème de l'accumulation ne pourra être évacué ; et dans le second, la recherche du profit restera un motif important.

Il est dangereux de fixer l'objectif d'un fort taux de croissance, en se débarrassant d'une phrase, de ce qui, dès lors qu'il n'y aura pas collectivisation complète de l'économie, continuera à en constituer une base : l'accumulation du capital et la recherche du profit. Et la collectivisation complète, on le sait maintenant, suscite d'immenses problèmes...

1980 : le Projet socialiste

Le Projet socialiste, adopté et publié en 1980, présente sept axes qui constituent l'armature d'un nouveau mode de développement :

- le plein emploi ;
- la réduction des inégalités ;
- la transformation des conditions de travail ;
- une production et une consommation mieux adaptées aux besoins réels ;
- une société plus économe en énergie et en matières premières ;
- le respect de l'environnement ;

¹ PS, *Propositions pour l'actualisation du Programme commun du gouvernement de la gauche*, Flammarion, 1978, p. 63. C'est nous qui soulignons.

– une économie ni dominante ni dominée.

« *Une croissance forte et différente est nécessaire pour atteindre ces objectifs (...). Nous voulons une croissance égalitaire, autonome et créatrice.* La recherche d'un nouveau mode de vie suscitera des besoins nouveaux – logement, équipements collectifs, aménagement du cadre de vie, protection de l'environnement et lutte contre la pollution – sans que les besoins actuels disparaissent pour autant – au moins dans une mesure comparable. Les moteurs de la « vieille croissance » et de ceux de la « nouvelle croissance » coexisteront encore longtemps.

« En définitive, il serait profondément contradictoire – et les Français ne s'y tromperaient pas – de proposer à la fois le droit à l'emploi pour tous, la progression régulière du pouvoir d'achat pour la plus grande masse des travailleurs, une politique active d'équipement du pays et de logements, le redressement des finances publiques, l'amélioration des prestations sociales, la reprise – urgente – des investissements et une compétitivité accrue des entreprises sans mettre en œuvre *une croissance nouvelle, à la fois forte et différente.*

« *Une croissance forte est possible.* La crise actuelle se traduit par une sous-utilisation massive de l'appareil de production qui atteint presque tous les secteurs. Ceux travaillant à pleine capacité sont d'ailleurs rares. Ce sont d'ailleurs souvent ceux qui par leur dynamisme manifestent la plus grande capacité d'adaptation à une demande nouvelle.

« De plus, des réserves de productivité considérables existent dans de très nombreuses entreprises qui travaillent au ralenti et hésitent à « mobiliser » un progrès technique pourtant « disponible » pour accroître une production qu'elles risquent de ne pouvoir écouler. Enfin, tout permet de penser que d'ici à la fin du siècle, le rythme du progrès technique ne devrait pas s'essouffler.

« Aux yeux des socialistes, *le contenu de la croissance importe autant que le taux.* On peut résumer les traits de la croissance que nous recherchons :

– *une croissance plus égalitaire*, à travers une autre répartition des revenus, un meilleur équilibre régional, d'autres conditions d'accès aux services publics ;

– *une croissance plus autonome*, par une moindre dépendance énergétique, une moindre course entre l'importation et l'exportation, un contrôle à l'égard des entreprises multinationales ;

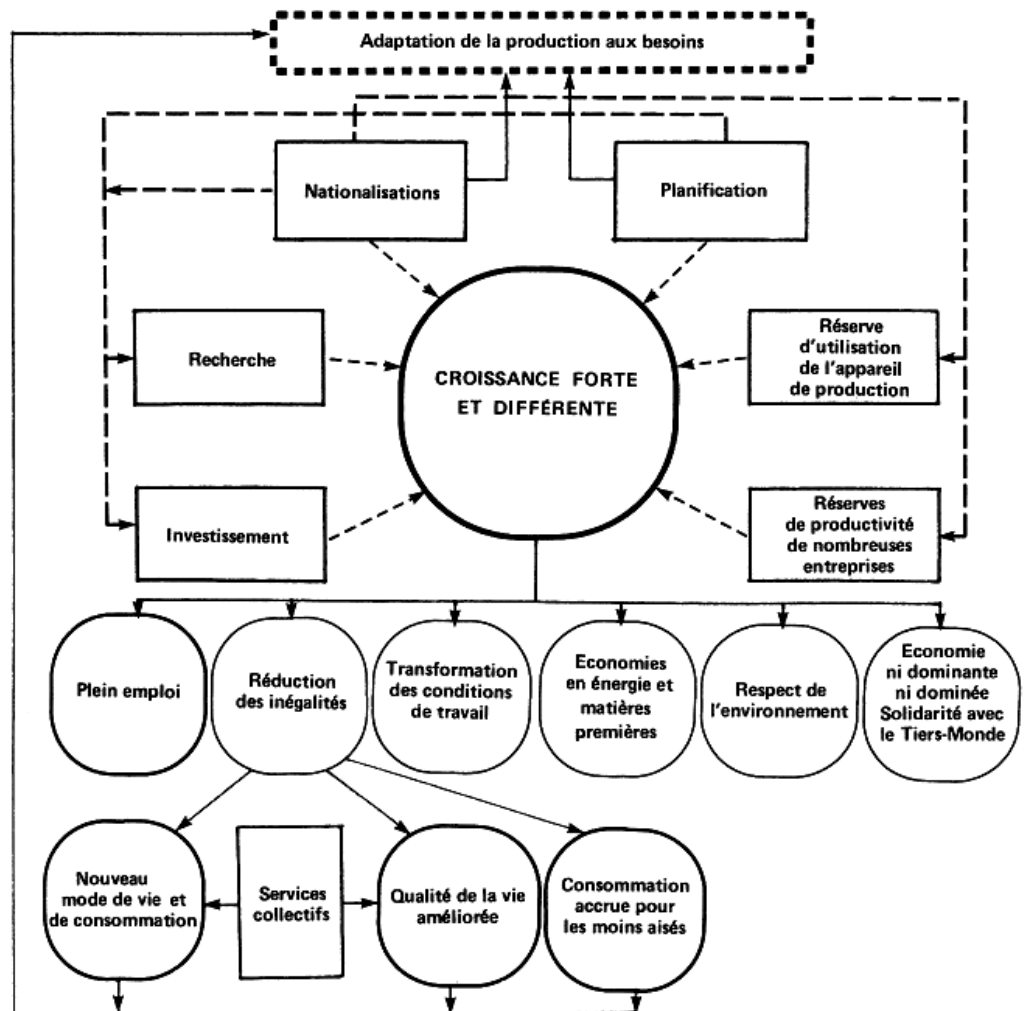
– *une croissance plus créatrice*, à la fois par le rôle accru reconnu à la recherche et par la variété des formes d'activité et d'expression permettant de plus grandes satisfactions dans le travail et l'épanouissement des personnes ;

– *une croissance plus solidaire* vis-à-vis des peuples du Tiers-Monde, qui permette de leur assurer des rapports d'échange moins inégaux et de prendre en compte leurs aspirations. »¹

Cette croissance devra être impulsée à la fois par la consommation et par l'investissement. Ainsi l'enchaînement proposé à travers le projet socialiste peut être schématisé ainsi :

Schéma III
Une croissance forte et différente d'après le PS en 1977-1980.

[Retour à la table des schémas](#)



¹ PS, *Projet socialiste pour la France des années 1980*, Club socialiste du livre, 1980, pp. 183-184. Sauf pour les quatre derniers points de la citation, c'est nous qui soulignons.

On retrouve dans les propositions du PS les logiques sous-tendant celles du PC, même si la pondération et les tonalités diffèrent sensiblement :

- l'inspiration keynésienne apparaît immédiatement (relance par la consommation et l'investissement public), nourrie et renforcée par les préoccupations sociales (lutte contre la pauvreté, le dénuement, l'insuffisante satisfaction des besoins fondamentaux) ;

- l'inspiration colbertiste est aussi prégnante avec les nationalisations, la planification, la politique industrielle ;

- les thèmes du progrès scientifique et technique apparaissent aussi, mais enrobés d'une certaine prudence ;

- la dénonciation des monopoles est également présente, mais avec moins de virulence que dans les textes du PC ; et le PS ne semble pas partager avec le PC l'idée que ces monopoles sont à l'origine d'immenses gâchis dont la contrepartie serait une importante source de croissance ;

- enfin, les aspects qualitatifs, la perspective d'un nouveau mode de développement, d'un nouveau modèle de consommation sont plus présents dans les textes du PS : qualité de la vie, réduction de la durée du travail, amélioration des conditions de travail, respect de l'environnement, économies d'énergie et de matière sont clairement présentées en perspective ; inversement, le PS est beaucoup plus prudent, pour ne pas dire réservé, sur la perspective, constamment reprise dans les textes du PC, du fort relèvement de la productivité lié aux nouvelles responsabilités des travailleurs.

4) Le « cercle vertueux » de la croissance rêvée

[Retour à la table des matières](#)

Les hommes venus au pouvoir avec la victoire de la gauche en mai-juin 1981 sont nés entre 1915 et 1945. Les plus anciens ont connu la fin de la brève prospérité des années vingt, la crise des années trente et les « nouvelles donnes » que constituent, chacun à sa manière, le *New Deal* de Roosevelt aux États-Unis, les transformations réalisées par le gouvernement du Front Populaire de 1936 en France et les politiques sociales-démocrates dans les pays scandinaves. Puis viennent ceux qui ont été marqués par la seconde guerre mondiale, le rationnement, la reconstruction, avec, au-delà des mers, les premiers soubresauts de la décolonisation. Enfin, les plus jeunes ont en quelque sorte baigné dans la croissance des années cinquante et soixante : et c'est souvent par delà des mers que s'est situé le catalyseur de leur engagement

politique : guerre d'Algérie, guerre du Vietnam, construction du « socialisme » en Chine, à Cuba ou en Algérie.

Tous, d'une manière ou d'une autre, ont été profondément marqués par un phénomène économique qui n'a pas forcément été l'objet de leur réflexion tant ils vivaient dedans : l'importante croissance qui caractérise le quart de siècle qui s'ouvre en 1948¹. Et beaucoup, dans ce contexte, ont été imprégnés à travers ses livres, ou ensuite à travers les enseignements ou les écrits de ses disciples, par les idées de Keynes – d'un Keynes souvent réduits à quelques vues simplistes : la croissance de la production (de quoi dépend l'emploi) serait la chose au monde la plus facile à assurer puisqu'il suffirait de régler la demande : c'est-à-dire soit la consommation, soit l'investissement, soit la dépense publique.

Face à une droite sans projet et empêtrée dans la crise, *la gauche offrait depuis dix ans de « vivre mieux » et de « changer la vie »*. Longue et importante était la liste des mesures qu'elle allait engager, des changements qu'elle annonçait : mesures de progrès social, équipements collectifs, investissement, modernisation, renouveau industriel et technologique, aide accrue au Tiers-Monde, effort en matière de formation, de recherche, de santé...

La perspective d'une croissance retrouvée donnait sa crédibilité économique à ce projet : la croissance devait permettre de tout faire simultanément, elle devait permettre de tout faire sans imposer de charges rebutantes sur les diverses classes et couches où la gauche trouvait appui.

En outre, *la croissance créerait des emplois et ferait reculer le chômage* ; elle apporterait des ressources accrues aux budgets publics, à la Sécurité sociale et allègerait les charges des caisses d'assurance chômage : elle permettrait donc de rétablir l'équilibre des finances publiques et parapubliques. Au-delà, grâce à une plus large utilisation des capacités de production des entreprises et le développement de leur chiffre d'affaires, le poids relatif des charges fixes s'atténuerait. Ainsi, tant à travers l'équilibre des budgets publics qu'à travers l'allègement des coûts des entreprises, *la croissance devait développer des effets anti-inflationnistes*.

Enfin, l'inflation se ralentissant, l'investissement ayant repris et l'efficacité des entreprises s'étant améliorée, la compétitivité extérieure de l'économie française devait s'améliorer, l'équilibre extérieur être assuré et la valeur extérieure du franc se renforcer...

¹ Voir *infra*, chapitre 4.

Au total, *ce devrait bien être, contre la crise et contre la politique menée par la droite, le « cercle vertueux » d'une croissance à laquelle les idées keynésiennes permettaient de donner une certaine crédibilité.*

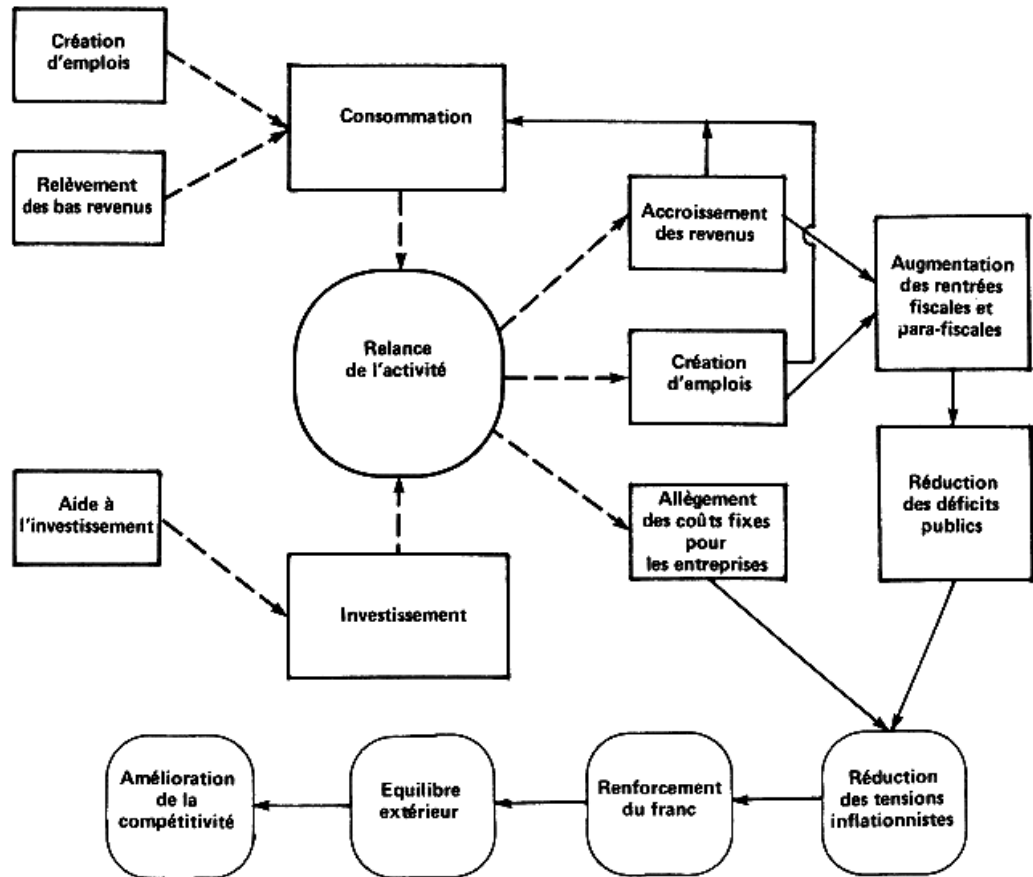
Relance économique, progrès social, lutte contre le chômage et lutte contre l'inflation devaient s'inscrire dans le même mouvement.

Propagande électorale ? Auto-intoxication d'économistes de gauche qui voulaient y croire ou qui devaient y croire pour que l'ensemble du programme garde sa cohérence ? Les frontières entre l'analyse scientifique, l'idéologie, la conviction, le volontarisme, l'engagement ne sont pas aisées à saisir en de tels domaines.

Ce qui est sûr, c'est d'abord que *la croissance préconisée par la gauche en 1981 n'a pas été conçue et construite comme une réponse à la situation précise de la France à ce moment-là.* Par delà le débat sur l'actualisation de 1977, elle vient, comme le fond commun du programme présidentiel, des programmes établis en 1971-1972 : c'est-à-dire à un moment où la crise n'en est encore qu'à ses premiers développements.

Schéma IV
Le « cercle vertueux » de la croissance rêvée (1977 – 1981).

[Retour à la table des schémas](#)



La dynamique née en 1968 et qui permet la progression de la gauche dans les années soixante-dix va porter la gauche au pouvoir avec un projet dont la croissance constitue la clé de voûte : et cela à un moment précis où la crise mondiale s'approfondit, se durcit, s'aggrave.

Ce qui est sûr aussi, c'est que nombre d'économistes de la gauche étaient, dans les années 1977-1981, conscients de la difficulté extrême de réussir la relance économique annoncée ; les écueils étaient bien repérés : dérapage inflationniste, déséquilibres des finances publiques et para-publiques, déséquilibre extérieur.

*Le cercle vertueux de la croissance
dans les textes...*

Des fragments de ce « cercle vertueux » ressortent dans des textes ou des discours. Par exemple : « Il est possible d'inverser ce mouvement : si, au lieu de faire subir aux travailleurs une politique d'austérité on augmente leur rémunération, surtout celle des plus défavorisés, cette augmentation entraînera de nouveaux achats. Ces nouveaux achats vont relancer l'activité économique et donc augmenter les ventes des entreprises. La capacité productive des entreprises sera mieux utilisée.

« Une augmentation de la productivité sera possible. Elle pourra être répercutée sur le prix de revient des produits, et donc leur prix de vente, qui aura tendance à baisser. La reprise économique incitera également les entreprises à investir, donc à créer de nouveaux emplois.

« Cet exemple montre qu'il est possible de concilier l'augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs, la lutte contre l'inflation et la lutte contre le chômage.

« Mais bien entendu, tout n'est pas si simple (...) » Chômage et Inflation, brochure du PS (Secrétariat à la formation), décembre 1977, p. 50.

« Les charges accrues ont pesé sur une économie en récession. Mais si l'économie repart, ce qui est l'objectif de ma politique, elle pourra financer les dépenses publiques sans que le taux des prélèvements ne progresse. » F. Mitterrand, interview au *Nouvel Économiste*, 20 avril 1981.

« La reprise de l'activité, en diminuant relativement les coûts fixes des entreprises et de la nation, contribue à la lutte contre la vie chère. » J. Delors, *Le Monde*, 5 juin 1981.

« Il n'y a pas antagonisme entre la lutte contre le chômage et la politique de décélération de l'inflation. Une relance maîtrisée de la demande et de l'activité économique n'est pas inflationniste, mais permet au contraire d'améliorer l'utilisation des capacités de production, de réduire les coûts unitaires de l'industrie, de ranimer une productivité qui s'essouffle dans la récession. » Lettre de *Matignon*, n° 5, du 15 mars 1982, p. 2 et 3.

Mais la logique des courants au sein du PS, la logique d'alliance/rivalité entre le PC et le PS et, plus largement, la pratique du « flou politique » inspirée par le souci de ne pas heurter telle ou telle fraction de l'électorat, n'ont pas permis que ces questions soient abordées, débattues et traitées comme elles le méritaient.

Les cyniques, les « réalistes » et les malins pourraient bien dire : « Qu'importe après tout puisque la gauche a gagné ? » Ce qui signifie au fond que la gauche aurait, pour gagner, semé l'illusion, au risque de récolter la déception et l'amertume.

Dès ce point, perce l'opposition des adeptes de la facilité et des tenants de la cohérence et de la rigueur.

CHAPITRE 2

L'an I comme analyseur

[Retour à la table des matières](#)

10 mai 1981. La fête. La joie. Les anciens qui attendaient ce jour depuis 36 et ceux qui commençaient à craindre de ne jamais le voir. Les jeunes, venus à la réflexion politique sous le septennat de Giscard et dont beaucoup se voyaient mal en subir un second. Et tous ceux qui sentaient se resserrer autour d'eux un filet aux filaments mêlés : précarité, inquiétude, angoisse, dégradation de la démocratie, de l'esprit républicain et du service public, avec des citoyens mués chaque jour davantage en sujets, en assistés.

Mai-juin 81. Mesures sociales multiples : don de joyeux avènement comme avec Giscard en 1974 ? Non : l'amorce d'une politique nouvelle, d'une autre politique qui doit nous arracher à la crise, faire reculer le chômage, relever les bas revenus, élargir la consommation populaire, relancer l'investissement.

Mai-juin 1982. La douche glacée. Pilule amère. Désolation, consternation, résignation. Pour certains, la gauche trahit et s'apprête à faire la politique de la droite. Pour d'autres, elle n'a pas su. En tout cas, elle n'a pas pu tenir le cap choisi un an plus tôt : revirement brutal et total qui remet en cause l'ensemble, ou simple infléchissement qui n'empêchera pas, pour l'essentiel, de rejoindre la route choisie ?

Quoiqu'il en soit, le chemin suivi de mai 1981 à mai 1982 est riche d'enseignements : avec ses tâtonnements, ses désaccords, ses tensions, ses avancées et ses tergiversations. Pour en tirer la leçon, refaisons ce chemin.

1) La victoire en chantant (mai-août 1981)

[Retour à la table des matières](#)

« Cinquante-quatre millions de Français dont nous assumons la responsabilité. Une majorité d'entre eux nous fait confiance. Elle compte sur nous pour sortir de la crise, améliorer le niveau de vie des défavorisés, maintenir l'acquis des classes moyennes, faire face au géant soviétique, à la politique économique américaine, à la pénétration des appareils japonais qui menacent nos industries. Il faut faire repartir la machine, répondre à cette attente, se battre, faire face chaque jour à quarante problèmes différents, renoncer à toute vie personnelle. »¹

C'est en ces termes que Pierre Mauroy, un an plus tard, évoque ses nouvelles responsabilités de premier ministre.

Mai 1981 : le Franc

Le 10 mai, François Mitterrand a été élu, avec 51,75 % des suffrages. Le 21, il prend officiellement ses fonctions à l'Élysée et désigne Pierre Mauroy comme chef du gouvernement.

Pressant, urgent, le premier problème est déjà là : les sorties des capitaux, la réticence des détenteurs de capitaux ou de devises à les garder (ou à les rapatrier) en France ; les réserves de change ont baissé de 5 milliards de dollars de début février au 10 mai 1981 ; elles baissent encore de 3 milliards de dollars entre le 11 et le 15 ; et après le 18, les sorties de capitaux passent de 500 millions à 1 milliard par jour, pour atteindre 1,5 milliard le 21 et avec le risque d'atteindre 2 milliards le 22². Dès le 11, le Franc est tombé, sur le marché des changes, à son cours plancher par rapport au deutsche mark. À cela s'ajoute la chute des valeurs françaises en Bourse (de 20 % entre le 12 et le 18 mai).

Fallait-il dévaluer le franc ou, à tout le moins, le laisser « flotter » en acceptant qu'il sorte du « serpent européen » ? C'est ce que, selon P. Mauroy, Michel Rocard préconisait, alors que P. Mauroy, J. Delors et C. Goux sont pour la défense du franc ; F. Mitterrand tranche en ce sens : « On ne salue pas la victoire de la gauche par une dévaluation »³.

¹ P. Mauroy, *C'est ici le chemin*, Flammarion, 1982, p. 14.

² *Ibid.*, pp. 18-19. Les réserves de change de la Banque de France sont, en avril 1981, de 366 milliards de francs, soit, au taux de change du dollar de 5,5 F, 66,5 milliards de dollars (*Nouvel économiste* du 25.05.81 et *Le Monde* du 26.05.81).

³ *Ibid.*, p. 19.

Ce sont donc des mesures de défense du franc qui sont prises dès le 22 :

- relèvement à 22 % du taux directeur de la Banque de France et alignement des taux à court terme sur les taux américains ;
- contrôle des changes (sauf pour les touristes et les immigrants travaillant en France) avec notamment l'obligation de rapatrier dans le mois le produit des exportations et, pour les importateurs, la limitation à 2 jours de la détention des devises étrangères et la limitation de la faculté de couverture à terme.

En outre, le chancelier Schmidt réaffirme, à Paris, le 24, la solidarité monétaire franco-allemande ¹. Le 25, cette première bataille paraît gagnée : le franc se redresse par rapport aux autres monnaies européennes.

Bataille ponctuelle, largement destinée à marquer la volonté politique de la gauche de défendre la monnaie : bataille qui indique un front sur lequel le gouvernement devra continuer à être vigilant ; d'autant plus que l'évolution des 18 mois précédents consacre une dégradation de la valeur du franc :

- de 30 % par rapport au dollar (5,60 F au 26 mai) ;
- de 23 % par rapport à la livre (11,50 F au 26 mai) ;
- de 32 % par rapport au yen (2,50 F pour 100 yens au 26 mai).

Sur ce front, le gouvernement de la gauche se heurte à la méfiance ou à l'hostilité de larges couches des possédants français, des banques et groupes multinationaux, de détenteurs étrangers de capitaux, à quoi s'ajoute la logique des opérations et de la spéculation internationales qui conduit à jouer contre une monnaie susceptible de s'affaiblir.

Pour tenter de rassurer les épargnants et pour stopper la chute des obligations (de 10 % du 10 au 25 mai), J. Delors affirme le 25 la volonté du gouvernement de développer l'épargne à long terme et précise que le prélèvement libératoire de 25 % sur les revenus des obligations ne sera pas remis en cause ².

¹ Du 2 au 8 juin, C. Cheysson, ministre des Relations extérieures, va à Bonn, Washington et Rome. Le 13 juin, le roi Khaleb d'Arabie est reçu à l'Élysée. Il est vraisemblable que les préoccupations monétaires n'ont pas été absentes de ces entretiens.

² Ce prélèvement libératoire constitue un avantage fiscal pour les titulaires de revenus élevés et donc, pour eux, une incitation à acquérir des obligations.

Mai-Juin : mesures sociales et emploi

Dans le même temps, un autre domaine focalise l'attention du gouvernement : celui des mesures sociales et des actions pour l'emploi qu'il est engagé à prendre, auxquelles les électeurs vont être particulièrement attentifs et dont les syndicats rappellent, avec des tonalités différentes, qu'elles ne doivent pas être oubliées.

Dès le 13 mai ¹, E. Maire précise dans une conférence de presse les revendications de la CFDT : il souhaite que l'objectif des 35 heures soit atteint dans un délai de 5 ans et que le pouvoir d'achat du SMIC soit relevé de 30 % en 3 ans ; dans l'immédiat, il demande une majoration de 10 % du montant nominal du SMIC en juin (ce qui correspondrait à un relèvement du pouvoir d'achat de 7 %).

H. Krasucki, secrétaire général en puissance de la CGT ², réclame le 14 de « premières mesures substantielles » pour les travailleurs. Le 18, il critique la position de la CFDT : « Nous ne comprenons pas qu'on annonce, avant même que tout commence, et alors que nous allons avoir le CNPF en face de nous, un point d'atterrissage inférieur à ce que les travailleurs sont en droit d'attendre » ; il rappelle que les responsables de la CGT sont des négociateurs « pas très commodes, certes, mais jamais démagogiques et toujours sérieux » et finalement laisse la perspective ouverte : « Nous n'avons jamais dit que nous exigeons tout d'un seul coup » ³.

Le 24 – on peut y voir une réponse – E. Maire déclare que la CFDT est « pour une stratégie de réussite durable ». Le 18 mai, la CFTC, par la voix de son secrétaire M. Bornard, rappelle son programme et notamment la demande de relèvement de 25 % des prestations familiales ⁴. Quant à A. Bergeron, secrétaire de la CGT-FO, il souligne avec constance la nécessité de la modération et les vertus de la négociation.

Dès le 26, François Mitterrand reçoit les dirigeants des six principales organisations syndicales : CFDT, CGT, CFTC, FO, CGC, FEN ; le 29, il reçoit les chefs d'entreprise. P. Mauroy les reçoit à son tour les 1^{er} et 2 juin, insistant sur la nécessité de la « progressivité et de la rigueur » dans les mesures à prendre ; dès son discours d'entrée en fonction, le 21 mai, il avait affirmé : « Le gouvernement de la République sera celui de la rigueur et de l'imagination. En ces temps difficiles, rien ne nous sera donné sans effort. Rien ne se fera sans la durée. Rien ne sera possible si la justice sociale ne vient pas légitimer l'effort

¹ *Le Monde* du 14.5.81.

² Georges Séguy a annoncé pour l'automne sa retraite.

³ *Le Monde* du 20.5.81.

⁴ *Le Monde* du 20.5.81.

demandé à tous »¹. Ce qui ne l'empêche pas de retrouver à Lille un certain lyrisme : « Nous sommes porteurs de temps nouveaux qui n'auront rien à voir avec les temps anciens qu'on a fait subir à nos pères et à nos mères. Et parce que nous avons la certitude de ces temps nouveaux, il n'y a pas besoin de nous précipiter. Nous pouvons prendre tranquillement les mesures les unes après les autres. Nous avons pour nous la logique des faits et des événements, la logique de l'esprit et du cœur »²

Dans « l'état de grâce » dont avait parlé F. Mitterrand lors de sa campagne et qui effectivement caractérise cette période – stupeur décontenancée de la droite écartée du pouvoir pour la première fois depuis un quart de siècle, réjouissance plus ou moins euphorique du « peuple de gauche » – nul ne semble entendre, en tout cas ne relève, le mot « rigueur ». D'autant plus que viennent les premières mesures qui sonnent comme d'agréables nouvelles aux oreilles des plus défavorisés ; sont en effet décidé au Conseil des Ministres du 3 juin³ :

- augmentation de 10 % du SMIC (soit 6,7 % de plus que la majoration automatique légale⁴) au 1^{er} juin ; cette mesure concerne directement 200 000 à 510 000 salariés et indirectement plus d'un million et demi ;

- augmentation, également au 1^{er} juin, de 20 % de l'allocation vieillesse (2 millions de familles d'ayant-droit) et de l'allocation aux handicapés ;

- augmentation au 1^{er} juin de 25 % des allocations familiales (3 millions de familles bénéficiaires) et de l'allocation-logement – laquelle doit être relevée une nouvelle fois de 25 % au 1^{er} décembre – (340 000 familles bénéficiaires).

Pour atténuer la charge supplémentaire pour les industries de main-d'œuvre des secteurs à bas salaire, un abattement de 50 % des charges sociales concernant les très bas salaires est accordé aux entreprises.

Le coût total de ces mesures est estimé à 5,3 milliards de francs pour les finances publiques pour les sept mois de 1981 restant à courir.

En outre, le 10 juin, sont annoncées un ensemble de mesures touchant à l'emploi :

- création de 54 290 emplois dans les secteurs publics et sociaux (dont 12 000 dans l'Éducation nationale, 12 000 dans les PTT et 7 000 « d'utilité sociale » dans des associations et des collectivités locales) ;

¹ *Le Monde* du 23.5.81.

² *Le Monde* du 28.5.81.

³ *Le Monde* des 3 et 5.6.81, et le *Nouvel Économiste* du 1.6.81.

⁴ En effet, les prix ont augmenté de 1,4 % en avril et le relèvement automatique légal du SMIC devait être au 1^{er} juin de 3,3 %.

- amélioration des « pactes pour l'emploi des jeunes » ;
- aides aux entreprises, notamment sous forme de prêts.

Mais ces premières aides ne réussissent pas à dégeler les réticences patronales : « Pour embaucher, pour investir, il faut un climat de confiance ; pour le moment, il n'existe pas » dit-on au CNPF ¹.

L'ensemble de ces mesures représente une charge supplémentaire, pour le budget de l'État de 1981, de 6,8 milliards de francs. Signe de rigueur, le 10 juin sont annoncées les mesures fiscales qui vont permettre d'y faire face : il s'agit de quatre impôts supplémentaires exceptionnels, applicables en 1981 ² :

- sur les hauts revenus (en gros plus de 20 000 F par mois) devant rapporter 3,4 milliards ;
- sur les dépôts bancaires non rémunérés, devant rapporter 1 milliard ;
- sur les bénéfices des compagnies pétrolières pour leurs gisements en France, devant rapporter 1 milliard ;
- sur les frais généraux des entreprises (déplacements, réceptions, logements de fonction), devant rapporter 1, 2 milliard.

Le 11, sont relevés les prix du fuel et des carburants – ce qui est assez rares en cours de campagne électorale.

Le 12 juin, P. Mauroy ouvre à Matignon des négociations avec les syndicats et le patronat sur la réduction de la durée du travail : il souhaite que s'ouvre ainsi un processus qui permette d'atteindre 35 heures hebdomadaires en 1985. L'opposition du CNPF s'exprime par la voix de M. Chotard : « Je ne peux souscrire aujourd'hui à un objectif qui tendrait à programmer les 35 heures dans 5 ans » ³.

Le 14 a lieu le premier tour des élections législatives ; c'est un net succès pour la gauche :

- PS : 37,6 % des voix ;
- PC : 16,2 % ;
- autres gauche : 2 %
- écologistes : 1 %.

¹ *Le Nouvel Économiste* du 15.6.81.

² *Le Monde* du 12.7.81 et *Le Nouvel Économiste* du 15.6.81.

³ *Le Monde* du 13.6.81. 17.

Le 17 sont à nouveau annoncées des mesures de relance en faveur de l'emploi, notamment ¹ :

– des mesures pour l'insertion professionnelle des jeunes et des femmes (contrats d'emploi-formation, stages d'insertion professionnelle, stages de préparation à la vie professionnelle), mesures qui concernent environ 600 000 personnes ;

– des aides à l'investissement et aux entreprises en difficulté (crédits à taux bonifiés pour les investissements prioritaires, crédits à taux avantageux pour les PME, crédits et avances divers), mesures qui devraient permettre d'atténuer les inconvénients des hauts taux d'intérêt (fréquemment de l'ordre de 18,5 à 23 %).

Le 21 juin a lieu le 2^e tour des élections législatives ; la gauche, et notamment le PS, bénéficie du système électoral majoritaire qui, depuis 1958, jouait en faveur de la droite. Sur 491 députés, le PS a 285 élus et le PC 44.

Le 23 est passé un accord politique de gouvernement entre le PS et le PC ; le même jour est formé le nouveau gouvernement Mauroy, avec quatre ministres communistes.

Le rêve, l'action, le réel

À bien des égards, ces premières semaines de la gauche au pouvoir peuvent apparaître comme un « sans faute ». Les décisions sont prises rapidement, sans hésitation ; les deux pôles – solidarité et rigueur – sont aussi bien maîtrisés que possible.

L'ensemble des mesures sociales est appréciable ; peut-être n'est-il guère plus ample que celui « octroyé » par V. Giscard d'Estaing au lendemain de son élection de 1974. Cependant, il ne s'agit pas là d'un « don de joyeux avènement », mais de l'amorce concrète d'une nouvelle politique dont les grandes lignes ont été clairement exposées.

Certes on peut, comme le fait la Confédération générale des PME, affirmer que ces mesures ne sont pas supportables : « Une fois de plus, ce sont les entreprises qui vont supporter de plein fouet les effets directs des premières mesures sociales avancées »². On peut, à l'inverse, affirmer comme le fait la CGT, que c'est insuffisant, même s'il s'agit d'un premier pas qui va dans le bon sens et que le SMIC, par exemple, aurait dû être porté à 3 500 F bruts par mois³. Le problème n'est pas, à nos yeux, de trouver un juste milieu entre ces

¹ *Le Monde* du 18.6.81.

² *Le Monde* du 5.6.81.

³ En passant de 15,20 F l'heure à 16,72 F l'heure, le SMIC a été porté de 2 665 F bruts par mois à 2 909 F.

deux positions opposées ; il est de savoir si oui ou non avec ces mesures s'engage une politique durable, continue, obstinée – ce qui permet dès lors qu'elle soit progressive – de réduction des inégalités par relèvement plus rapide des bas salaires ; et il est aussi, ayant défini cette politique de la mener à un rythme qui lui assure, dans la société française telle qu'elle est, un aussi large consensus que possible, y compris dans les couches dont les avantages relatifs seraient amoindris.

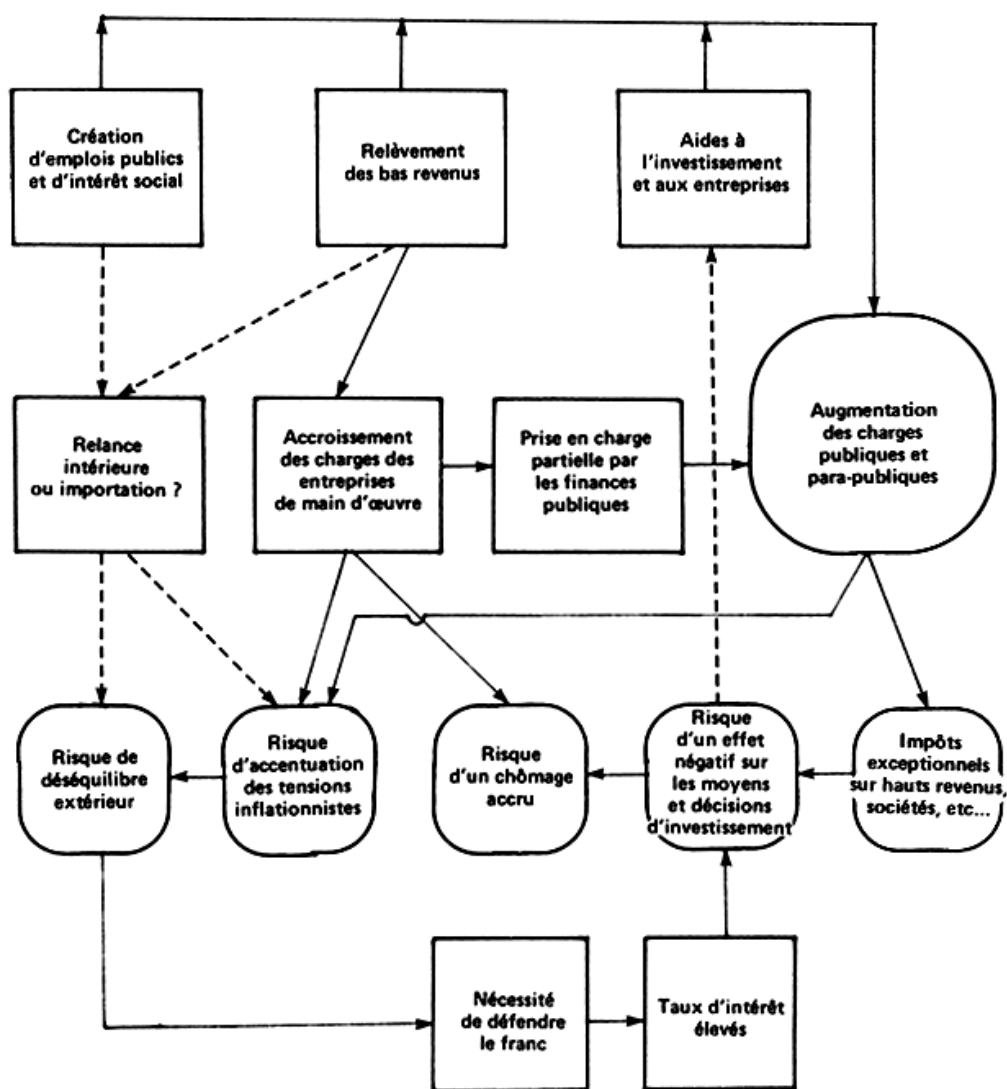
Dans cette perspective, on ne peut que souscrire au principe, réaffirmé après le Premier ministre par le ministre de l'Économie et des Finances, J. Delors : « La rigueur dans la solidarité et la vigilance dans la relance économique seront les règles de l'action gouvernementale »¹. D'autant plus que la conviction reste solide que la relance de l'activité permettra à la fois de faire reculer le chômage et de réduire les tensions inflationnistes : « À cet égard, la reprise de l'activité, en diminuant relativement les coûts fixes des entreprises et de la nation, contribue à la lutte contre la vie chère »².

¹ *Le Monde* du 12.6.81.

² *Le Monde* du 5.6.81.

Schéma V
Du rêve au réel : l'enchaînement des premières mesures
(mai-juin 1981).

[Retour à la table des schémas](#)



Mais en même temps, ces premières mesures indiquent bien que la réalité est plus complexe que celle développée par les tenants d'une relance keynésienne et moelleuse : on est loin en particulier du « cercle vertueux » de la croissance évoqué au cours des mois précédents (voir *supra*) :

- les relèvements des bas salaires butent sur limites – et en tout cas les protestations – industries de main-d'œuvre et de nombre de PME, avec le risque de licenciements et de chômage accru ;

– la plupart des mesures se traduisent finalement en accroissement de la charge pour les finances publiques, ce qui risque de renforcer les tensions inflationnistes...

– ... et les mesures prises pour obtenir des recettes fiscales supplémentaires risquent d'avoir un effet négatif sur l'investissement, d'autant plus que, pour assurer la défense du franc, les taux d'intérêt sont élevés ;

– enfin, dans ce climat général, il n'est pas évident de savoir si le relèvement du pouvoir d'achat et de la consommation jouera plus dans le sens de la relance de l'activité ou de l'augmentation des importations.

Mais on est encore en plein « état de grâce » et ces préoccupations ne transparaissent encore guère dans les propos des dirigeants, si ce n'est dans l'extrême prudence des déclarations de Jacques Delors.

La parenthèse de l'été

Était-ce humainement, politiquement, institutionnellement possible ? Il aurait fallu, au cours de l'été accomplir les nationalisations, concevoir des programmes adaptés d'investissement, de travaux publics, de construction, d'économie d'énergie, définir une stratégie globale et cohérente de progrès social et de relance économique. Il aurait fallu battre le fer tant qu'il était chaud, continuer au rythme créatif et dynamique des premières semaines. Il aurait fallu faire un travail de titans pour être en mesure, en septembre, non seulement de répondre aux attentes des partisans de la gauche, mais d'impliquer, d'entraîner dans une dynamique économique et sociale les sceptiques et les réticents.

Au lieu de cela, l'été apparaît comme une retombée.

Certes P. Mauroy rassemble clairement dans un grand discours les composantes de la politique qu'il mènera sur la base des engagements pris par F. Mitterrand ¹.

Certes F. Mitterrand fait entendre la voix nouvelle de la France tant au Conseil européen de Luxembourg (29 juin), où il insiste sur la dimension sociale d'une politique européenne, qu'au sommet des pays industrialisés à Ottawa (19-21 juillet), où les européens ne réussissent pas à obtenir l'abaissement des taux d'intérêt américains.

¹ Discours à l'Assemblée Nationale du 7 juillet. *Le Monde* du 10.7.81.

Certes, C. Cheysson marque spectaculairement la volonté de la France d'engager de nouvelles relations avec le Tiers-Monde avec ses voyages : à Tunis (5 et 6 juillet), au Mexique (pour préparer la conférence de Cancun), puis en Costa-Rica, Nicaragua, Honduras (1 au 5 août), à Alger et Rabat (8 au 10 août). Cependant que J. P. Cot, ministre de la Coopération et du Développement économique, prépare avec soin la contribution de la France à la conférence des Nations-Unies sur les Pays moins avancés – PMA – programmée pour début septembre à Paris.

Certes, le ministère des finances sacrifie à la tradition en annonçant les hausses de l'été : + 15 % pour les tarifs électriques et + 22 % pour les tarifs du gaz au 1^{er} juillet ; hausse du prix du tabac et des cigarettes, hausse des tarifs de la RATP au 1^{er} août ; hausse du prix de l'essence au 6 août. Et le ministre du Budget, après avoir fait voter par l'Assemblée la loi rectificative de finances ¹ pour 1981 et les mesures fiscales décidées en juin, travaille aux nouvelles mesures fiscales et à la préparation du budget de 1982.

Et puis les agriculteurs développent leurs actions revendicatives dans le Midi pour protester contre les effets des excédents sur les marchés (10-20 juillet) et obtiennent le retrait des volumes excédentaires (11 août). Mais ce sont les viticulteurs du Midi qui prennent le relais et obtiennent à la fois une taxe nouvelle sur les vins de coupage et la « retenue » en douane de vins italiens. Des possibilités de crédit supplémentaire sont ouvertes pour les agriculteurs.

FO et le CNPF signent un protocole d'accord interprofessionnel sur la réduction de la durée du travail à 39 heures par semaine et la 5^e semaine de congés payés (17-18 juillet), accord qui ouvre la voie à une cascade de négociations par secteurs et par entreprises.

De son côté, G. Ségué propose au nom de la CGT six mesures à prendre dans les meilleurs délais ² :

- nouvelle augmentation du SMIC au 1^{er} septembre (+ 10 % en pouvoir d'achat, soit + 13 % en valeur nominale) ;
- blocage temporaire et sélectif des prix de consommation ;
- contrôle efficace des prix et des loyers
- suspension des fermetures d'entreprises et des plans de licenciement ;
- passage à la semaine de 38 heures

¹ La loi rectificative de finances rectifie, corrige, amende en cours d'exécution le budget de l'État qui avait été adopté avant le début de l'année par le vote de la loi de finances.

² *Le Monde* du 21.8.81.

- amélioration de la situation des chômeurs, notamment des chômeurs privés d'indemnité.

Certes, les ministres et les membres de leurs cabinets s'installant – dans des bureaux vidés de tous dossiers – doivent délimiter les compétences, reconstituer les dossiers, préparer les mesures : mise au point des nationalisations et des modalités d'indemnisation, projets d'impôts nouveaux – notamment sur les grandes fortunes – mesures pour l'emploi, nouveaux droits pour les travailleurs, préparation du plan intérimaire... Sécurité sociale, consommation, industrie, recherche, énergie nucléaire, loisirs, vacances, éducation, dans tous ces domaines des initiatives sont prises ; des projets plus ou moins achevés circulent, des rumeurs courent, grossissant, déformant, présentant comme décision prise ce qui n'est encore qu'ébauche de proposition. Une intense activité survolte des équipes à l'ardeur toute fraîche.

2) Une rentrée tous azimuts (septembre-octobre 1981)

[Retour à la table des matières](#)

La rentrée est placée sous le signe de la solidarité : solidarité avec le Tiers-Monde, solidarité avec les chômeurs et avec les plus défavorisés.

Solidarité avec le Tiers-Monde

« L'effort actuel de la France vers plus de justice et davantage de dignité, cet effort là, en dépit des obstacles, en dépit des moyens parfois limités, cet effort ne s'arrête pas à nos frontières » déclare le président de la République, le 1^{er} septembre, lors de la séance d'ouverture, au Palais de l'UNESCO à Paris, de la conférence des Nations Unies sur les Pays moins avancés (PMA) ¹.

« Six milliards d'hommes habiteront la terre en l'an 2000 : laisserons-nous un milliard d'êtres humains traqués par la famine et le désespoir ? » lance-t-il encore. Et il insiste sur l'interdépendance des destinées du Nord et du Sud : « Quant à la croissance, si nécessaire pour nous libérer du chômage et de la pauvreté, qui pourrait croire aujourd'hui qu'elle ne dépend pas d'abord de la prospérité commune ? Qui pense encore à la croissance harmonieuse d'une partie du monde sans se préoccuper de l'autre ? Qui rêve encore à la relance durable des économies développées sans l'aide de nouveaux débouchés, de nouveaux partenaires, de nouveaux mondes avec qui collaborer, échanger et

¹ *Le Monde* du 2.9.81.

parler d'égal à égal ? Qui peut survivre aujourd'hui sans exporter ? Quel est ce paradoxe de vouloir fermer les frontières à la concurrence sans ralentir les ventes à l'étranger ? (...) La solidarité pour le développement avec l'ensemble du Tiers-Monde m'apparaît tout à la fois comme la clé de notre avenir commun et une nécessité pour tous. *Aider le Tiers-Monde, c'est s'aider soi-même à sortir de la crise.* » ¹

Cette déclaration est intéressante à bien des égards :

- le lien qu'elle noue entre les deux solidarités : à l'intérieur des frontières et à l'échelle internationale ;
- le rejet qu'elle exprime de la tentation de protectionnisme, dès lors qu'on est obligé d'exporter ;
- la vision keynésienne, transposée du cadre national au cadre international, pour faire ressortir le développement du Tiers-Monde comme un facteur de sortie de crise pour les pays développés.

Cette dernière idée avait déjà été exprimée par C. Cheysson, avant même qu'il soit ministre des Relations extérieures et après sa nomination. Ainsi, en juin 1981, à la conférence ministérielle de l'OCDE ², C. Cheysson avait lancé un appel pour un « *new deal* planétaire » : « Je soutiens que la mise en œuvre d'une politique volontariste s'inspirant d'un keynésianisme à l'échelle mondiale aiderait puissamment nos économies à sortir de la crise actuelle ³.

Le président de la République indique cinq domaines où la France entend faire porter son action :

- un esprit nouveau dans les relations Nord-Sud, avec la perspective de négociations globales ;
- des actions pour le développement énergétique du Tiers-Monde ;
- parvenir à l'objectif de 0,7 % du PIB ⁴ consacré à l'aide publique au Tiers-Monde ;
- stabilisation des recettes provenant de l'exportation des matières premières ;

¹ *Le Matin* du 2.9.81. C'est nous qui soulignons.

² OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économique.

³ *Le Monde* du 18.6.81. Il développera également ces vues devant l'Assemblée des Nations Unies, le 23.9.81 (*Le Monde* du 25.9.81).

⁴ PIB : Produit intérieur brut.

- la recherche du bien-être doit s'accompagner d'un effort pour préserver l'identité des peuples et promouvoir leur communication.

Dans le cadre du 0,7 %, 0,15 % du PIB doit être consacré à l'aide aux PMA en 1985. Et J. P. Cot, ministre de la Coopération et du Développement, doit peser pour que ces objectifs soient également pris en charge par chacun des pays de la CEE.

Nationalisations

Pierre Mauroy avait, reprenant les propositions de la campagne présidentielle de F. Mitterrand, tracé les axes majeurs de la politique gouvernementale dans son discours du 7 juillet devant l'Assemblée Nationale. Dès la rentrée, le gouvernement déploie son action dans plusieurs domaines ¹.

D'abord les nationalisations : la liste correspond aux engagements du candidat François Mitterrand, aux déclarations du Président François Mitterrand et du Premier ministre. Elle est donc sans surprise, sauf pour ceux qui espéraient ou estimaient qu'il s'agissait de « paroles verbales ». Rappelons-la ² :

- la prise de contrôle d'Usinor et de Sacilor est obtenue par conversion en actions des créances de l'État ;

- cinq groupes industriels sont nationalisés : Compagnie générale d'électricité (CGE), Saint-Gobain – Pont-à-Mousson (SGPM), Pechiney-Ugine-Kuhlmann (PUK), Rhône-Poulenc, Thomson-Brandt ;

- des négociations sont engagées avec les dirigeants de Matra et de Dassault pour dégager le champ et les modalités du contrôle public, qui doit notamment concerner leurs activités dans le domaine des armements ;

- des négociations semblables doivent avoir lieu avec les dirigeants des trois groupes étrangers concernés par le programme de nationalisation : ITT, Honeywell et Hoechst ;

¹ Le gouvernement se voit reprocher d'en faire soit trop, soit pas assez. Ainsi A. Bergeron : « Le gouvernement va trop vite. Il donne l'impression de vouloir résoudre tous les problèmes en même temps ; ce n'est pas possible. Je ne comprends pas cette précipitation, puisqu'il dispose de cinq années au moins. Il faudra aller plus lentement pour parvenir à de bonnes solutions » (*Le Monde* du 10.9.81). À l'inverse, G. Marchais estime que le gouvernement ne va pas assez loin et cantonne son action à l'intérieur de bornes qu'il convient de dépasser (*Le Monde* du 17.9.81).

² *Alternatives Économiques* a consacré le dossier de son n° 5 (juillet-août 1981) aux nationalisations. On y trouvera en particulier une évaluation de l'ampleur des nationalisations décidées.

– nationalisation des deux compagnies financières de Suez et de Paribas, qui étaient au cœur des deux principaux « ensembles industriels et financiers » français.

C'est un ensemble considérable qui va ainsi passer dans le secteur public ; mais il faudra encore de longues semaines avant que l'ensemble de l'opération soit accomplie.

Le projet de loi de nationalisation¹ (avec indemnisation par obligations d'État) est adopté au Conseil des Ministres le 23 septembre ; il fait l'objet d'après débats à l'Assemblée Nationale (13 au 26 octobre) et est adopté ; il est rejeté par le Sénat (23 novembre) et fait l'objet d'une « seconde lecture » à l'Assemblée Nationale qui l'adopte le 18 décembre. Mais l'opposition saisit le Conseil Constitutionnel qui, le 16 janvier 1982, rejette diverses dispositions de la loi. Le 28 janvier, le nouveau projet de loi, remanié en fonction des observations du Conseil Constitutionnel, est adopté par le Conseil des Ministres ; et, grâce à une procédure accélérée, la loi pourra être votée dès le début de février et promulguée au Journal Officiel le 13 février 1982 : sept mois après le discours du Premier ministre annonçant les nationalisations, cinq mois après le démarrage de la procédure d'adoption de la loi.

Pendant cette période, les entraves, obstacles, déclarations hostiles se sont multipliées ; une partie du patronat et de la classe dirigeante livre une ultime bataille de retardement : Paribas cède à des groupes étrangers le contrôle de deux importantes filiales (holding-relais pour des intérêts internationaux) situés en Suisse et au Luxembourg ; le 26 octobre, les représentants de seize banques étrangères estiment insuffisantes les indemnisations proposées ; Ambroise Roux, pugnace président de la CGE, critique une nouvelle fois, dans une « Lettre aux actionnaires », les nationalisations : « La vérité est que nous sommes devant des décisions de nature purement politique, dont l'absence de fondement sur le plan économique éclate peut-être plus encore dans le cas de la CGE »². C'est au total une campagne activement menée, mais qui ne trouve d'écho réel que dans une étroite frange de l'opinion attachée aux idéaux de la libre entreprise et du libéralisme.

Contraste avec cette campagne la philosophie pragmatique de M. Dassault ; la première société de fabrication d'avions qu'il avait fondée avait déjà été nationalisée : non seulement il affecte de considérer comme un honneur le fait d'être nationalisé une seconde fois, mais encore il se paye le luxe de « faire don à l'État » de 26 % des actions de Dassault-Breguet, ce qui permet à l'État d'y devenir actionnaire majoritaire (avec 51 %) ; habile négociateur, il obtient – au moins – qu'au sein de son petit empire familial, la nationalisation ne concerne que cette société de fabrication d'avions. Et quelques mois plus tard, alors que le patronat renâcle et regimbe, il fait dire par un de ces personnages de « café du commerce » à un autre dont le père a été « victime » de la nationalisation : « Si ton père a dans

¹ Concernant les cinq groupes industriels, les trente-six banques et les deux compagnies financières.

² *Le Monde* d6 10.11.81.

l'âme une foi si bien habituée à travailler, à créer des emplois et à exporter, et bien il n'a qu'à créer une nouvelle entreprise ! »¹

De même un accord est obtenu pour la prise de participation de 51 % de l'État dans Matra, le secteur presse² étant rétrocédé aux actionnaires privés du groupe.

Pour les groupes étrangers, les choses iront plus lentement : les négociations entamées aboutissent dans l'ensemble au cours de l'année 1982. Avec ITT, un accord est conclu (juillet 1982) pour le rachat de ses principales filiales de télécommunication en France : CGCT (Compagnie générale de constructions téléphoniques) et LCT (Laboratoire central de télécommunications). Avec Hoechst, c'est le rachat (février 1982) d'une participation qui permet à l'État, dans un premier temps, de devenir actionnaire minoritaire dans Roussel-Uclaf avec 49 %. Avec Honeywell, l'accord conclu (juin 1982) prévoit à la fois la réduction de la participation de cette société dans CII-Honeywell Bull (de 47 à 19,99 %) et une coopération sur une base plus égalitaire qui apporte à CII-HB une plus grande autonomie, mais aussi implique de sa part une plus grande efficacité et créativité.

C'est, au total, un processus de plusieurs mois sans parler de la politique industrielle –qu'ouvre la mise au point, début septembre 1981, du projet de loi sur les nationalisations. Mais finalement, malgré les chausse-trappes et les batailles de retardement, elles seront accomplies.

Mobilisation pour l'emploi

Dans le même temps, le 15 septembre 1981, le chef du gouvernement présente à l'Assemblée Nationale un ensemble de mesures qui doivent, contribuer à relancer l'activité et à faire reculer le chômage.

Ayant rappelé le bilan de la droite, il lance : « Les Français nous demandent davantage de solidarité, de sécurité et de prospérité. Ils nous demandent moins de bureaucratie, de centralisation et de rigidité (...) L'objectif est clair : remettre la France toute entière au travail. Et d'abord arrêter l'augmentation du chômage (...) Nous refusons la résignation face à la montée du chômage. *Nous refusons de laisser le tissu social se désagréger sous nos yeux. Nous appelons la communauté nationale à la mobilisation pour l'emploi (...)* »³.

Au fil du discours, quelques orientations de fond sont réaffirmées : « Relancer la croissance, partager le travail, c'est d'abord, dans la France d'aujourd'hui, réconcilier les Français avec leur industrie ». Il s'agit de « retrouver une ambition industrielle pour la France ». Mais « le gouvernement ne cherche pas la solution aux difficultés du pays dans l'étatisation » ; « la

¹ *Le Monde* du 17.9.81.

² Qui comprenait notamment Hachette et *Le Point*.

³ *Le Monde* du 17.9.81. C'est nous qui soulignons.

politique économique que nous mettons en œuvre respecte l'initiative et la liberté de décision des entreprises »¹.

Dans cette perspective, P. Mauroy annonce un ensemble de nouvelles mesures².

Il s'agit d'abord de la création directe de 61 000 emplois dans le secteur public. Cette décision, un peu plus large que celle annoncée en juin, est suivie de ce commentaire : « Cet accroissement des effectifs est rendu possible par une politique salariale rigoureuse, prévoyant le maintien du pouvoir d'achat moyen des agents en place ».

Il s'agit ensuite de diverses mesures de relance : le minimum vieillesse porté à 2 000 F par mois pour une personne seule, le relèvement de l'allocation logement de 20 % en décembre, la mise en chantier de logements sociaux, l'augmentation sensible de certaines dépenses budgétaires (34 % pour le logement et l'urbanisme, 30 % pour la recherche civile), un ensemble de grands travaux, un vaste programme des petits travaux urbains, le soutien aux travaux d'économie d'énergie.

Il s'agit ensuite de « sept mesures pour les PME » : prêts participatifs du FDES³, des institutions spécialisées et des banques ; formalités simplifiées pour les créations d'entreprises ; amélioration des aides au développement régional, pour les entreprises de moins de 20 employés et de 10 millions de francs de chiffre d'affaires ; mesures visant à faciliter les transmissions d'entreprises ; aides particulières pour les investissements créateurs d'emplois.

Il s'agit aussi de quatre mesures pour changer la vie et faire reculer le chômage : réduction de la durée du travail à 39 heures par semaine avec perspective des 35 heures en 1985 ; aménagement du travail à temps partiel (mi-temps ou 4/5 de temps dans la fonction publique ; possibilité de cotisation volontaire pour financer une année sabbatique) ; abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans et de la préretraite à 55 ; élargissement de la formation professionnelle, contrats de « jeunes volontaires » pour des travaux d'utilité sociale.

Il s'agit enfin de « contrats de solidarité » dans le cadre desquels peuvent bénéficier d'aides les entreprises qui créent des emplois :

- soit en se développant ;

¹ *Ibid.* Ces derniers mots sont soulignés dans le texte.

² *Le Monde* du 17.9.81 et *Le Matin* du 16.9.81.

³ FDES : Fonds de Développement Économique et Social, « bras séculier » du Trésor Public pour les prêts aux entreprises privées.

- soit avec une forte baisse de la durée du travail ; ainsi que les entreprises qui procèdent à des embauches nouvelles, notamment de jeunes :
 - du fait du départ en préretraite de certains travailleurs ;
 - ou bien certains travailleurs ayant accepté de travailler à mi-temps (avec un complément de rémunération) ;
 - ou bien en liaison avec le lancement d'activités nouvelles.

« Voici comme le gouvernement entend remettre la France tout entière au travail. Ces mesures sont audacieuses (...) Elles exigent d'être accompagnées par un effort de tout le pays. Lutter contre le chômage doit être l'objectif premier des syndicalistes lorsqu'ils négocient ; des patrons lorsqu'ils investissent ; des élus lorsqu'ils gèrent leur collectivité » indique P. Mauroy dans sa conclusion.

Le Monde résume ainsi l'accueil : « Satisfaction mitigée des syndicats, prudente réserve du patronat ». Le PC, qui approuve l'orientation générale, regrette le caractère insuffisant des mesures annoncées ; par la voix de G. Marchais, à l'Assemblée, il fait un certain nombre de propositions supplémentaires, parmi lesquelles ¹ :

- arrêt des fermetures des entreprises et des licenciements grâce à un droit de recours suspensif dont disposeraient les comités d'entreprise ;
- limitations des importations excessives et abusives ;
- contrôle des prix avec le concours des syndicats et des associations ; blocage ou taxation en cas d'abus ;
- nouvelle augmentation de 10 % du SMIC et relèvement des bas salaires ;
- progression rapide vers les 35 heures dans le secteur public et nationalisé ;
- formation professionnelle de 100 000 jeunes par le secteur public en vue de leur embauche ;
- droits nouveaux pour les travailleurs des entreprises nationalisées.

Les propositions du gouvernement se situaient dans l'ensemble dans la logique de la relance et du partage du travail. Celles de G. Marchais sont

¹ *Le Monde* du 17.9.81.

nettement plus marquées par les inspirations étatiques, volontaristes et nationales.

Finances publiques

Emprunt public, nouvelles mesures fiscales, impôt sur la fortune concrétisent dans ce domaine l'intention de rigueur.

Soigneusement préparé, attrayant par son taux (16,75 %), ayant fait l'objet d'une promotion efficace, l'emprunt public du 10 septembre a pu être porté de 8 à 15 milliards de francs et souscrit dans la journée.

Dans ce même temps, la loi de finances ¹ pour 1982 est en cours de préparation, avec des discussions sur les nouvelles mesures fiscales – notamment l'impôt sur les grandes fortunes – et les réactions et les rumeurs qui les accompagnent. Ce projet de loi de finances sera adopté par le Conseil des Ministres le 30 septembre ; il est caractérisé par :

- une importante croissance des dépenses (+ 21,6 %) ;
- le déficit prévu se monte à 95 milliards de francs ², ce qui représente un peu moins de 3 % du PIB ;
- des recettes supplémentaires sont attendues plafonnement du quotient familial ³ intensification de la lutte contre la fraude fiscale ⁴ augmentation des taxes sur les automobiles, l'essence, le tabac, les alcools ; impôt sur les grandes fortunes ; impôt exceptionnel payable en 1982 pour les titulaires de revenus élevés en 1981.

L'impôt sur la fortune est une innovation en France alors qu'il existe déjà depuis longtemps dans nombre de grands pays capitalistes. Il doit être progressif avec un taux d'imposition à 0,5 % de 3 à 5 millions de francs, à 1 % de 5 à 10 millions de francs et à 2 % au-dessus de 10 millions de francs.

¹ C'est par le vote de la loi de finances qu'est adopté le budget de l'État pour l'année à venir.

² Le déficit effectif avait été compris entre 30 et 40 milliards pour chacune des années 1978, 1979 et 1980 ; il devait atteindre 70 milliards en 1981. *Le Nouvel Économiste* du 9.6.81. Voir aussi l'analyse dans *Alternatives Économiques* n° 7 (nov.-déc. 1981) : « Le grand frisson keynésien ».

³ Le quotient familial atténue considérablement l'effet de la progressivité pour les familles nombreuses bénéficiant de hauts revenus ; la mesure prise ne concerne que les ménages ayant des revenus annuels élevés : plus de 318 000 F avec 2 enfants, plus de 385 000 F avec 3 enfants.

⁴ La fraude fiscale a été évaluée par L. Fabius, ministre du Budget, à 90 à 100 milliards de francs par an. *Le Monde* du 14.6.81.

Certains déplorent l'ampleur du déficit : trois fois plus important que celui de 1980 ; d'autres soulignent son poids tout à fait raisonnable : beaucoup de pays ont un déficit budgétaire qui dépasse 3 % du PIB.

Les prix et le franc

Dans sa conférence de presse du 24 septembre, le président de la République dresse une nouvelle fois le tableau de la politique mise en œuvre par le gouvernement. Il insiste notamment sur la « croissance sociale », chemin vers le plein-emploi, sur la reconquête du marché intérieur, sur le développement des échanges avec le Tiers-Monde, sur l'effort sur l'emploi, les aides aux entreprises, les nationalisations « armes de défense de la production française... » S'agissant de la lutte contre l'inflation, il affirme : « Nous ne comptons pas revenir sur la liberté des prix ». Et, s'agissant du franc : « On me demande si je veux un franc vigoureux, si je veux défendre notre monnaie ? Quelle autre réponse peut-on attendre de moi que celle-là ? » Dans les deux cas, il rapporte le problème à la situation économique d'ensemble : « La vraie stabilité des prix viendra avec la croissance sociale, la réduction des inégalités, une meilleure efficacité et la volonté de ne pas confondre liberté et laisser-aller » ; quant à la monnaie, elle « n'est que le reflet d'une situation économique »¹.

Un mois plus tôt, Jacques Delors, ministre de l'Économie et des Finances, avait déclaré à Antenne 2 : « La défense de notre monnaie est aujourd'hui un objectif essentiel (...) Je dois donc dire qu'il ne s'agit pas de la fête pour demain, mais de l'effort. Simplement cet effort doit se faire dans la solidarité ». Et sur l'inflation : « Il faut revenir à des hausses des prix de l'ordre de 7 à 8 %. Lorsqu'on commencera à décélérer, ça criera dans tous les coins, car il faudra que tout le monde fasse un effort. Je serai sans faiblesse, tout y passera : recommandations, taxations et autres si nécessaire »².

Le 4 octobre, dans le cadre d'un « réajustement » des monnaies au sein du système monétaire européen – SME – le franc est dévalué. Dans le même temps, sont annoncées un ensemble de mesures de lutte contre l'inflation.

Le franc avait, depuis mai, subi plusieurs pressions – certains parleraient d'attaques ; le dollar était monté à 6,18 F au 10 août ; au 20 septembre, le deutsche mark – DM – était à son plafond, 2,40 F, ce qui obligea d'une part à un nouveau relèvement des taux d'intérêt et, d'autre part, à un renforcement du contrôle des changes. Mais des tendances de fond – hausse plus rapide des prix français que des prix allemands, alourdissement du déficit commercial de la France à l'égard de la RFA – à quoi s'ajoutent la défiance des opérateurs

¹ *Le Monde* du 26.9.81.

² *Le Monde* du 18.8.81.

internationaux à l'égard du franc et les pressions accentuées de la spéculation contre le franc, nécessitent un réaménagement des parités au sein du SME : le DM et le florin sont réévalués de 5,5 % ; le franc et la livre sont dévalués de 3 %.

Ainsi, la dévaluation refusée en mai-juin pour ne pas ternir l'image du nouveau pouvoir est réalisée en septembre : à la fois nécessaire, passive, modérée, c'est une « dévaluation-constat », une dévaluation subie.

Le ministère de l'Économie s'efforce immédiatement de consolider le front des prix ; en effet, s'ajoutant à la relance, même modeste, aux actions pour l'emploi, aux mesures touchant les finances publiques, la dévaluation risque de contribuer à un dérapage inflationniste, à un moment où, au contraire, il convient d'obtenir un ralentissement de la hausse des prix que le gouvernement souhaite ramener de 14 % à 10 %).

Le blocage des prix est mis en place, avec notamment :

- le blocage des prix des services pour six mois (avec possibilité d'y mettre fin dans les activités où seront passés des accords de modération) ;
- le blocage des prix pour trois mois pour les produits de grande consommation (pain, lait, beurre, margarine, sucre café) ;
- le blocage des marges des importateurs en valeur absolue pour 3 mois ;
- la modération souhaitée de la hausse des prix industriels qui ne devraient pas en moyenne monter de plus de 8 % ;
- la limitation de la hausse des loyers.

* * *

Gestes significatifs à l'égard du Tiers-Monde ¹, engagement du processus des nationalisations, mobilisation nationale pour l'emploi, avec la préparation d'un budget devant peser à la fois dans le sens de la relance et dans celui de l'équité, mesures visant à l'apurement de la situation monétaire et à la maîtrise de l'inflation. Si l'on ajoute la présentation, par Michel Rocard, ministre du Plan, du « Plan intérimaire » de deux ans, destiné à assurer « la transition entre l'ancienne et la nouvelle gestion ». Si l'on se rappelle que tous les grands dossiers en cette période de rentrée sont ouverts et font l'objet de travaux, de débats, de négociations, de mises au point : droit des travailleurs, logement, construction, sécurité sociale, retraite, travailleurs immigrés...

¹ Avant le sommet de Cancun, F. Mitterrand prononce à Mexico un discours réaffirmant et précisant les positions de la France.

Eh bien, c'est effectivement une « rentrée tous azimuts » à laquelle on assiste en ce mois de septembre et en ce début octobre 1981.

3) Grincements (octobre-décembre 1981)

[Retour à la table des matières](#)

L'inquiétude des Français s'accroît ¹. L'immense capital de confiance dont disposent Mitterrand et Mauroy s'amointrit ².

Le 9 octobre, une première grève d'OS éclate à l'usine Renault de Boulogne-Billancourt ; le 12, 4 000 ouvriers seront mis au chômage technique ; le conflit, à travers lequel sont posés à la fois les problèmes de classifications, de salaires et de conditions de travail, ne s'achèvera qu'à la fin du mois.

La CFDT, qui jusqu'ici avait constitué l'interlocuteur syndical le plus compréhensif à l'égard du gouvernement exprime désaccord ou réserves : sur la politique nucléaire, « coup de canif dans le contrat de confiance » ³ ; sur la démarche incertaine en matière de droits des travailleurs et de durée du travail ; sur le contenu des nationalisations, jugé trop « étatique ». Après une appréciation balancée : « La CFDT a, avec le gouvernement, des points d'accord très importants et des points de désaccord qui commencent à devenir

¹ En ce qui concerne la lutte contre le chômage (et l'inflation) pensez-vous que l'action du gouvernement est très, assez, pas très ou pas du tout efficace ?

		Juillet	Septembre	Décembre
Inflation :	pas très ou pas du tout efficace	43	74	83
Chômage :	pas très ou pas du tout efficace	40	66	75

Source : Baromètre Sofres-Figaro-Magazine, cité in *Le Matin* du 16.3.82.

² Faites-vous tout à fait, plutôt ou pas du tout confiance à F. Mitterrand (à P. Mauroy) pour résoudre les problèmes qui se posent en France actuellement ?

		Juillet	Septembre	Décembre
À François Mitterrand :	tout à fait ou plutôt	74	62	57
À Pierre Mauroy :	tout à fait ou plutôt	71	68	58

Source : *Ibid.*

³ *Le Monde* du 11-12.10.81. Le gouvernement avait fait voter par l'Assemblée, début octobre 1981, la poursuite de l'essentiel du programme nucléaire : 30 tranches nucléaires restaient en construction ou en commande, seules 3 tranches (en fait Plogoff) étaient annulées.

sérieux », Edmond Maire marque le coup : « Je pousse un cri de colère. Attention, ça commence à aller vraiment mal »¹.

À l'Assemblée Nationale, l'opposition s'ingénie à faire durer le débat sur les nationalisations : un député socialiste, M. Berson, met alors en cause « les liens familiaux qui unissent le personnel politique de la majorité d'hier aux grands groupes financiers », ce qui suscite de vives réactions des députés de droite – certains parlent « d'intimidation et d'intolérance », de « climat de haine » ou affirment que la France socialiste est en train de prendre modèle sur l'Iran de Khomeiny².

Le Congrès du PS a lieu à Valence du 23 au 29 octobre. « Nous ne cherchons pas la guerre », déclare Jean Poperen à l'ouverture des débats, « nous cherchons l'accommodement, le compromis. Mais (...) pas au prix du reniement de la volonté populaire. » Paul Quilès ayant déclaré : « Il ne faut pas dire : « des têtes vont tomber », comme Robespierre à la Convention, mais il faut dire lesquelles et rapidement », la droite évoque la « terreur », voit Valence transformée en « place de grève », accuse le PS – qui vient d'abolir la peine de mort – de « réhabiliter la guillotine » non plus pour les coupables mais pour les citoyens³. Qui, dans ce tintamarre, peut entendre l'appel du PS au peuple de France : « Avec le peuple de France, nous changerons la vie et nous assurerons la paix ! »⁴

Volonté de durcir le ton, impatience, agacement à gauche ; volonté de dramatiser, de jeter de l'huile sur le feu à droite. Dans le pays, les différentes attitudes qui rongent différents secteurs du corps social inquiétude, scepticisme, doute, découragement se nourrissent de ces affrontements. D'autant plus que les deux fléaux, inflation et chômage, continuent leurs ravages : le nombre de demandes d'emploi non satisfaites en fin de mois dépasse deux millions, en données brutes, fin octobre ; ce qui correspond en données corrigées des variations saisonnières à un peu moins de 1,9 million⁵.

Dans ce contexte, deux ministres socialistes, M. Rocard et J. Delors en appellent au dialogue et à la réconciliation. M. Rocard, ministre du Plan, souligne la nécessité, pour sortir de la crise, de la « cohésion sociale » à laquelle on parviendra par le « dialogue » et le « contrat social » (formules qu'il préfère au « compromis ») : « On ne transforme un pays qu'avec l'accord de

¹ *Le Monde* du 16.10.81.

² *Le Monde* du 22.10.81.

³ *Le Monde* des 25.6 et 27.10.81.

⁴ *Le poing et la rose*, novembre 1981, p. 32.

⁵ Le chiffre brut est le chiffre constaté à une date ou pour un mois donné. Le chiffre « corrigé des variations saisonnières » est en quelque sorte « épuré », nettoyé des mouvements – augmentations ou diminutions – qui reviennent chaque année le même mois ou à la même saison.

ceux qui y vivent et sans brutaliser l'appareil de production. Cela suppose une négociation sociale, un accord clair. Le monde de l'entreprise doit savoir où l'on va sur le plan des règles du jeu, en matière de fiscalité comme de crédit » ¹.

Et J. Delors, évoquant de meilleures perspectives économiques et notamment le renversement des tendances du chômage : « Tout cela ne sera possible que si nous abandonnons, dans le dialogue public, notre détestable habitude de discours de guerre froide. Une des responsabilités essentielles du pouvoir aujourd'hui est de réconcilier les Français avec eux-mêmes. Il arrive un moment où les discours dramatisés empoisonnent le climat (...) Il faut accepter le changement dans le pluralisme. Les deux mots ne se marient pas spontanément. Le changement, c'est admettre une nouvelle conception de la solidarité et de nouvelles relations sociales. Le pluralisme consiste à respecter les mentalités, les convictions des autres ; il ne faut pas leur demander de renoncer à être eux-mêmes, mais de s'adapter à la nouvelle donne » ².

Ces appels ne suffiront pas : novembre et décembre vont être placés sous le signe des grincements.

Multiples, diverses dans leurs motivations comme dans leur déroulement, des grèves éclosent, éclatent, parfois s'éternisent : journée d'action localisée organisée par un syndicat ou conflit né d'un incident dans une atmosphère difficile ; revendications de salaires, demandes d'amélioration des conditions de travail, de ralentissement des cadences, négociations pleines d'embûches sur la réduction d'une heure de la durée du travail, occupations d'usines qui licencient ou qui ferment. Le secteur public aussi est touché en ce début novembre : l'usine Renault de Sartrouville, les Caisses d'Épargne de Paris, les caisses de Sécurité sociale... Grincements chez les salariés.

Engagé dans sa campagne de mobilisation contre le chômage, le chef du gouvernement exhorte les chefs d'entreprises à l'effort : « Le gouvernement ne demande pas la lune aux chefs d'entreprises. Il leur demande simplement de prendre leur part à l'effort de solidarité nationale. Si les chefs d'entreprises se croisent les bras sur le pas de leur porte, on n'y arrivera pas » répond-il à Châlons-sur-Marne au patron d'une entreprise de tôlerie. Celui-ci avait expliqué : « Nous sommes prêts à jouer le jeu de la relance économique pour contribuer à résorber le chômage (...). Contrairement à certains procès d'intention, nous n'avons aucune envie, en risquant la politique du pire, d'être les sabordeurs de nos propres entreprises (...) Nous sommes soumis au régime de la douche écossaise et vivement encouragés et sollicités par vos soins et par ceux du président de la République, nous servons souvent de cibles aux

¹ Club de la Presse d'Europe 1 du 1^{er} novembre 1981, in *Le Monde* du 3.11.81.

² *Le Monde* du 7.11.81.

nombreuses mesures prévues par votre gouvernement »¹. Grincements chez les patrons.

Il arrive même au Premier ministre de grincer quand, parlant des contrats de solidarité, il déclare : « Je le dis avec toute l'autorité qui est celle du gouvernement, si nous n'avions pas de réponses satisfaisantes au niveau de cette action décentralisée de concertation et de dialogue, nous n'hésiterions pas à prendre des mesures qui seraient évidemment plus raides »².

Même les comptes grincent, notamment ceux de la Sécurité sociale : avec l'amélioration des prestations familiales, des prestations vieillesse et de l'assurance maladie, c'est un déficit de 30 à 40 milliards de francs pour la fin de l'année en cours et 1982 qui s'annonce ; pour le combler, le ministre de la Solidarité Nationale, Mme Nicole Questiaux, prévoit de multiplier les efforts : des établissements hospitaliers et des laboratoires pharmaceutiques, des salariés et des employeurs, ainsi que des contribuables...

L'enjeu de l'entreprise

Dans ce climat grinçant, certaines positions se durcissent.

M. François Ceyrac, dont le mandat à la présidence du CNPF arrive à terme, dénonce « un projet ambitieux, mûri pendant des années à l'abri des réalités, peaufiné de comité en comité et qui débouche brusquement sur le réel (...). On nous accuse d'être l'obstacle numéro un, la force d'opposition. Mais ce n'est pas nous qui sommes responsables, c'est le projet qui n'est pas adapté au terrain ». Et il force le trait : « La situation actuelle est beaucoup plus grave que celle de 1936 »³.

M. René Bernasconi, président de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) dénonce plus concrètement la « politique de Gribouille » avec le blocage des prix et les « 30 milliards de charges supplémentaires qui viennent (...) de s'abattre sur les entreprises, en parfaite contradiction avec l'engagement maintes fois répété de stabiliser nos charges ». Il s'en prend non au changement mais au « mauvais usage qu'on pourrait en faire : abaisser les chefs d'entreprises dans l'opinion publique, les dénoncer comme profiteurs ou spéculateurs, les humilier en les dépossédant de leur autorité. Voilà en effet un changement que nous n'accepterions pas »⁴.

¹ *Le Monde* du 7.11.81.

² *Le Monde* du 11. 11. 81.

³ *Le Quotidien de Paris*, in *Le Monde* du 18.11.81.

⁴ *Le Monde* du 19.11.81.

Actif, prompt à se manifester et à manifester, le SNPMI (Syndicat national de la petite et moyenne industrie), animé par M. Gérard Denil, connaît une rapide ascension.

Au sein de la majorité gouvernementale, le PC durcit le ton : « Nous n'avons pas imaginé que les patrons renonceraient de bonne grâce à leurs pouvoirs et à leurs privilèges, déclare G. Marchais. Ce sont les aristocrates du régime capitaliste. Ils se considèrent comme bien au-dessus d'un simple choix du suffrage universel ! Les nationalisations ? Ils font tout pour les saboter. La relance de l'économie ? Ils refusent d'investir. Les droits des travailleurs ? Ils s'opposent à leur élargissement (...) C'est avant tout dans l'entreprise que le patronat espère parvenir à sauvegarder ses principaux intérêts et à bloquer la marche en avant (...). La bataille de l'entreprise est engagée. Gagnons-la ensemble ! »¹

Le même jour, H. Krasucki, qui est appelé à prendre la succession de G. Séguy à la tête de la CGT, s'en prend vivement au patronat et à la grève de l'investissement qu'il l'accuse de mener, malgré « une augmentation importante des profits (...). Qu'ont-ils fait de cet argent gagné sur le travail des hommes et des femmes de ce pays ? Soit des investissements à l'étranger, soit des magots énormes mis à l'abri en France ou ailleurs, ou plutôt ailleurs, mais inutiles en tout cas pour la nation (...). Mais à quoi servent ces gens et pourquoi prétendent-ils être les patrons ? L'esprit d'entreprise, c'est nous »².

Curieux triangle : avec le gouvernement qui tantôt morigène, tantôt exhorte le patronat, le PC et la CGT qui l'accusent de tous les maux et le patronat qui hurle qu'on l'écorche vif et évoque les charges qui l'écrasent, sans jamais parler des aides et des crédits mis à sa disposition.

Dans le même temps, les trois centrales syndicales réformistes, FO, CGC et CFTC, se rencontrent pour confronter les réticences que leur inspire la politique gouvernementale et leurs inquiétudes quant à l'avenir de la politique contractuelle menacée, à leurs yeux, à la fois par l'attitude du patronat et par celle du gouvernement³.

¹ *Le Monde* du 24.11.81.

² Club de la Presse d'Europe 1 du 22 novembre 1981, in *Le Monde* du 24.11.81. Quelques jours plus tard, on peut lire sous la plume d'E. Maire, secrétaire de la CFDT : « Les patrons peuvent payer, mais cela est loin de suffire pour sortir de la crise », *Syndicalisme Hebdo* du 3.12.81.

³ *Le Monde* du 25.11.81.

Vous avez dit pause ?

Tout naturellement ces tensions, ces contradictions se projettent au cœur du gouvernement. On peut imaginer des dirigeants socialistes analysant de près les demandes formulées par le PC pour tenter de démêler ce qui est surenchère de routine, simplement destinée à montrer aux travailleurs que le PC est près à aller plus loin et plus vite que le PS, et ce qui est revendication susceptible de trouver un large écho chez les travailleurs. On imagine aussi les ministres, les députés, harcelés de délégations ou de démarches personnelles qui soulignent la situation de plus en plus difficile de telle entreprise, de telle industrie ou de l'ensemble d'une région. Enfin, les différences d'appréciation sur le souhaitable et le possible ne peuvent jamais, sauf à réciter strictement la position officielle, être entièrement gommées.

Dans ce contexte, les déclarations de Jacques Delors, le 29 novembre, traduisent deux soucis, celui d'atténuer les tensions à l'égard du patronat et celui de ne pas trop charger la barque dans une passe délicate : « La responsabilité du gouvernement socialiste, c'est de créer un climat qui soit plus stimulant pour les entreprises il faut bien reconnaître que le climat présent n'est pas stimulant pour l'investissement (...). Je ne crois pas qu'il y ait complot patronal, opposition organisée. Il y a des perturbations, des démangeaisons (...). Mon opinion personnelle est claire. Il faut faire une pause dans l'annonce des réformes. En revanche, il faut mener à bien, soigneusement, celles qui ont été décidées » ¹.

Pause. Le mot avait été utilisé par Léon Blum annonçant, le 13 février 1937, une « pause » dans la politique des réformes sociales. L'utiliser touche donc à la fois les débats actuels, mais aussi la symbolique et la mémoire. Le chef du gouvernement réagit aussitôt : les réformes doivent être menées sans accélération ni précipitation, mais de manière permanente et continue » ². J. P. Chevènement, ministre de la Recherche et de la Technologie, vient appuyer J. Delors : « Il ne faut pas annoncer les réformes que l'on n'a pas préalablement mûries (...). Il appartient donc au gouvernement d'agir pour que les réformes soient rapidement annoncées, mais rapidement réalisées » ³.

L'incident permet au ministre de l'Économie d'enfoncer le clou : « J'ai dit qu'il fallait une pause dans l'annonce des réformes, pas dans les réformes ». Et, si l'on veut que les Français « adhèrent avec enthousiasme et lucidité (au changement) et qu'ils en soient les propres artisans (...) il faut tracer les

¹ Émission le Grand Jury RTL – Le Monde du 29.11.81, in *Le Monde* du 1.12.81.

² *Le Monde* du 2.12.81.

³ *Le Matin de Paris* du 1.12.81.

avenues d'une manière claire »¹. L'incident soulève aussi un problème de méthode de travail : car ce sont des centaines de dossiers concernant des réformes ou des mesures nouvelles à prendre qui sont en cours d'élaboration dans les différents ministères – et parmi eux plusieurs dizaines très importants pour la politique économique.

Si l'on se rappelle les étapes minimales de la préparation d'un projet : travaux d'experts, propositions ministérielles, discussions interministérielles, concertation avec les partenaires sociaux concernés, propositions de projet de loi élaboré par le ministère responsable, projet de loi adopté par le Conseil des ministres, discussion à l'Assemblée en première lecture. Si l'on ajoute les rumeurs, les procès d'intention, les erreurs, les désaccords, les maladresses, il est fréquent dans cette période d'éprouver une impression de « cacophonie gouvernementale ».

Ce qui, dans un climat assez « sensible », ne fait qu'exacerber les « démanagements » et les irritations.

Parmi les thèmes qui « travaillent » particulièrement cette période, il y a bien sûr les droits nouveaux des travailleurs qui irritent de larges couches du patronat et parfois inquiètent l'encadrement et la maîtrise ; il y a la difficile conciliation – sans parler des niveaux de salaires, mais s'agissant simplement de leur fixation – de la démarche contractuelle (à laquelle sont attachés les syndicats) et de la volonté d'encadrement gouvernementale ; il y a les négociations en cours sur la durée du travail ; il y a les discussions particulièrement délicates sur l'âge de la retraite ; il y a les mesures en préparation sur le travail à temps partiel ; il y a la négociation avec les organismes agricoles qui ne réussit à satisfaire vraiment aucune d'entre elles tout en creusant les désaccords entre le gouvernement et la FNSEA...

Et en contrepoint, dans le pays, les malaises se manifestent aussi, avec les grèves encore, où souvent la maîtrise et les cadres sont pris à partie, avec les manifestations paysannes qui expriment les colères et la déception après la conférence annuelle agricole du 8 décembre. Rien qui permette de parler d'une brutale poussée de fièvre, mais un mouvement de température accompagné de quelques bouffées de chaleur.

Partenaires ?

La cacophonie n'empêche ni le travail en profondeur ni l'avancée dans les décisions et dans leur mise en œuvre. Le débat des assemblées sur les nationalisations aboutit le 18 décembre au vote de la loi ; mais l'opposition saisit aussitôt le Conseil constitutionnel. Le Plan intérimaire est discuté et

¹ *Les dernières nouvelles d'Alsace* du 4.12.81, cité in *Le Monde* du 5.12.82.

adopté à l'Assemblée à la mi-décembre. Face à la lenteur et à la lourdeur du travail parlementaire, systématiquement ralenti par l'opposition, le gouvernement décide de faire voter une loi l'autorisant à prendre des décisions par ordonnance en matière sociale et pour l'emploi : ces ordonnances sont en cours de préparation ¹. La loi de finances pour 1983 est définitivement adoptée.

À l'égard du Tiers-Monde, les gestes se multiplient. Après les discours de F. Mitterrand à Mexico et l'affirmation des vues de la France à Cancun, le sommet franco-africain qui s'ouvre à Paris le 3 novembre 1981 donne l'occasion de préciser l'attitude de la France à l'égard de l'Afrique : présence dans le respect de la souveraineté des États et des accords passés ; non-ingérence ; souci « d'empêcher que l'Afrique ne devienne le champ clos des rivalités et des contradictions d'intérêts extérieures à (ce) continent » ². La visite de Mme Indira Gandhi à Paris (12-14 novembre) permet de souligner le caractère de « partenaires privilégiés » de la France et de l'Inde. En visite à Alger les 30 novembre et 1^{er} décembre, F. Mitterrand affirme sa volonté « d'ouvrir la voie à des formes originales et exemplaires » de coopération ; l'accord sur les ventes de gaz algériens qui est alors signé concrétise d'une certaine manière cette volonté. Et en visite à Lisbonne, les 11 et 12 décembre, le président de la République constate la « remarquable convergence de vue » entre les deux pays sur les pays africains et l'avenir de l'Afrique.

Inde-Algérie-Mexique. Algérie-Afrique du Nord-Sahara-Afrique subsaharienne. Deux axes essentiels de la nouvelle politique de coopération de la France, avec, dans une position cruciale, l'Algérie.

D'autre part, durant le mois de décembre, le président de la République va s'employer, avec le gouvernement, à restaurer un meilleur climat avec les chefs d'entreprise.

« On ne pourra sortir de la crise tous ensemble que par un formidable esprit d'entreprise à l'échelle de la Nation », déclare F. Mitterrand au forum « L'entreprise demain », organisé le 8 décembre à l'occasion du centenaire d'HEC. Et il dira aussi : « Les chefs d'entreprise et les pouvoirs publics ne doivent pas être des adversaires, ils doivent être des partenaires » ³.

Et dans son premier entretien télévisé depuis son élection, le 9 décembre : « J'entends dire aux chefs d'entreprise, comme aux autres : nous sommes tous ensemble, avec des opinions différentes, ne pratiquons pas l'unanimité (...),

¹ La décision a été prise le 18 décembre 1981 et la loi permettant de légiférer par ordonnance sera votée définitivement le 23 décembre et, le Conseil constitutionnel ayant été saisi, publiée au *Journal officiel* le 7 janvier 1982.

² *Le Monde* du 4.11.81. M. Stéphane Hessel sera nommé délégué interministériel auprès du 1^{er} ministre pour les questions de coopération et d'aide au développement, le 9 décembre.

³ *Le Monde* du 10.12.81.

le débat politique et démocratique doit s'exercer entre nous. Les intérêts sont souvent différents, mais il arrive des moments où il convient de réaliser la synthèse, où il convient de se réunir (...). Lorsque la France est lancée dans une crise internationale aussi rude que celle que nous avons à surmonter, on a besoin de tout le monde. Mais il est normal qu'un gouvernement à direction socialiste, il est normal qu'un président de la République élu sur un programme déterminé, exécute ce programme plutôt que celui de ses adversaires. Il faut qu'on s'y habitue » ¹.

Le 15 décembre, M. Yvon Gattaz est désigné comme nouveau président du CNPF, avec M. Yvon Chottard premier vice-président. Si les positions de fond de l'organisation patronale ne changent pas, un ton nouveau caractérise le discours du nouveau président. S'il dit fermement : « Nous avons une mission : être le parti de l'entreprise, c'est-à-dire défendre l'entreprise contre tout ce qui la menace, la promouvoir auprès de tous ceux qui l'ignorent », il précise aussi : « Qu'on ne se trompe pas sur nos relations avec les pouvoirs publics. Les chefs d'entreprise ne font pas de politique. Ils ne veulent pas en faire. Ils ne pratiquent pas la politique de la « terre brûlée », ils ne font pas preuve « d'attentisme ». Il faut en finir avec ces procès d'intention qui démoralisent et divisent la nation » ².

Il dira aussi : « Nous n'élèverons ni le mur de l'argent, ni le mur idéologique. Nous voulons être une force de proposition. Le passéisme est à l'inverse de tempérament du chef d'entreprise. Il n'y aura pas d'opposition (...) systématique ». Mais M. Alain Chevalier, qui présente le rapport économique, donne un autre éclairage : « Nous assistons à une réduction programmée et d'apparence irrésistible de ce que l'on peut appeler l'espace de liberté des entreprises (...) » ³.

Coïncidence ? Souci de la part du gouvernement de marquer d'un geste supplémentaire que son souhait d'un meilleur travail commun est réel ? De nouvelles mesures de soutien à l'investissement sont annoncées ⁴ :

- la détaxe pour investissement est portée de 10 à 15 % ;
- elle est conditionnée, non plus par l'obligation d'accroître l'emploi, mais de le maintenir (entreprises de moins de 100 salariés) ou, pour les autres, de ne l'accroître au minimum que d'une manière symbolique ;
- assouplissement de l'encadrement du crédit.

¹ *Le Monde* du 11.12.81.

² *Le Monde* du 16.12.81.

³ *Le Monde* du 17.12.81.

⁴ *Le Monde* du 19.12.81.

Puis arrivent les jours de vœux.

Le président de la République évoque ce qui a été réalisé ou entrepris : nationalisations, décentralisation, mesures allant dans le sens « d'une société plus juste qu'il nous faut bâtir » (relèvement des bas salaires, des prestations familiales et sociales, du minimum vieillesse, des aides aux petits agriculteurs et impôt sur la fortune), extension du champ des libertés publiques, droit des travailleurs immigrés ; il évoque aussi les mesures sociales en préparation : réduction de la durée hebdomadaire de travail, cinquième semaine de congés payés, retraite facultative à 60 ans, interdiction de certains cumuls emploi/retraite, formation professionnelle des jeunes de 16 à 18 ans, concrétisation de l'égalité des droits de la femme au travail, droits nouveaux des travailleurs dans les entreprises, extension des conventions collectives aux trois millions de salariés qui actuellement n'en bénéficient pas.

Et il lance cette exhortation : « Mais 1982 ne répondra à nos espoirs que si nous faisons reculer et le chômage et l'inflation. Pour gagner la bataille de l'emploi, j'attends de tous les Français qu'ils mobilisent leurs facultés d'énergie, d'initiative et d'entreprise et j'attends du gouvernement qu'il leur en donne les moyens. Produire plus, produire mieux, c'est une nécessité. Il y faudra l'effort de tous, de la constance, de la confiance en soi : il y faudra encore et toujours des réformes ». Et il énumère les réformes nécessaires : Sécurité sociale, fiscalité, structures industrielles, distribution...¹

Au même moment, M. Yvon Gattaz qui va prendre la présidence du CNPF le 1^{er} janvier tient des propos mesurés et en quelque sorte apaisants : « Les entreprises françaises ont un rôle économique et social. Elles entendent le jouer. Et le jouer dans la plus stricte loyauté (...) Il se trouve que le gouvernement affiche un certain nombre d'objectifs qui sont aussi ceux du CNPF et des entreprises. Il recherche, de toute évidence, la prospérité de la France, le succès de notre économie, la reprise des investissements et l'augmentation des emplois. Ces buts sont aussi les nôtres, pourquoi ne pas le dire ? En revanche, si nous sommes d'accord sur certaines finalités, nous avons sur le moyen de les atteindre des idées souvent divergentes. Nous pensons que le meilleur moyen de parvenir à ces finalités est de garder aux entreprises le maximum de flexibilité, de liberté (...). Il est certain qu'un corset de fer, une réglementation contraignante, ne peuvent que réduire la compétitivité des entreprises »².

Produire plus, produire mieux... Il faut certes l'adhésion du monde du travail. Il faut aussi le dynamisme des entreprises ; et, sauf à choisir l'économie étatisée – qui n'est pas une panacée – il faut bien trouver un *modus vivendi* avec le patronat. La croissance retrouvée pourrait être la base économique d'un

¹ *Le Monde* du 2.1.82.

² Entretien au *Dauphiné Libéré* et au *Journal Rhône-Alpes*, in *Le Monde* du 31.12.81.

compromis entre les diverses forces en présence. À l'inverse, si l'économie stagne, les oppositions risquent de se raidir.

4) Le grippage (janvier-mars 1982)

[Retour à la table des matières](#)

« En tout cas, la reprise est là. C'est la première réponse à nos efforts communs », avait dit le président de la République en présentant le 31 décembre ses vœux au pays ¹. Un mois plus tard, le Premier ministre le confirme : « En tous cas, nous allons tout faire pour qu'elle se confirme (...) » ². Et en effet, l'indice de la production industrielle qui avait tendance, en fonction des variations saisonnières, à baisser depuis septembre 1979 et jusqu'en février 1981, laisse apparaître une tendance ascendante depuis cette date ³.

En outre, l'amélioration du climat entre le gouvernement et le CNPF semble se confirmer : reçu le 8 janvier par le président de la République, M. Yvon Gattaz estime que « l'entretien a été particulièrement constructif ».

Cependant, le front des prix reste sombre : la hausse tendancielle, qui était comprise entre 13 et 14 % en 1980 et un peu en-dessous de 13 % au premier semestre 1981, tend à l'entour de 14 % dans le deuxième semestre 1981 ⁴. Le ministre de l'Économie, Jacques Delors, lance le 6 janvier, une opération « trêve des prix » pour trois mois.

Et le climat social s'assombrit ; les désaccords entre le pouvoir et les organisations syndicales se multiplient ; les oppositions se durcissent avec certaines catégories et leurs organisations professionnelles. Paradoxalement, la mise en œuvre des nouvelles réformes sociales sont à l'origine de certains tiraillements.

Tiraillements

Dès le 6 janvier, la CGT exprime ses divergences : si dans l'ensemble le pouvoir « va dans le bon sens », il fait preuve, notamment dans son projet d'ordonnance sur la durée du travail, « d'un certain souci de ménager le patronat, et d'une conception un tant soit peu idyllique des rapports entre

¹ *Le Monde* du 2.1.82.

² *Le Monde* du 2.2.82.

³ INSEE, *Tendances de la conjoncture* du 5.3.82, p. 4. Voir *infra*, chapitre 3.

⁴ *Ibid.* Voir *infra*, chapitre 3.

patronat et syndicat dans les négociations. Le patronat peut trouver dans ce projet d'importants motifs de satisfaction »¹

Au même moment, la CGC lance une campagne : « Encadrement de France debout », avec tout un ensemble de critiques à l'égard du gouvernement concernant aussi bien la « diminution du pouvoir d'achat », que « l'absence d'une stratégie industrielle » et la détérioration de la situation économique². Le 25 janvier, la CGC appellera à la « mobilisation » des cadres contre le gouvernement, « dernière étape avant la guerre »³.

Autres contrariétés pour le gouvernement : le 16 janvier, le Conseil constitutionnel rejette plusieurs dispositions de la loi de nationalisation votée fin décembre ; il s'agit notamment de dispositions concernant l'indemnisation et l'exclusion des banques à caractère mutualiste et coopératif. Et le 17 janvier, lors des élections législatives partielles, ce sont quatre candidats de la droite qui sont élus. Le 20 janvier, la FNSEA, qui regrette « le manque de positions précises » du gouvernement en matière agricole, annonce qu'elle « va mobiliser à nouveau les agriculteurs dans des manifestations de grande ampleur afin d'obtenir une hausse des prix agricoles européens de 16 % »⁴.

Cependant, l'action gouvernementale se poursuit. Mélange de continuité et de changement, l'attitude à l'égard du Tiers-Monde se concrétise peu à peu, avec la vente d'une vingtaine de Mirages 2000 à l'Égypte (début janvier), les ventes (limitées) d'armes au Nicaragua (contre lesquelles les USA protestent), le rétablissement de l'aide financière au Vietnam (que la Chine critique), la signature de l'accord franco-algérien sur le gaz (qui prévoit à la fois des cours supérieurs au cours mondial et un dispositif d'indexation), la visite à Paris du roi du Maroc (fin janvier) et la visite, fin février, de P. Mauroy en Tunisie...

Le 15 janvier prend fin l'opération des régularisations des travailleurs immigrés en situation irrégulière, pour laquelle 120 000 dossiers ont été reçus.

Du 13 au 16 janvier, se tient un colloque national sur la recherche, réalisé sous l'impulsion du ministre de la Recherche et de la Technologie, Jean-Pierre Chevènement, et à l'ouverture duquel le président de la République déclare : « Pour sortir de la crise, la recherche peut être la clé du renouveau ».

Et surtout, au cours du mois de janvier sont adoptées un certain nombre d'ordonnances sur l'emploi :

- le 13, sur la durée du travail et sur la 5^e semaine de congés payés ;

¹ *Le Monde* du 8.1.82.

² *Ibid.*

³ *Le Monde* du 22.1.82.

⁴ *Le Monde* du 22.1.82.

- le 20, sur les contrats de solidarité ;
- le 27, sur le travail temporaire, les contrats à durée déterminée et l'aménagement du temps de travail dans l'agriculture.

Mais ces ordonnances, loin de bénéficier d'un large consensus, sont à l'origine de vives zizanies. Dès le 15 janvier, FO, par la bouche d'A. Bergeron reproche au ministre du Travail J. Auroux d'« altérer les négociations dans les branches » et aux ministres communistes d'avoir « manœuvré afin de permettre à la CGT de s'insérer dans les mécanismes de la négociation collective sans se trouver pour autant contrainte d'accepter trop visiblement aujourd'hui ce qu'elle condamnait depuis de nombreuses années »¹.

La CGT, de son côté, critique l'insuffisance du « changement concret » pour les travailleurs, certains « faux-pas » voire certaines erreurs du gouvernement : relèvement insuffisant du SMIC, augmentation d'un point de cotisation pour la Sécurité sociale à la charge des salariés², rythme trop lent pour la réduction de la durée du travail, retards dans la démocratisation de la Sécurité sociale³.

Un faux pas ?

Et puis l'ordonnance sur la durée du travail ne garantissant le maintien du salaire qu'au niveau du SMIC lors du passage aux 39 heures, H. Krasucki, au nom de la CGT, regrette qu'elle ait été « mal faite » et d'une manière « dont vont se prévaloir les patrons »⁴. Le ministre du Travail plaide quelques jours plus tard pour une logique de la réduction du temps de travail s'inscrivant dans celle plus large du « partage du travail » et impliquant pour être efficace certains sacrifices en matière de revenus : « Nous avons des comptes à rendre en matière de solidarité. On ne pourra pas avoir en même temps plus de temps libre et plus de revenus monétaires. Ce serait tromper les Français que de leur laisser croire que l'on peut tout avoir et tout de suite »⁵. La riposte de H. Krasucki est immédiate : « Trente-neuf heures, c'est trop peu pour créer des emplois. La réduction des salaires est inadmissible et n'est effectivement pas admise »⁶. A. Bergeron va dans le même sens : « Cette situation qui se traduirait par une baisse de 2,5 % du pouvoir d'achat ne peut être acceptée »⁷ ;

¹ *Le Monde* du 16.1.82.

² Ce point de cotisation avait été instauré « provisoirement » par le gouvernement Barre en 1980, puis supprimé en mars 1981, deux mois avant les présidentielles.

³ *Le Monde* des 22.1.82, 31.1.82 et 1.2.82, et *Le Nouvel Économiste* du 25.1.82.

⁴ *Le Monde* des 31.1.82 et 1.1.82.

⁵ *Le Monde* du 5.2.82.

⁶ *L'Humanité* du 4.2.82, in *Le Monde* du 5.2.82.

⁷ *Le Monde* du 6.2.82.

et encore : « Il ne faut pas rêver. Si la réduction d'une heure de travail par semaine doit se traduire par l'amputation de 2,5 % du pouvoir d'achat, les salariés ne marchent pas et je les comprends » ¹.

Le Premier ministre convoque pour le 11 février tous les partenaires sociaux pour lever les ambiguïtés tant sur ce point que sur la mise en œuvre de la 5^e semaine de congés payés (sur laquelle le CNPF freine des quatre fers ou, pour reprendre l'expression utilisée par A. Bergeron, « mégote » ²). Et il donne le sentiment de soutenir son ministre du Travail, en déclarant le 8 janvier au forum organisé par l'*International Herald Tribune* : « Qui dit partage du travail dit en effet, simultanément, partage du revenu » ³.

Seule organisation syndicale à plaider en ce sens, la CFDT. Ainsi, la CFDT de la métallurgie propose : compensation à 100 % pour les bas salaires, puis dégressive pour les rémunérations plus élevées, les bonis ainsi dégagés devant servir à la création d'emplois ⁴. Dans le même sens, J. Auroux souligne que « le problème de la solidarité est central dans la politique de la réduction du travail et de création d'emplois » ⁵.

Mais, au Conseil des ministres du 10, le président de la République écarte ce point de vue : « Il ne peut pas être question d'offrir un échange entre réduction du travail et réduction du revenu » ; en conséquence : « Pas un travailleur ne doit craindre pour son pouvoir d'achat à la suite de l'application des trente-neuf heures » ⁶. Position que reprendra le lendemain le Premier ministre à la réunion des partenaires sociaux qu'il a convoquée : « Comment pourrait-on imaginer qu'un gouvernement de gauche, qu'un gouvernement qui fonde la relance de notre économie notamment sur la consommation populaire puisse agir autrement ? Il n'est pas concevable que les travailleurs gagnent moins à la fin de février qu'à la fin de janvier » ⁷.

Edmond Maire présentera ce choix comme un « faux pas sérieux » du président de la République : « Je dis très franchement qu'il s'est trompé (...). Ce que nous voulons, nous, c'est que toute réduction de la durée du travail donne lieu à une négociation qui porte non seulement sur la compensation, mais aussi sur la réorganisation du travail et sur l'embauche (...) » ⁸.

¹ *Le Monde* du 9.2.82.

² *Le Monde* du 6.2.82.

³ *Le Monde* du 9.2.82.

⁴ *Le Monde* du 10.2.82.

⁵ *La Croix* du 9.2.82, in *Le Monde* du 10.2.82.

⁶ *Le Monde* du 11.2.82.

⁷ *Le Monde* du 12.2.82.

⁸ « Face au public », France-Inter, 17 février 1982, in *Le Monde* du 19.2.82.

Faux pas ou choix mûrement réfléchi ? Probablement le contexte social a-t-il été jugé à l'Élysée trop sensible pour s'engager sur l'autre voie : les cadres ont marqué leur mécontentement fin janvier ; les agriculteurs ont manifesté début février ; des grèves durent, comme celle du service informatique de la Société Générale ou celle des douaniers : d'innombrables grèves éclatent à l'occasion de la mise en œuvre de la « semaine de 39 heures », car les salariés en attendent la réduction d'une heure de travail effectif, alors que de nombreux employeurs mettent en avant le fait que si l'on prend en considération des pauses ou autres avantages concédés antérieurement le passage à la semaine de 39 heures n'implique pas cette réduction d'une heure. En outre, des négociations difficiles s'ouvrent dans la fonction publique. Comme la CGT et FO ont affirmé leurs positions avec beaucoup de fermeté, il est probable que l'Élysée ait choisi de se prémunir contre le risque d'une flambée de mécontentement.

Cependant, aurait-il été impossible de faire passer l'idée que la compensation s'appliquerait intégralement seulement aux bas salaires ? Était-il exclu de négocier une compensation salariale limitée à partir d'un certain niveau de salaire ? N'était-ce pas la condition pour que la perspective de réduction de la durée du travail vers les 35 heures reste un moyen crédible de contribuer à la création d'emplois ? Nous le pensons et le ministre du Travail en est certainement convaincu puisqu'il rappelle dès le 11 février : « Nous n'imposons pas la compensation intégrale » ; celle-ci ne s'impose qu'au niveau du SMIC, mais les autres salaires, eux, « relèvent de la négociation entre partenaires sociaux » et notamment, pour la suite, il faudrait que la réduction de la durée du travail s'accompagne de « compensation sélective » et de création d'emplois ¹.

À hue et à dia

D'autres dossiers irritent le patronat et inquiètent les cadres : ce sont ceux concernant les nouveaux droits des travailleurs dans les entreprises. Le président de la République reçoit une nouvelle fois, à sa demande, le président du CNPF le 19 février et une table ronde de l'encadrement a lieu le 23 février à Matignon, qui semble apporter un certain apaisement aux plus inquiets. Mais le congrès de la FNSEA se déroule dans un climat assez hostile au gouvernement à la fin février. Et, le 28, un sérieux affrontement oppose manifestants anti-nucléaires aux forces de l'ordre à Chooz.

Cependant, l'action gouvernementale poursuit son cours : adaptée en fonction des observations du Conseil constitutionnel, la loi de nationalisation est adoptée enfin et publiée au *Journal Officiel* le 13 février ; le problème du

¹ *Le Monde* du 13.2.82.

déficit de la Sécurité sociale continue à être tourné et retourné dans tous les sens ; le projet sur la décentralisation est soumis à la discussion du Parlement.

Début mars, d'autres décisions sont prises ou annoncées : la création d'un livret d'épargne populaire (qui sera rose) et dont le taux d'intérêt varie avec le rythme de l'inflation ; le remboursement par la Sécurité sociale de l'IVG (Interruption volontaire de grossesse). Les grandes lignes de l'effort gouvernemental en faveur de la micro-électronique sont définies. Les projets d'offices d'intervention par produits sont soumis aux organisations agricoles. Un plan de 6 ans pour la revalorisation des salaires des instituteurs est adopté. Les prix du gaz et de l'électricité sont à nouveau relevés et, dans le cadre de la mise en place d'un nouveau système de prix des produits pétroliers, ceux du fuel et du gazole sont augmentés alors que baissent ceux des carburants pour automobiles, essence et supercarburant ; cette baisse apparaît, aux yeux de certains, inspirée par la proximité des cantonales : qu'elle l'ait été ou non, elle n'a pu que contribuer à nourrir l'impression d'une politique menée sans suffisamment de cohérence et de rigueur.

Cependant, l'avancée du travail du gouvernement achoppe sur l'accumulation des difficultés, des réticences ou des désaccords. La décision d'abaisser l'âge de la retraite à 60 ans bute sur les problèmes liés du financement et des garanties de ressources à assurer et du choix des modalités : elle est remise à plus tard. Le ministre du Budget s'inquiète des dangers d'un gonflement excessif du déficit budgétaire : l'impasse, de 30 milliards en 1980, est passée à 78 milliards de francs en 1981 et devrait être de l'ordre de 120 milliards en 1982 ; pour 1983, le chiffre de 200 milliards apparaît comme risquant d'être atteint dans certaines simulations, ce qui déborderait largement la limite fixée de 3 % du PIB.

Les nouvelles mesures sociales en préparation, les nouveaux droits des salariés, suscitent une franche hostilité chez les employeurs, une sourde inquiétude chez nombre de cadres, sans pour autant bénéficier de l'enthousiasme unanime dans les syndicats ouvriers. Yvon Gattaz, président du CNPF, déclare *au Monde* : « Depuis quelques mois, depuis ces dernières semaines, la situation se dégrade rapidement et dangereusement. Je le dis solennellement : la cote d'alerte est atteinte (...). Alors que nous avons le sentiment que la coupe est pleine, on nous annonce encore et sans cesse de nouvelles charges : le Rapport Auroux, dont l'application devrait coûter 2 à 3 % de la masse salariale ; la retraite à 60 ans ; le financement du déficit de l'assurance chômage (...). Je crie : « Alerte ! ». Les entreprises sont exsangues, il faut stopper les saignées qu'on leur impose pour financer le progrès social »¹. Et il évoque la disproportion entre les aides – surtout des prêts

¹ Propos recueillis par François Simon, *Le Monde* du 10.3.82.

remboursables – (environ 10 milliards de francs) et les charges supplémentaires « six fois, sept fois plus importantes ».

Dans le même temps, le franc s'affaiblit à nouveau : le dollar atteint 6,24 F le 19 mars ; sa défense avec le renforcement du contrôle des changes est soutenue par les interventions des banques centrales de RFA et des Pays-Bas.

Le Premier ministre fait front : il reçoit le président du CNPF ; il annonce des mesures pour soutenir l'activité du bâtiment et des travaux publics et promet un nouveau train de mesures pour les entreprises. Il signe une circulaire, destinée aux ministres, afin de faire en sorte que le budget 1983 soit un « budget de rigueur »¹. Il affirme à Marseille : « Les dépenses seront ramenées à un niveau raisonnable (...). Nous tenons et nous tiendrons les grands équilibres »².

Mais les viticulteurs manifestent dans le Midi ; du 19 au 24 mars, des manifestations de petits patrons ont lieu dans plusieurs villes de province ; le 23, plusieurs dizaines de milliers d'agriculteurs manifestent à Paris ; le 29, ce sont les transporteurs routiers. Sans qu'il y ait de poussée sensible, les grèves continuent de jalonner les innombrables négociations engagées : sur la réduction de la durée du travail, les relèvements des salaires, les conditions de travail. Les élections cantonales (14 et 21 mars) sont marquées par un reflux en voix de la gauche et par un succès électoral de la droite.

Edmond Maire invite le pouvoir à « dire clairement la vérité aux Français, même si cela peut apparaître un peu distant des promesses électorales »³.

Au lendemain de l'échec des cantonales, le PS reconnaît la nécessité de « mieux expliquer », mais il insiste surtout sur le fait qu'il faut « tenir ses engagements » et « continuer » dans la voie prise et au rythme adopté⁴. Soliste à la partition un peu discordante, Michel Rocard souhaite que cette élection soit « une occasion pour toute la gauche d'un examen sans complaisance ni faux-fuyant », « or la situation du pays est difficile » et, dans la crise, « il n'y a pas de changement sans solidarité (...) ». Ce qui est donc nécessaire pour poursuivre notre marche en avant, c'est un profond pacte social sur les objectifs de la transformation de notre société »⁵.

Cette déclaration, jugée inopportune à Matignon, Jean-Pierre Chevènement estime qu'il n'y a « pas un seul ministre (...) de gauche qui ne pourrait (y) souscrire ». Pour lui, s'il y avait eu « un choix national, le vote des Français eût

¹ *Le Monde* du 13.3.82.

² *Ibid.*

³ *Le Monde* du 18.3.82.

⁴ *Le Monde* du 24.3.82.

⁵ *Ibid.*

été différent (...). Si nous sommes capables de porter haut l'idée de démocratie et l'idée de la France, nous attirerons et nous rassurerons ceux qui ont besoin d'être rassurés. Je crois que le pays a aussi besoin d'autorité (...). Il faut transformer les Français, les élever au-dessus d'eux-mêmes »¹.

De son côté, Jacques Delors répète avec plus de force ses inquiétudes, aiguës par la conjoncture nationale et internationale : « Nous sommes tombés depuis quelques semaines dans notre péché mignon qui est de croire qu'on peut réformer la société à coup de décrets » ; et il insiste sur la nécessité de rétablir « la dynamique de la négociation collective »².

La veille, le 25 mars, le Conseil des ministres a adopté onze textes :

- quatre projets de loi :
 - sur les libertés des travailleurs dans l'entreprise³ ;
 - sur la négociation collective et le règlement des conflits collectifs du travail⁴ ;
 - sur le développement des institutions représentatives du personnel⁵ ;
 - sur les comités d'hygiène et de sécurité et les conditions de travail⁶.

- sept ordonnances :
 - droit à la retraite à 60 ans (après 37,5 années de cotisation) à partir de mars 83 ;
 - droit à la préretraite à 57 ans pour les fonctionnaires, s'ils ont cotisé pendant 37,5 années ;
 - amélioration de la formation professionnelle des jeunes de 16 à 18 ans ;
 - réglementation du travail à temps partiel réduction du temps de travail des personnels sanitaires et sociaux ;
 - création du chèque-vacance, avec une contribution de l'employeur.

Le 31 mars, il adoptera deux autres ordonnances :

¹ *Le Monde* du 26.3.82.

² *Le Monde* du 27.3.82.

³ Avec notamment le droit d'expression directe des salariés à partir du groupe ou de la cellule de travail.

⁴ Avec notamment une obligation annuelle de négocier, dans les entreprises de plus de 50 salariés, sur les salaires, la durée du travail et les conditions de travail.

⁵ Possibilité de recourir à des experts extérieurs ; formation économique pour les membres des comités d'entreprise ; création de « comités de groupe » dès qu'une entreprise en contrôle une autre à plus de 50 %.

⁶ Fusion du Comité d'hygiène et de sécurité et de la commission en charge de l'amélioration des conditions de travail, avec renforcement de compétence.

- travail à temps partiel dans la fonction publique ;
- cessation progressive d'activité pour les agents des collectivités locales.

* * *

Tiraillements, faux pas, tergiversations : querelles d'hommes ? Rivalités de tendances ou d'appareils ? En partie certes. Mais au fond des choses, il y a l'extrême difficulté de relancer l'économie, le déficit extérieur, les déficits des finances publiques et para-publiques, le mouvement inflationniste. Avec d'un côté l'hostilité qui se durcit, de l'autre la déception qui sourd et partout l'inquiétude, le désarroi.

Dans ce contexte, si les objectifs restent bien affichés, leur mise en œuvre apparaît souvent hésitante, voire contradictoire : en témoigne notamment le télescopage des différentes logiques lors du passage aux 39 heures, logique du partage du travail contre logique du maintien du pouvoir d'achat, logique de plus de temps libre pour les salariés contre logique de plus de charges pour les employeurs.

Les écueils, les difficultés se multiplient ; la démarche gouvernementale est plus de les éviter, de les contourner, quitte à donner l'impression de louvoyer, que d'appeler le pays à l'effort, à la mobilisation pour les surmonter.

5) Vers la rigueur (avril-juin 1982)

[Retour à la table des matières](#)

Vers la mi-mars, on apprend que la hausse des prix a été de 1 % en février ; et, un mois plus tard, qu'elle a été de 1,2 % en mars. Fin mars, il apparaît que l'indice de la production industrielle, qui avait progressé à la fin de l'année 1981, a diminué (tant en chiffre brut qu'en chiffre corrigé des variations saisonnières) en janvier 1982. De même, les résultats du commerce extérieur, médiocres en décembre 1981, ont été mauvais en janvier 1982 ; le franc reste faible que ce soit par rapport au dollar ou par rapport au DM. Le nombre de demandeurs d'emploi qui a dépassé – en chiffre brut – 2 millions fin octobre 1981, reste supérieur à ce nombre symbole les mois suivants et encore en février 1982 ; en données corrigées des variations saisonnières, ce nombre progresse continuellement : 1 876 000 fin octobre, 1 955 000 fin février (il atteindra les deux millions fin mai) ¹.

¹ Il est possible de tracer un tableau moins pessimiste de la situation : si le chômage a augmenté depuis juin au rythme annuel de 15 %, c'est moins vite que l'année précédente

Le ton change.

Devant la presse anglo-américaine, le 1^{er} avril, Pierre Mauroy annonce la troisième phase du changement : après les réformes de structures, après les réformes sociales, commence la phase « de l'approfondissement, de la fermeté et de la rigueur ». « Nous nous en tenons (pour les finances publiques) avec rigueur à ce qui a été programmé pour 1982 et nous observons la même fermeté et la même rigueur dans la préparation du budget de 1983. »¹

Didier Motchane² se montre assez sévère avec le gouvernement : « Il manque au gouvernement un souffle, et si ce souffle manque, c'est qu'il manque une vision. Voilà pourquoi beaucoup de gens ont l'impression de ne pas être gouvernés (...). Les Français veulent autre chose que l'addition d'un certain nombre de discours catégoriels ou sectoriels. D'autant que ceux-ci sont contradictoires » ; quant au discours gouvernemental, « il doit être net et rigoureux »³.

Edmond Maire reprend une nouvelle fois son plaidoyer pour la cohérence et la rigueur : « Il faut que le gouvernement fasse appel à la responsabilité du citoyen, nous voulons une politique de rigueur et de lucidité, nous ne sommes pas du tout des partisans de l'austérité, mais nous pensons que le pire des risques que nous puissions courir c'est le dérapage économique, monétaire et financier. En effet le dérapage, qui le paiera ? C'est nous, ce sont les plus pauvres, les salariés, les personnes âgées, les familles. Par ailleurs, si on a quelque chose à prouver dans ce pays, c'est que la gauche est capable de gérer, de gérer un changement, un redressement (...) ». « Si l'on veut atteindre l'objectif des trente-cinq heures, on est obligé de modifier l'éventail des salaires et des revenus. C'est peut-être sur ce point que nous serons plus exigeants vis-à-vis du gouvernement (...). La réalisation effective, sur le terrain, des trente-cinq heures, avec une amélioration du pouvoir d'achat des bas salaires, doit s'accompagner d'une forte ponction sur les plus hauts revenus, les plus hauts salaires. »⁴

(25 %) et moins vite que chez nos voisins (40 % en RFA) ; les offres d'emploi augmentent à nouveau, les licenciements ont diminué (C. Goux, *L'Unité* du 9.4.82).

¹ *Le Matin* du 2.4.82.

² Fondateur et animateur, avec Jean-Pierre Chevènement, du Ceres, courant qui joua un rôle actif dans la dynamique du PS tout au long des années 1970.

³ *Libération* du 4.4.82.

⁴ Club de la Presse d'Europe 1 du 4.4.82, in *Le Monde* du 6.4.82.

Une marge de manœuvre étroite

Pendant le même temps, Jean Menu, président de la CGC (Confédération générale des cadres), dénonce les menaces qui pèsent sur le statut et sur le pouvoir d'achat des cadres « Il ne faut pas courber l'échine. Il faut se battre (...). Unis, forts et résolus, nous sauverons ensemble notre pays de l'égalitarisme, du collectivisme et de l'aventure auto-gestionnaire »¹. Et A. Bergeron, secrétaire général de Force-Ouvrière, s'affirme aussi « résolument contre » tout ce qui pourrait ressembler à des conseils d'atelier et critique « certaines décisions trop précipitées », comme l'avancement de l'âge de la retraite² ; il exprime les inquiétudes que lui inspire le manque de réalisme du gouvernement : « La crise économique ne s'est pas envolée, a-t-il rappelé au chef de l'État. Si j'étais à votre place, j'alerterais davantage l'opinion sur la gravité de la crise mondiale, car elle risque de vous empêcher d'atteindre certains de nos objectifs (...). Il faut cesser de faire de la poésie (...). Le gouvernement ne tient pas assez compte des réalités. Cela ne peut finir que sur une sorte de désenchantement des gens »³.

Une nouvelle grève des OS commence fin mars et se poursuit tout au long d'avril à Renault-Flins. D'autres grèves surgissent posant ici et là les problèmes de pouvoir d'achat, de durée du travail et de conditions de travail ; parmi elles, on signalera seulement la grève du zèle des gardiens de prison (du 14 au 17 avril) et la grève des OS à Citroën Aulnay-sous-Bois qui marque le début d'une série de luttes sociales (avec notamment la CGT, mais aussi la CFDT) au sein d'usines du groupe Peugeot-Citroën-Talbot.

La marge de manœuvre du gouvernement se resserre. Il doit rester vigilant sur le front extérieur, avec la faiblesse du franc qui s'accroît par à-coups successifs (le dollar atteint 6,31 F le 8 avril). Il doit rester vigilant sur le front de la relance : au début du mois d'avril, J. Delors a demandé aux cinq groupes nationalisés d'accélérer leurs programmes d'investissements. Il doit rester attentif au mécontentement des chefs d'entreprise et à la situation des entreprises : Y. Gattaz, président du CNPF est reçu à l'Élysée le 8 avril et le 16 à Matignon ; P. Mauroy annonce alors une série de mesures pour les entreprises :

- allègement de la taxe professionnelle de 11 milliards de F (5 en 1982, 6 en 1983) ;
- stabilisation jusqu'en juillet 1983 de la contribution des entreprises au régime général de la Sécurité sociale ;

¹ *Le Monde* du 6.4.82.

² *Le Figaro Magazine* du 3.4.82, in *Le Monde* du 6.4.82.

³ Entretien du 9.4.82, in *Le Monde* du 14.4.82.

- prise en charge progressive par le budget de l'État à partir du 1^{er} janvier 1983 du financement de l'aide aux handicapés adultes ;
- la réduction de la durée du travail en 1982 et 1983 sera laissée à l'initiative des partenaires sociaux.

De ces mesures, le gouvernement espère qu'elles faciliteront – financièrement mais aussi psychologiquement – une reprise des investissements : car, de plus en plus, c'est des investissements que l'on attend la relance, la reprise économique, l'amélioration de la compétitivité et la création d'emplois.

Le président du CNPF reconnaît : « Un pas a été fait en direction du CNPF. Il y a une volonté de stabilisation à moyen terme des charges des entreprises », même s'il regrette l'insuffisance des allègements et l'absence de mesures à effet immédiat ¹. La CGC exprime aussi la satisfaction de voir le dialogue renoué « entre le pouvoir politique et le pouvoir économique du pays » ². FO reconnaît « qu'il convenait de faire quelque chose » et la CFTC, constatant que « le comptable se réveille », redoute « que l'opinion comprenne mal l'alternance de générosité et de rigueur » ³.

La CGT, elle, critique « des mesures qui ne se justifient pas » : « Ces mesures ne créent aucune obligation d'investissement ni de création d'emplois. Elles ne sont pas un facteur de relance économique ni de solutions positives des problèmes de la Sécurité sociale. Il n'y a rien de positif à attendre de concessions à un patronat qui ne pense qu'à empêcher tout progrès mais il est par contre dommageable de risquer de décevoir les travailleurs » ⁴. Et André Lajoinie, au nom du PC : « Les cadeaux au patronat, ce n'est pas le moyen de sortir de la crise » ⁵.

Dans une interview au *Pélerin*, J. Delors avait exprimé sa déception à l'égard de « l'incivisme de la droite » ; mais il avait aussi déclaré : « Si les syndicats préfèrent le retour de la droite, ils n'ont qu'à continuer leurs agissements actuels : exaspération de leurs divisions, poussées corporatives » ⁶. Pour FO, « le syndicalisme ne saurait faire preuve d'inconditionnalité à l'égard de quiconque » ⁷ ; et pour la CGC, le ministre a tort s'il englobe « dans sa réprobation, les centrales syndicales réformistes qui, depuis le 10 mai s'efforcent d'obtenir que le gouvernement travaille avec le maximum de

¹ *Le Monde* des 18-19.4.82.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*

⁶ *Le Monde* du 16.4.82.

⁷ *Ibid.*

cohérence et d'efficacité », mais il l'approuve s'il a voulu « mettre en cause la surenchère effrénée à laquelle se livrent depuis quelques semaines la CGT et la CFDT »¹. Mais la CFDT, « fortement engagée pour la réussite du gouvernement de gauche » ne se sent pas visée². Quant à la CGT, elle ne peut envisager un consensus « dans le cadre duquel les syndicats s'inclineraient devant l'austérité sociale et accepteraient la baisse du pouvoir d'achat »³.

Dans ce contexte crispé, le gouvernement poursuit son action, avec d'une part un projet de loi permettant à trois banques mutualistes de n'être pas nationalisées (31 mars) et d'autre part l'accord passé avec *Honeywell* prévoyant la réduction de la part de cette société américaine dans *CII-Honeywell-Bull* (21 avril) ; avec aussi le projet de loi prévoyant l'amélioration d'un certain nombre de prestations familiales et sociales (21 avril) ; avec l'adoption définitive de la loi créant un livret d'épargne populaire (20 avril) ; avec la création de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME) (28 avril).

L'action internationale se déploie comme un exceptionnel feu d'artifices, dont quelques nuages viennent atténuer l'éclat.

En direction du Tiers-Monde, voyages, visites, contrats ou conventions constituent les traces concrètes de liens que l'on renoue, resserre ou renforce. Viennent à Paris le ministre des Affaires Étrangères du Vietnam (8-9 avril), le Premier ministre de Thaïlande (30 avril) et le Premier ministre du Zimbabwe (28-30 mai). Le président de la République se rend à Alger puis au Niger, en Côte d'Ivoire, au Sénégal et en Mauritanie (19-26 mai) ; et après l'explosion meurtrière d'une voiture piégée à l'Ambassade de France, le Premier ministre va à Beyrouth pour affirmer symboliquement la présence française au Liban (26 mai).

Les contrats se concrétisent avec l'Inde : accords sur la livraison de 40 Mirages-2000 et sur des ventes, d'équipement téléphonique notamment. Et puis une convention de coopération économique est signée entre la France et l'Algérie qui, selon le ministre des Affaires Étrangères algérien « ne manquera pas d'être un modèle de coopération pour les pays méditerranéens et africains »⁴.

Mais, après l'occupation, début avril, des Îles Malouines par les troupes argentines, la France s'associe à la suspension des ventes d'armes à l'Argentine, au risque de donner le sentiment que l'ancienne solidarité des puissances coloniales d'hier est plus forte que la nouvelle solidarité que la France socialiste cherche à établir avec le Tiers-Monde. Et lorsque, début juin, les troupes israéliennes envahissent le Liban, la politique d'équilibre que la France s'efforce de tenir apparaît quelque temps dans un difficile porte-à-faux, le désaveu se limitant, ici, à des condamnations verbales.

¹ *Le Monde* du 17.4.82.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ *Le Monde* du 23.6.82.

Dans les relations avec les pays industriels, le sommet de Versailles (4-6 juin) aurait pu être le « bouquet » du feu d'artifices. Le président de la République s'est rendu au Japon (14-18 avril) en s'arrêtant à l'aller à Helsinki et au retour à Vancouver¹, puis au Danemark (28-30 avril). Sans parler des « séances de travail » à Hambourg et à Londres, il ira en voyage officiel à Vienne (16-17 juin), puis en Espagne (22-24 juin).

Mais une nouvelle crise secoue l'Europe dans la deuxième quinzaine de mai, la Grande-Bretagne se tenant à l'écart du compromis approuvé par 7 pays de la CEE sur les prix agricoles ; le 19 mai, François Mitterrand, d'Alger, durcit le ton : « Le problème posé (...) est celui de la présence de la Grande-Bretagne dans la Communauté »... Et le sommet de Versailles, s'il a permis, entre autres, de formuler le vœu d'une « évolution constructive et ordonnée du système monétaire », n'a pas permis d'obtenir un infléchissement sensible de la politique économique et monétaire des États-Unis : quinze jours plus tard, le 22 juin, les ministres des Dix réunis à Luxembourg protesteront contre la politique commerciale des États-Unis et François Mitterrand exprimera à leur égard une mise en garde sévère.

À Versailles, les grands pays industriels occidentaux ont adopté le principe d'une limitation des crédits à l'exportation vers les pays de l'Est. Mais, le président Reagan maintenant sa politique économique, l'espoir d'une meilleure concertation des politiques économiques occidentales et le rêve de la recherche à l'échelle mondiale d'une relance keynésienne volent en éclats.

Une « nouvelle phase » ?

Cependant, c'est sur le front de l'économie que s'accumulent les nuages les plus sombres : les prix français continuent de monter, trop, et en tout cas plus vite que ceux de nos principaux concurrents, qui dans l'ensemble ont ralenti : le déficit commercial s'est brusquement creusé en avril² ; les réserves de changes diminuent de mois en mois ; le dollar reste à plus de 6 francs. Enfin, la hausse du taux de salaire horaire a été de 4,8 % au cours du premier trimestre ; et on peut craindre que s'enclenche une nouvelle fois la spirale « prix-salaires »³.

¹ Le Premier ministre se rendra au Canada du 22 au 27 avril.

² Taux de couverture des importations par les exportations en avril 1982 de 83 %, contre 92 % le mois précédent et 94,4 % en avril 1981, *Bulletin mensuel de statistique*, 1982, n° 6.

³ Il est possible, comme P. Mauroy dans son interview au *Nouvel Observateur* du 29 mai 1982, de trouver un éclairage moins sombre : « Quelle est la situation ? Sur le front du chômage, les résultats sont satisfaisants. L'augmentation du nombre des demandeurs d'emploi était de 23 % durant la dernière année du gouvernement Barre. Nous avons ramené cette augmentation à 6,8 % à la mi-1982. C'est un bon début. Sur le plan des prix, nous n'avons pas enregistré de dérapage mais je crois que nous ne pouvons tout simplement plus vivre avec une hausse des prix annuelle de 12 à 14 %, ce qui représente un taux d'inflation qui est plus du double de celui de nos principaux partenaires commerciaux ».

À la suite d'un entretien téléphonique avec un de ses journalistes – mais le ministre de l'Économie démentira avoir donné une « interview » à ce journal – *Le Monde* publie des réponses de J. Delors : « Nous avons refusé le blocage des prix parce qu'on ne bloque pas une économie quand on la relance. Nous avons donc opté pour une désinflation en douceur. De même – contrairement à certains pays étrangers – avons-nous écarté le recours à la purge pour ne pas avoir 2,6 millions de chômeurs à la fin de l'année. Voyez ce qui se passe en RFA où les chiffres du chômage augmentent maintenant de presque 50 % en un an (...). Pour la fin de l'année, je continue de viser un rythme annuel de 10 % sur le quatrième trimestre et je vise 8 % pour 1983 (...) Nous devons passer à la phase suivante de notre politique qui consiste à mettre l'accent sur l'effort » ¹.

Par petites touches, le diagnostic se précise : J. Delors affirme à Antenne 2 : « Il faudra que chacun renonce un peu à ce qu'il croit devoir obtenir, à ses droits, il faudra un effort de tous, mais cet effort nous avons voulu le fonder sur la solidarité » ². Et P. Mauroy, devant la 5^e conférence nationale des sections et groupes socialistes d'entreprises : « Les hausses nominales excessives des revenus et des salaires entretiennent l'inflation et privent notre économie des moyens de créer des emplois. Le gouvernement est décidé à agir et nous aurons prochainement l'occasion d'en reparler » ³.

Une nouvelle fois, dans son rapport général devant le 39^e Congrès de la CFDT, Edmond Maire en appelle à une rigueur fondée sur la lucidité et la responsabilité : « Le pouvoir politique doit s'appuyer sur la capacité de lucidité des travailleurs et des citoyens, sur leur disponibilité à prendre leurs responsabilités. C'est possible à condition, pour le gouvernement, de montrer clairement le projet solidaire qui sous-tend sa politique, de faire preuve à la fois de cohérence, de rigueur et d'ambition. La classe ouvrière a tout à gagner à une politique de rigueur et de vérité. Elle veut être traitée en adulte. Elle sait que, si la facilité s'installe, si l'économie dérape, ce sont les plus démunis qui en feront les frais » ⁴.

Parallèlement, J. P. Chevènement, ministre de la Recherche et de la Technologie, ayant constaté que, dans la crise, « l'absence d'un grand projet a fait exploser les revendications catégorielles, les corporatismes, les égoïsmes, etc... » reconnaît : « La dynamique reste encore largement à créer (...). Il faut mobiliser le pays. Ce qu'on a fait hier pour la guerre, on peut le faire aujourd'hui pour la reconquête de notre indépendance et pour les œuvres de la paix ». Puis il appelle aux « valeurs du travail, de l'effort et de la responsabilité

¹ *Le Monde* du 21.5.82.

² *Libération* des 22-23.5.82.

³ *Ibid.*

⁴ *Le Monde* du 26.5.82.

(...). Sans ces valeurs, nous ne pourrions jamais construire la République moderne »¹.

Les responsables du PC s'emparent, eux aussi, du thème de l'effort et de la rigueur. Ainsi Pierre Juquin, sur Europe 1 : « Je suis pour l'effort à condition qu'il soit juste et touche, avant tout, les hauts revenus. Je souhaite la rigueur pourvu qu'elle s'exerce à rebours de la gestion économique malsaine héritée de M. Barre »². De même Georges Marchais : « La rigueur ? Nous sommes pour la rigueur dans la reconquête du marché intérieur, pour la rigueur dans la mise en œuvre de la justice sociale » ; mais c'est pour mieux se démarquer du gouvernement à travers une attaque contre la CFDT : « Préconiser que les travailleurs renoncent à certains de leurs droits ou de leurs avantages, leur prêcher, comme vient malheureusement de le faire Edmond Maire, le renoncement à certains de leurs acquis, en un mot prendre de l'argent dans la poche des salariés pour le mettre dans le coffre-fort des patrons, ce serait (...) aggraver encore les difficultés de nos entreprises et de notre économie »³.

Dans une interview au *Nouvel Observateur*, Pierre Mauroy, après avoir écarté l'idée qu'il pourrait « faire du barrisme », affirme qu'« il n'y a pas de « nouvelle politique ». Mais il est clair qu'une seconde phase de sa politique commence pour le gouvernement. La relance des économies occidentales n'est pas au rendez-vous de juin. Il nous faut en tenir compte. Nous devons changer de vitesse pour adapter le régime à l'effort prolongé qui est nécessaire. Partout autour de nous, l'inflation est en recul. C'est vrai aux États-Unis comme en RFA. Les prix sont même en baisse au Japon ! Nous ne pouvons pas laisser s'accroître l'écart entre notre taux d'inflation et celui de nos partenaires. Nous devons donc redoubler d'efforts pour diminuer la hausse des prix ». Et le *Nouvel Observateur* ayant demandé : « Des efforts sur quoi ? Sur les salaires et les revenus ? » P. Mauroy répond : « Dès la mise en place du gouvernement, j'ai expliqué que notre politique prévoyait le maintien global du pouvoir d'achat avec un rattrapage pour les revenus les plus bas. En 1981, cette démarche a été scrupuleusement respectée. Aujourd'hui, il faut mettre un frein à ce qui a tendance à s'emballer. Nous allons nous attaquer à ce problème, dans la rigueur de l'équité »⁴.

Et effectivement, dans le texte d'ouverture de sa conférence de presse du 9 juin, le président de la République souligne : « Nous suivons la même politique, nous gardons les mêmes objectifs, nous en sommes à la deuxième phase d'une action... » Les trois objectifs qui « ont inspiré notre démarche », il venait de les rappeler : croissance, solidarité, présence active de la France dans

¹ *Le Matin* du 28.5.82.

² Émission « parti-pis » du 27.5.82, in *Libération* des 29-30-31.5.82.

³ *Libération* des 29-30-31.5.82.

⁴ *Nouvel Observateur* du 2.5.82.

le monde. Mais l'action gouvernementale a rencontré trois obstacles : « une crise mondiale (... qui) s'est aggravée », « le délabrement, plus grave que nous ne nous l'imaginions, de l'économie » et « le temps (...) qu'il a fallu pour coordonner, pour saisir les objectifs, pour les harmoniser, pour aller au plus pressé sans perdre de vue l'essentiel » ¹.

Interrogé sur le type de catégories sociales pour lesquelles on peut « envisager une perte du pouvoir d'achat pour permettre à d'autres plus défavorisés de conserver ce pouvoir d'achat », le président répond : « Cette ligne de partage sera fixée par le gouvernement ». Sur la concertation annoncée dans les propos liminaires : « Les objectifs se devinent : parvenir à maîtriser d'un commun accord les grands équilibres (...) ». Sur le partage du travail et des revenus « Je pense à une politique de la répartition (...) nous aurons l'occasion d'en reparler bientôt ». Et sur l'inflation : « L'action radicale ne peut être entreprise que si les autres méthodes ont échoué » ².

Michel Rocard déclare que « paraît venue l'heure de la rigueur socialiste, c'est-à-dire de l'équilibre entre la lucidité économique et l'imagination sociale » ³.

Le 12 juin, à l'occasion d'un « réajustement » au sein du système monétaire européen, le franc est à nouveau dévalué ; les mesures d'accompagnement intérieures sont sévères : blocage des prix, mais aussi blocage des salaires jusqu'au 31 octobre.

Nouvelle phase ? Ou nouvelle politique ?

6) Le blocage (juin 1982)

[Retour à la table des matières](#)

Samedi 12 juin : les ministres des Finances des Dix réunis à Bruxelles décident un « réajustement » au sein du système monétaire européen : le mark et le florin sont réévalués de 2,75 % et le franc dévalué de 5,75 %. Par rapport au mark, le franc est dévalué de 9,59 % (le mark étant réévalué de 10,61 % par rapport au franc).

Dimanche 13 juin : un conseil restreint, réuni à l'Élysée sous la présidence de François Mitterrand décide la mise en place d'un dispositif

¹ *Le Monde* du 11.6.82.

² *Le Monde* du 11.6.82.

³ *Nouvel Observateur* du 12.6.82.

d'accompagnement, avec notamment « le blocage de l'ensemble des prix et des revenus », avec l'objectif de ramener le taux d'inflation en-dessous de 10 %.

Ce blocage est annoncé par une déclaration de P. Mauroy, composée en sept mouvements :

1. La mise en perspective : « Depuis un an, nous mettons en œuvre la politique que nous avons proposée au pays et qu'il avait ratifiée ».

2. Les succès obtenus : « En matière de croissance (...), en matière d'emploi, nous faisons mieux que nos partenaires ».

3. Les obstacles : « La reprise internationale n'est pas au rendez-vous et nous subissons les effets de l'inflation excessive qui nous a été léguée ».

4. La « seconde phase » du changement : « Cette situation nous conduit à adapter notre politique aux difficultés du parcours ».

5. La persévérance : « Nous poursuivons notre effort de relance en relayant l'action menée l'an dernier en faveur de la consommation par une aide aux investissements (...). Nous poursuivons également notre effort de lutte contre le chômage ».

6. La décision : « Quant à la lutte contre l'inflation, nous changeons de vitesse afin de réduire l'écart qui nous sépare, dans ce domaine, de certains de nos partenaires et qui pèse sur notre monnaie et sur la balance de notre commerce extérieur (...). En quatre mois (...) grâce à un blocage de l'ensemble des prix et des revenus, nous devons ramener notre taux d'inflation en-dessous de 10 % ».

7. L'appel... à la « participation des partenaires sociaux », au « rassemblement et (à) la mobilisation de toutes les volontés », à la « confiance toujours renouvelée des Français », à « l'effort », à la « solidarité (...) expression la plus haute du civisme et, en définitive, de la liberté et de la responsabilité »¹.

Blocage des prix et des salaires pour quatre mois : tel est le message qui ressort à gros traits et autour duquel se cristallisent les réactions.

Peu à peu, le dispositif s'étoffe² :

- blocage par voie légale de l'ensemble des salaires, avec une exception pour le SMIC qui doit être relevé de 3,4 % au 1^{er} juillet ;
- blocage en valeur absolue des marges des importateurs et des commerçants au stade de gros et de détail ;

¹ Le texte intégral de cette déclaration est dans *Le Matin* du 14.6.82 et *Le Monde* du 15.6.82.

² Voir notamment *Le Matin* du 23.6.82 et *Le Monde* du 24.6.82.

- blocage des honoraires des professions libérales y compris de ceux des médecins qui devaient être relevés au 1^{er} juillet ;
- blocage par décret de l'ensemble des prix, sauf ceux des produits énergétiques, des produits agricoles et de la pêche et de certains produits alimentaires ;
- blocage par voie légale des loyers et de certains prix et tarifs ;
- suspension, pendant la période du blocage, du jeu des clauses de variation des prix dans les contrats publics ;
- progression des dividendes plafonnés à 8 % en moyenne pour les deux années 1982 et 1983
- limitation du déficit du budget de l'État à 3 % du PIB confirmée pour 1982 et 1983.

Le verrouillage est donc sévère. En outre, il apparaît que la sortie du blocage sera progressive, négociée, contractuelle, avec l'objectif de descendre en-dessous de 10 % de hausse des prix pour 1982 et en-dessous de 8 % pour 1983. Les syndicats s'insurgent contre le blocage des salaires : « Erreur économique, faute politique », commente H. Krasucki ¹, « l'austérité, on est contre » ². « La décision gouvernementale est d'une gravité sans précédent depuis vingt ans », renchérit A. Bergeron ³. Et pour E. Maire, la démarche par voie législative pour bloquer tous les salaires individuels « serait la pire des solutions » ⁴.

Le CNPF, de son côté, rappelle les conditions d'une économie saine et d'entreprises compétitives, donc d'une politique sociale durable : réduction de certaines dépenses publiques et de transferts sociaux trop coûteux ; « arrêt total » de l'accroissement des charges que supportent les entreprises, avec notamment suspension de l'application des lois Auroux ; liberté de gestion, le contrôle des prix étant jugé « inacceptable pour une économie moderne et intolérable pour les entreprises françaises » ⁵.

* * *

Les décrets pris, la loi votée, les arrêtés publiés : le blocage décidé va entrer dans la réalité.

¹ *Le Monde* du 18.6.82.

² *Le Matin* du 16.6.82.

³ *Le Nouvel Économiste* du 26.6.82.

⁴ *Le Monde* du 22.6.82.

⁵ *Libération* du 16.6.82.

Les Français, dans leur ensemble, l'admettent ; ils acceptent d'en supporter les conséquences. Mais en même temps, ils voient bien, ils sentent bien que *la politique gouvernementale a subi « quelque part » un échec ; et un échec suffisamment grave pour conduire le gouvernement à décider une mesure que personne n'imaginait un an plus tôt qu'il prendrait : le blocage des salaires.*

Dès lors, parler seulement de « nouvelle phase » de la politique économique, était-ce bien répondre à cette « exigence de rigueur » tant prônée alors ? Un gouvernement socialiste n'aurait-il pas dû à la fois appeler et contribuer à une réflexion collective sur les difficultés rencontrées et sur les perspectives ? Évoquer principalement le rendez-vous manqué avec la reprise mondiale et l'héritage de l'inflation, n'était-ce pas un peu « léger » ? *L'approfondissement, l'enrichissement de la démocratie n'exigeaient-ils pas qu'on s'interroge plus sérieusement sur l'échec et l'ensemble de ses causes ?*

CHAPITRE 3

Anatomie d'un échec

[Retour à la table des matières](#)

Le blocage des prix et des salaires qui accompagne la dévaluation de juin 1982 consacre un échec.

Un échec partiel : c'est-à-dire l'échec d'une partie de la politique économique engagée par le gouvernement de gauche à partir de mai 1981.

Un échec repérable : l'échec de la tentative nationale – française – de relance d'inspiration keynésienne et sociale, dans un contexte de crise mondiale.

Un échec crucial : car le « cercle vertueux de la croissance », rêvé avant mai 1981, devait mettre fin à tous les maux économiques ; mais le « cercle vicieux de la relance avortée » met en relief le degré élevé de dépendance extérieure et fait ressortir, avec les déficits extérieurs, les limites des échappatoires traditionnelles : déficit public et inflation ; et finalement, il révèle la difficulté de mener une politique d'inspiration socialiste dans une économie en stagnation.

Cet échec, il faut le reconnaître, l'analyser, l'expliquer si l'on veut éviter de tomber dans des errements semblables ou pires.

1) Le « cercle vicieux » de la relance avortée

[Retour à la table des matières](#)

Le cercle vertueux de la croissance : c'était un beau rêve. La croissance devait faire reculer non seulement le chômage, mais encore l'inflation ; avec l'allègement de certaines charges (indemnisation du chômage notamment) et la progression des recettes, les déficits publics et parapublics devaient s'atténuer ; avec la désinflation et les progrès de la production, la compétitivité des entreprises devait s'améliorer, permettant la restauration de l'équilibre extérieur et le renforcement du franc ¹.

Logomachie de propagande électorale ? Auto-intoxication d'économistes militants qui prennent leurs désirs – ou ceux des « politiques » – pour du possible et sont amenés à présenter ce possible comme la réalité de demain ? Analyse déviée par une poussée excessive de volontarisme ou de conviction ? Il y a sans doute un peu de tout cela ; mais surtout il y a une vision « sélective », tronquée, partielle du champ concerné et des développements probables.

Car chaque séquence qui constitue le « cercle vertueux de la croissance » est tout à fait concevable et n'a rien en soi d'absurde ou d'irréaliste. Certaines se sont même déroulées, comme prévu ou presque, après mai 1981. Mais d'autres aspects avaient été négligés ou sous-évalués ; d'autres développements possibles avaient été gommés, omis, qui se sont effectivement produits, conduisant à des situations de dérapage et de blocage...

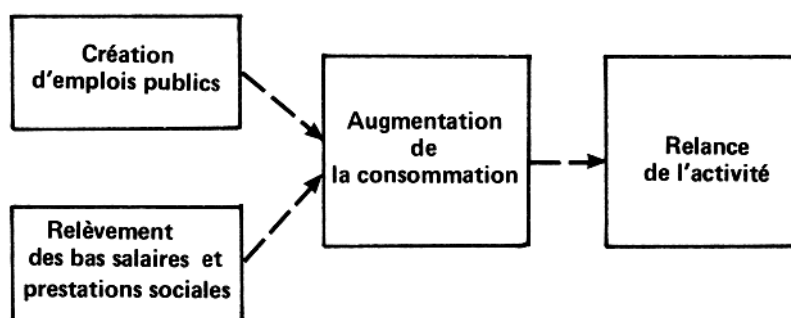
¹ Voir *supra*, chapitre 1.

Relance, reprise, dérapage...

La séquence initiale était simple :

Schéma VI Séquence Initiale du « cercle vertueux » de la croissance telle qu'elle était prévue.

[Retour à la table des schémas](#)



Elle s'accomplit au cours du second semestre de 1981, comme en témoignent la progression du chiffre d'affaires du commerce de détail et celle de la production industrielle ([tableaux I et II](#), ci-contre). Mais, dans le même mouvement, les importations se gonflent fortement, notamment celles des biens de consommation (+ 22 % entre mai et décembre 1981 ; voir [tableau III](#)).

Ainsi, il y a bien une certaine relance : mais elle s'accompagne d'une forte progression des achats à l'étranger et de l'aggravation du déficit extérieur. Là réside assurément un élément déterminant de l'échec de la tentative française de relance d'inspiration keynésienne ; on y reviendra donc.

En outre, cette relance s'est bien effectuée sur la base du relèvement du pouvoir d'achat des couches moins favorisées : employés, catégories les moins bien payées des fonctionnaires, ouvriers ([tableau V](#)) ; mais d'autres couches sociales semblent en avoir aussi largement profité : bouchers, charcutiers, réparateurs d'automobiles, boulangers... ([tableau VI](#)). En effet, dès lors que « la croissance devait payer », dès lors qu'aucune stratégie cohérente des prix et des revenus n'était mise en œuvre, chacun s'est efforcé d'augmenter, ou du moins de sauvegarder, son propre pouvoir d'achat.

Or, si chaque couche et catégorie, cherchant à sauvegarder ou à augmenter sa part de gâteau, tire sur la trame des prix et des revenus et que la croissance

ne vient pas, la trame finit par se distendre et c'est l'inflation : et à travers l'inflation se joue non pas la quantité du produit partagé, mais, d'une manière aveugle, la façon dont se fait le partage.

Ainsi, loin de s'affaiblir, la hausse des prix s'est poursuivie (**tableau IV**) : l'effet désinflationniste espéré d'une relance réussie n'a guère joué, et en tout cas pas à une échelle significative.

Bien au contraire, les premières mesures de relance ont contribué à nourrir les tensions inflationnistes à travers l'alourdissement des charges pour les budgets publics et parapublics et pour les entreprises : création d'emplois publics, relèvement des bas salaires, relèvement des prestations sociales se traduisent par une augmentation des dépenses pour les budgets publics ; les impôts exceptionnels ou nouveaux se répercutent en charges sur certaines entreprises ou en amputation de revenus pour des catégories sociales aisées (ce qui entraîne soit une modération de certaines consommations soit une réduction de l'épargne). Parallèlement, le relèvement des bas salaires se traduit par une augmentation des coûts, particulièrement sensible pour les secteurs de main-d'œuvre à bas taux de salaires, et la compensation par prise en charge partielle des charges sociales se répercute sur les budgets publics...

Tableau 1 – Indices du chiffre d'affaires dans le commerce de détail en 1981 (indices base mai 1981 corrigés des variations saisonnières)

[Retour à la table des tableaux](#)

	Mai	Septembre	Décembre
Alimentation générale indépendante de moins de 400m²	100	104,1	106,3
Commerces alimentaires concentrés	100	99,4	103,4
Commerces non alimentaires non spécialisés	100	102,8	108,3
Commerces d'habillement, textiles, chaussures	100	112,0	114,9
Commerces d'entretien et d'équipement au foyer	100	106,4	108,1
Commerces d'hygiène, culture, loisirs et sports	100	108,6	110,7

Source : d'après INSEE, *Bulletin mensuel de statistiques*, juin 1982, p. 30.

Tableau II– Indices de la production industrielle en 1981
(indices base mai 1981 corrigés des variations saisonnières)

	Mai	Septembre	Décembre
Biens de consommation	100	100,7	103,5
Biens d'équipement	100	111,8	105,5
Énergie	100	100,0	104,7

Source : d'après INSEE, *Bulletin mensuel de statistiques*, juin 1982, p. 13.

Tableau III – Indices des importations en valeurs en 1981
(indices base mai 1981 corrigés des variations saisonnières)

	Mai	Septembre	Décembre
Importations (CAF) ensemble	100	113,1	117,8
dont			
– énergie lubrifiants	100	119,5	122,6
– produits manufacturés	100	110,5	118,9
(dont produits finis de consommation)	(100)	(110,6)	(122,3)
(dont voitures particulières)	(100)	(116,1)	(135,2)

Source : d'après INSEE, *Bulletin mensuel de statistiques*, juin 1982, p. 37.

Tableau IV – Indices des prix à la consommation des ménages urbains
dont le chef est employé ou ouvrier en 1981 (base mai 1981)

[Retour à la table des tableaux](#)

	Mai	Septembre	Décembre
Prix à la consommation	100	105,2	108,1
dont alimentation	100	105,6	109,4
produits manufacturés	100	105,4	107,6
services	100	104,5	107,6

Source : d'après INSEE, *Bulletin mensuel de statistiques*, juin 1982, pp. 49-50.

Tableau V – Augmentation du pouvoir d'achat des salariés

Diverses catégories de salariés entre avril 1981 et avril 1982		Diverses catégories de fonctionnaires entre janvier 1981 et janvier 1982	
Ouvriers	+ 0,4	Catégorie D	+ 1,9
Employés	+ 1,2	Catégorie C	+ 0,7
Agents de maîtrise, techniciens dessinateurs	- 0,8	Catégorie B	+ 0,2
Cadres	- 0,8	Catégorie A	+ 0,2

Source : CERC, Constat de l'évolution récente de revenus en France, Document du CERC, n° 64, pp. 38 et 43.

Tableau VI – Augmentation du pouvoir d'achat de différentes catégories non salariées

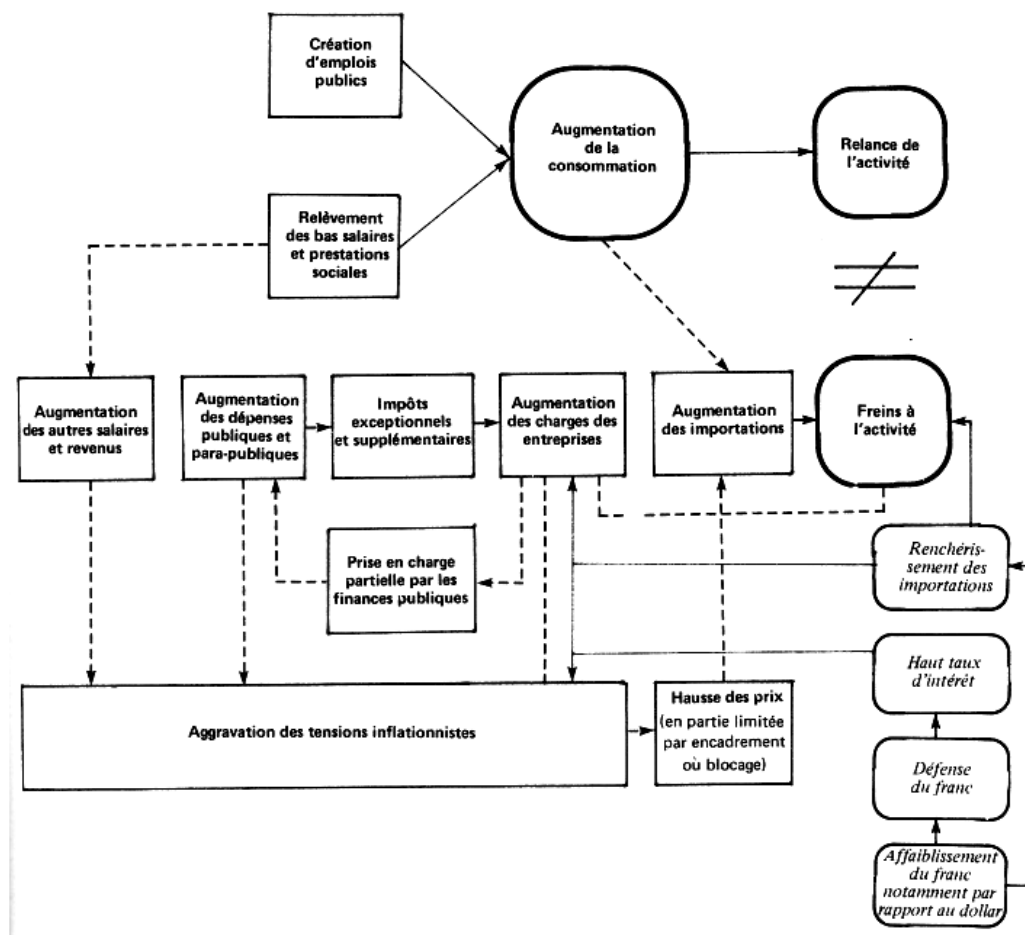
Évolution du prix à la consommation entre 1981 et juin 1982		Évolution du pouvoir d'achat entre juin 1981 et 1982	
Boulangerie et boulangers pâtisseries	+ 15	Boulangers et boulangers pâtisseries	+ 4
Viandes de boucherie	+ 16	Bouchers	+ 17
Viandes de porc et charcuterie	+ 20	Charcutiers	+ 10
Produits pharmaceutiques	+ 7	Pharmaciens	+ 1
Réparation de véhicules privés	+ 14	Réparateurs automobiles	+ 7
Services de santé	+ 9	Médecins généralistes	- 3 à - 7
		Médecins spécialistes	- 2 à - 5
		Infirmières	0

Source : CERC, *ibid.*, p. 61, pour le pouvoir d'achat et d'après INSEE, *Bulletin mensuel de statistiques*, juin 1982, pp. 49-50, et janvier 1983, pp. 50-51, pour les prix.

Au total, la « séquence initiale » du « cercle vertueux de la croissance » s'est bien déroulé (comme l'indique la *partie soulignée* du schéma ci-dessous), mais avec des effets ou des prolongements qui amorcent le « cercle vicieux de la relance avortée » (et que présente le reste du schéma).

Schéma VII
Séquence initiale du « cercle vertueux de la croissance » ...et amorce du
« cercle vicieux de la relance avortée » (juin-déc. 1981)
(avec effets de l'affaiblissement et de la défense du franc).

[Retour à la table des schémas](#)



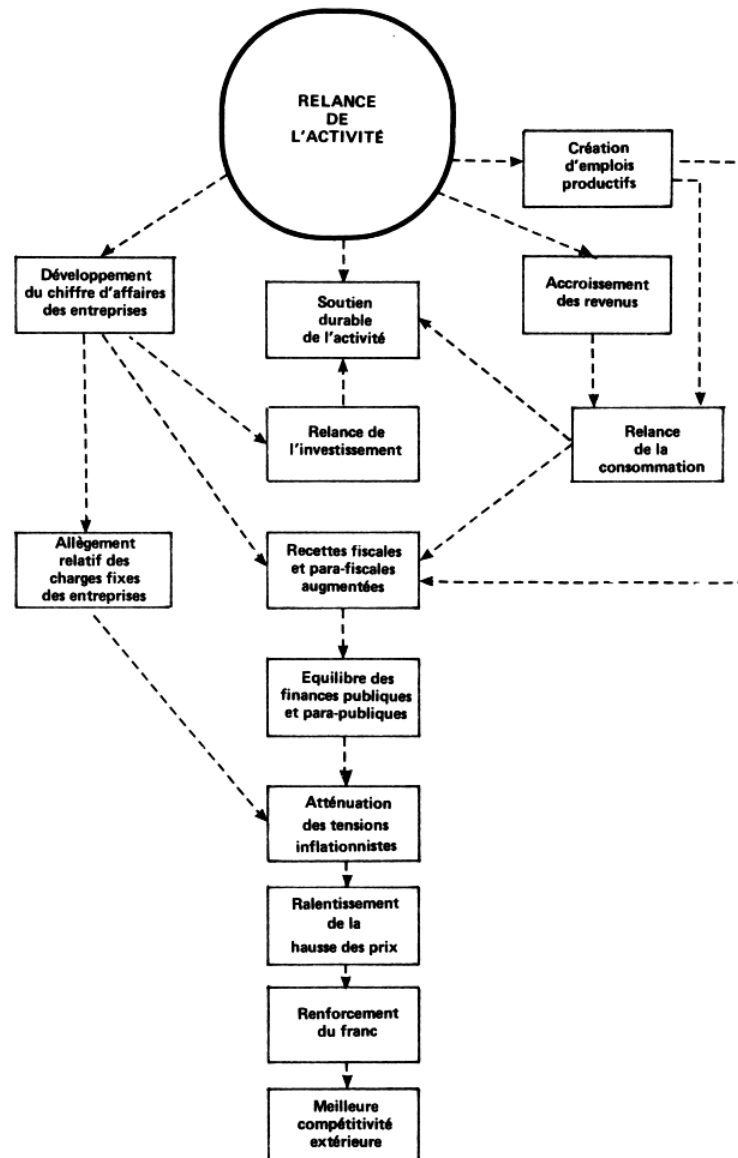
Bien plus, l'affaiblissement du franc, notamment par rapport au dollar, et les mesures prises pour sa défense viennent renforcer certains aspects du « cercle vicieux » (en italiques dans le schéma) :

- les hauts taux d'intérêts pratiqués pour la défense du franc – compte tenu des taux élevés pratiqués alors aux USA – alourdissent encore les charges des entreprises et contribuent à freiner l'activité et à renforcer les tensions inflationnistes ;
- l'affaiblissement du franc par rapport au dollar renchérit certaines importations essentielles : produits pétroliers, certaines matières premières,

certaines biens d'équipement, ce qui pèse aussi sur l'activité et renforce les tendances inflationnistes.

Schéma VIII
Seconde séquence du « cercle vertueux de la croissance »
telle qu'elle était prévue

[Retour à la table des schémas](#)



L'échec

La « seconde séquence » du « cercle vertueux de la croissance » était plus riche, mais aussi infiniment plus problématique : la relance réussie de l'activité en était le point de départ.

La relance réussie de l'activité devait permettre :

- création d'emplois productifs ;
- relèvement des revenus et de la consommation ;
- amélioration de la situation des entreprises et reprise de l'investissement ;
- allègement relatif des charges des entreprises ;

- augmentation des rentrées fiscales et parafiscales ;

et, au bout du compte :

- recul du chômage, atténuation de l'inflation ;
- meilleure compétitivité extérieure ;
- et, grâce à la reprise de la consommation, de l'investissement et des exportations, une croissance saine et durable.

Pour l'essentiel, cette seconde séquence du « cercle vertueux de la croissance » ne s'est pas réalisée. C'est presque systématiquement son inverse – on pourrait aussi dire son envers, ou son négatif – qui s'est accompli.

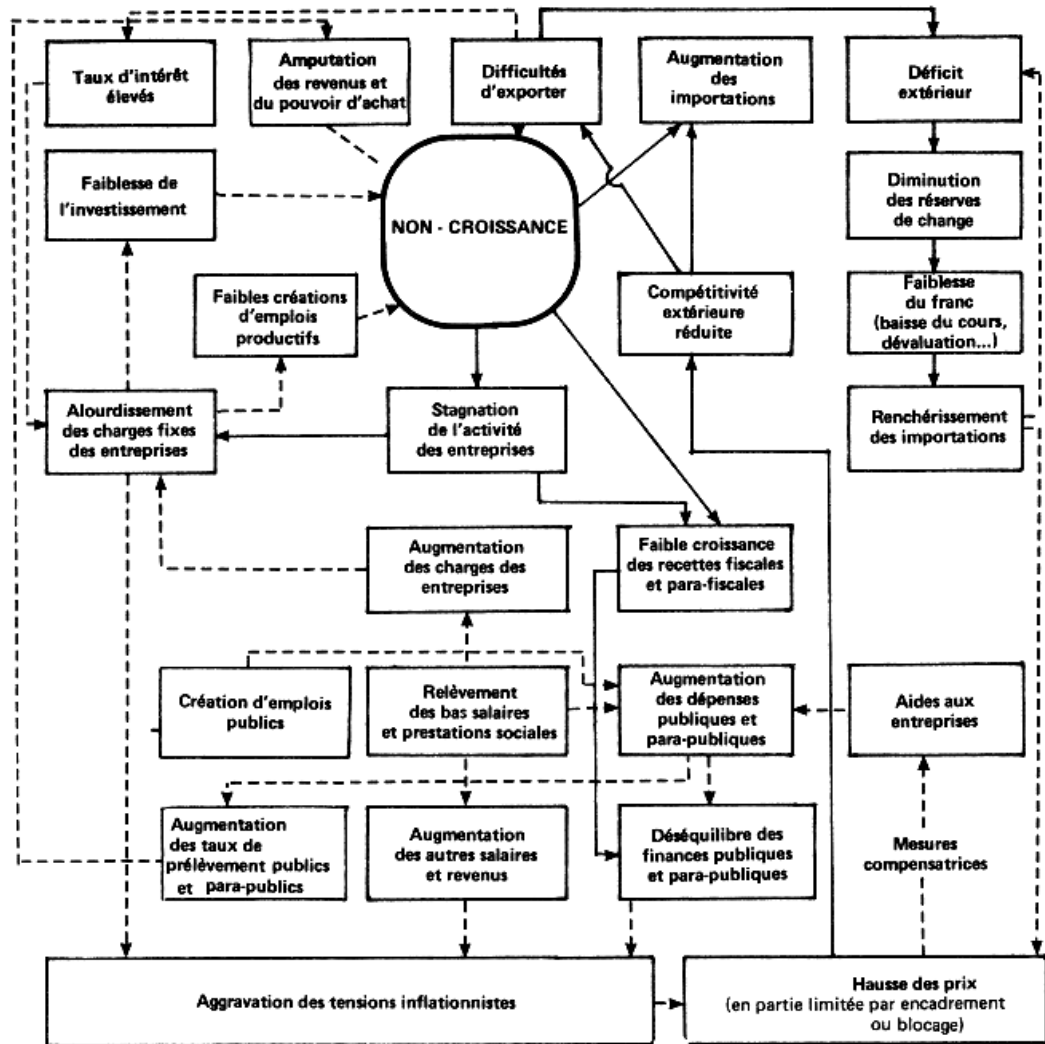
Alors que les mesures sociales successives se traduisent par un alourdissement des charges des entreprises, la reprise d'activité de la fin de 1981 ne les incite guère ni à investir, ni à créer des emplois. Grève patronale, méfiance, défiance, ou simple prudence par rapport à une conjoncture plus qu'incertaine ? La part des choses est difficile à faire. Le fait est que les importations croissent plus que la production.

Parallèlement, alors que la mise en œuvre du programme social du gouvernement alourdit les dépenses publiques et parapubliques, la reprise n'est pas suffisante pour se traduire par une augmentation sensible des recettes fiscales et para-fiscales. Budget de l'État, Sécurité sociale, caisses d'assurance chômage et caisses de retraites voient se gonfler les déficits ou les prévisions de déficits ; il faut alors trouver de nouvelles recettes : nouveaux impôts, relèvement des taux... Si l'on accentue la pression sur les catégories très riches, les rentrées ne sont pas massives ; si l'on descend plus, on rencontre le mécontentement des cadres, des professions libérales ; et si l'on descend plus – par exemple avec le rétablissement d'un point de cotisation de Sécurité sociale ou avec la cotisation de solidarité – on frappe des niveaux modestes, amputant

leur pouvoir d'achat d'une manière qui vient contrarier la politique initiale de relance par le pouvoir d'achat.

Schéma IX
Seconde séquence du « cercle vicieux de la relance avortée »
 (sept. 1981-mai 1982)

[Retour à la table des schémas](#)



Pression à la hausse des charges et des coûts, des salaires, des revenus et des marges, des prélèvements publics et parapublics, à quoi s'ajoutent les hauts taux d'intérêt et la hausse des prix (en francs) à l'importation de nombreux produits : la pression sur les prix reste forte et les mesures traditionnelles de blocage ont du mal à la contenir. En outre, la hausse des prix, supérieure à celle de nos principaux partenaires, réduit la compétitivité, accentue la tendance au déséquilibre extérieur, à la faiblesse du franc, ce qui contribue,

notamment avec la forte tenue du dollar pendant cette période, à renchérir les importations avec un double effet négatif sur la balance commerciale et sur les prix.

Avec le cercle vicieux de la relance avortée, tensions sur les prix, déficits extérieurs et déséquilibres internes s'alimentent réciproquement et s'accroissent.

2) Le décisif verrou extérieur

[Retour à la table des matières](#)

Tenu en 1981, le déficit extérieur se creuse fortement en 1982.

**Tableau VII – Importations, exportations, déficit commercial
(en milliards de F.)**

[Retour à la table des tableaux](#)

	1979	1980	1981	1982	
Importations CAF)¹	457	571	654	758	
Exportations (FOB)²	415	470	549	607	
Déficit commercial (CAF/FOB)	- 42	- 101	- 105	- 151	
	Trim. moyen 1981	4^e trim. 1981	1^{er} trim. 1982	2^e trim. 1982	3^e trim. 1982
Importations (CAF)¹	164	182	183	192	179
Exportations (FOB)²	137	149	150	154	138
Déficit commercial CAF/FOB)	- 27	- 33	- 33	- 38	- 41

Source : Direction générale des douanes. Statistiques du commerce extérieur.

^{1.} CAF : y compris les coûts, assurance et fret.

^{2.} FOB : « free on board », non compris l'ensemble coûts, assurance et fret.

La présentation de la balance commerciale qui utilise la valeur « CAF » des exportations donne un chiffre sensiblement inférieur pour le déficit, mais les tendances dégagées restent les mêmes.

L'augmentation en valeur des importations comme l'aggravation du déficit commercial sont nets dès le 4^e trimestre 1981.

La conclusion paraît couler de source : la relance, amorcée à la fin de 1981, s'est principalement traduite par une poussée des importations. Cependant, les choses sont un peu plus complexes.

Certes, de 1981 à 1982, la valeur courante des importations s'est accrue de 16 %. Mais, en francs constants, ces mêmes importations n'ont augmenté que de 3,4 % ¹.

C'est dire, qu'en volume, les importations ont augmenté exactement au même rythme que la consommation des ménages (3,4 %) ; l'un et l'autre augmentant plus vite que la production intérieure brute en volume (1,3 %).

Or le cours du dollar est passé de 5,5 francs en mai 1981 à 6,6 en juin 1982, tandis que celui du deutsche mark passait de 2,4 francs à 2,5.

Tableau VIII – Cours du dollar et du deutsche mark en francs

[Retour à la table des tableaux](#)

1981	M	J	J	A	S	O	N	D
Dollar	5,5	5,7	5,8	6,0	5,6	5,6	5,6	5,7
DM	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,5	2,5	2,5
1982	J	F	M	A	M	J	J	A
Dollar	5,8	6,0	6,1	6,2	6,0	6,6	6,8	6,9
DM	2,5	2,5	2,6	2,6	2,6	2,7	2,8	2,8

Source : INSEE, *Bulletin mensuel de statistiques*, juin 1982, P. 65, et janvier 1983, p. 66.

Si l'on considère les valeurs moyennes sur l'ensemble de l'année, le cours du deutsche mark en francs a augmenté de 12 % ; celui du dollar en francs de 20 %.

Ce que traduit le gonflement de la valeur des importations de 1981 à 1982, c'est donc :

- pour une faible part, l'augmentation, en valeur constante, des importations ;
- pour une très large part, l'effet combiné des variations des prix des pays fournisseurs et de la dégradation du franc par rapport à leurs monnaies et, avant tout, par rapport au dollar.

¹ INSEE, *Tendances de la conjoncture*, décembre 1982, p. 7.

En effet, si l'on ajoute les importations en provenance des Etats-Unis, les importations de produits pétroliers, mais aussi celles des produits de base et des produits manufacturés habituellement facturés en dollar, la moitié environ des importations françaises voient leurs coûts en francs se gonfler dès lors que la valeur du franc se dégrade par rapport au dollar.

Mais si l'économie française a subi si fortement l'effet des augmentations en valeur des importations, c'est qu'elle est étroitement dépendante de l'extérieur.

La dépendance extérieure

L'économie française. Relancer l'économie nationale : à premier regard, les choses sont simples.

Mais, d'une part, la production réalisée en France est en partie contrôlée par des groupes étrangers. Le pourcentage de l'industrie manufacturière contrôlée par des capitaux étrangers, dans la deuxième moitié des années 70, a été évalué, en France, à 28 % ¹. C'est certes moins que pour le Canada (56 %) ou l'Australie (36 %) mais plus que pour l'Allemagne fédérale (25 %) ou la Grande-Bretagne (19 %) ; et nettement plus que pour la Suède (10 %) ou le Japon (5 %), ce Japon si souvent cité comme modèle en matière de politique industrielle. Cette pénétration étrangère a été particulièrement forte dans des secteurs tels que le matériel de traitement de l'information (72,6 % la parachimie (47,5 %), la pharmacie (37,5 % le machinisme agricole (52,4 %) et le secteur du pétrole et du gaz naturel (54,3 %) ². Elle est souvent doublée et renforcée, notamment dans des secteurs de pointe, par une dépendance technologique, dépendance dont témoigne la confrontation de l'été 1982 entre le gouvernement français et le gouvernement américain au sujet de la vente par des entreprises françaises à l'URSS, pour la construction du gazoduc sibérien, de matériels incorporant de la technologie américaine.

Inversement, la multinationalisation de l'économie française demeure modeste : la production réalisée hors de France dans des entreprises contrôlées par des groupes français a pu être estimée à 6 ou 7 % du PIB national ³.

¹ Conseil économique et social, « Les investissements français à l'étranger et les investissements étrangers en France », in *J.O., Avis et rapports du Conseil économique et social*, 25 février 1981, p. 104.

² *Ibid.*, p. 103. Dans son livre *Les multinationales françaises*, PUF, 1981, Julien Savary donne des évaluations concordantes : construction électrique et électronique (71,2 %), parachimie et pharmacie (64,2 %), construction mécanique (69,2 %), transformation des plastiques et caoutchouc (49,3 %), pétrole et gaz (48,6 %).

³ D'après J. Savary, *op. cit.*, p. 27.

D'autre part, les travailleurs étrangers en France représentent, en 1979, environ le dixième de l'ensemble des salariés : 28 % dans le bâtiment et le génie civil, 10 % dans les industries de transformation, 6 à 7 % dans les services, les commerces et les transports ¹.

De ces deux faits découle la multiplicité des réalités que recouvre l'expression « économie française » ².

Tableau IX – La double dépendance extérieure de l'économie française

[Retour à la table des tableaux](#)

	Ensemble de l'industrie			Biens d'équipement		
	1963	1973	1980	1963	1973	1980
Partage du marché intérieur ¹	12	22	28	14	26	33
Effort à l'exportation ²	16	23	31	20	33	46

1. Rapport des importations aux ventes intérieures.

2. Rapport des exportations aux ventes intérieures.

Source : *Indicateurs du VIIe Plan*, n° 14, octobre-décembre 1980, pp. 16-18.

Si l'on s'en tient à la définition territoriale de l'activité économique nationale – activité économique comptabilisable sur le territoire national – un fait majeur doit être relevé : depuis 1963, et particulièrement depuis 1973, la dépendance de l'économie française par rapport au reste du monde s'est considérablement renforcée, parce qu'une part de plus en plus élevée des marchandises industrielles consommées en France sont importées (28 % en 1980), mais aussi parce qu'une part croissante de la production industrielle est

¹ Enquête sur la main-d'œuvre étrangère de la division de la statistique du ministère du Travail.

² En résulte le fait que le slogan « produisons français », formule apparemment simple et limpide, peut avoir plusieurs sens :

– produisons, en France ou dans le monde, avec des groupes français ;

– produisons, en France, éventuellement avec des groupes étrangers ;

– produisons, en France, éventuellement avec des travailleurs étrangers ;

– produisons, en France, avec des entreprises françaises ;

– produisons, en France, avec des travailleurs français ; la manière extrême de « produire français » étant de produire en France, avec des entreprises françaises et des travailleurs français, en transformant des matières premières et produits de base français, avec des machines, des techniques et de l'énergie françaises...

exportée (31 % en 1980). Cette dépendance est plus accentuée encore pour les biens d'équipement.

Cette dépendance s'est accentuée pour la plupart des secteurs et atteint, pour certains, un niveau très élevé ¹.

Dépendance à l'importation et dépendance à l'exportation se combinent diversement :

– certains secteurs voient s'accroître la pénétration étrangère, mais vendent plus qu'on n'importe de l'étranger (parachimie, automobile, construction navale et aéronautique, mécanique) ;

– d'autres secteurs voient également s'élargir les importations à un tel point qu'on importe plus qu'ils ne vendent (matériel électrique, non ferreux, électroménager, cuir, textile, papier, bois, matériaux de construction ...).

Tableau X – La dépendance extérieure par secteurs

[Retour à la table des tableaux](#)

	Taux de pénétration		Solde commercial	
	importations/production		exportations – importations	
	(en %)		(en milliards de F.)	
	1973	1980	1973	1980
Non ferreux	47,7	60,1	– 5,0	– 4,5
Matériel électrique	36,4	59,2	– 3,6	– 11,4
Chimie	43,9	57,5	– 0,8	+ 0,6
Mécanique	33,7	53,3	– 1,5	+ 2,5
Électroménager	34,2	45,5	– 1,5	– 3,5
Cuir	17,5	44,2	+ 0,5	– 1,9
Navale, aéronautique	27,3	36,7	+ 2,3	+ 9,0
Sidérurgie	27,2	35,5	+ 0,6	+ 3,3
Textile	18,8	34,7	+ 3,2	– 1,0
Verre	19,3	34,6	+ 0,5	+ 0,5
Caoutchouc	20,9	33,7	+ 0,6	+ 0,0
Automobile	21,1	31,6	+ 8,2	+ 8,8
Papier	21,7	27,8	– 2,2	– 2,5
Bois	17,9	24,8	– 1,1	– 2,9
Mat. de construction	14,1	19,1	– 1,1	– 2,0
Fonderie, travaux métaux	9,7	17,8	– 0,1	– 0,5
Parachimie	9,7	16,1	+ 2,0	+ 4,0
Presse	10,6	12,8	– 0,4	– 0,7

Source : Projet du rapport de la commission de travail n° 3 du IX^e Plan, *Le financement de*

¹ Sur ce point, voir le livre de D. Clerc, A. Lipietz et J. Satre-Buisson, *La crise*, Syros éd., coll. Alternatives Économiques.

l'économie, choix et méthode.

À la limite, certaines activités, certaines productions ont disparu en France : ce délabrement du tissu industriel entraînant une dépendance extérieure difficile à contrebattre dans la courte période.

En outre, la dépendance à l'égard des importations concerne une part importante de la consommation d'énergie :

- la quasi-totalité du pétrole ;
- 70 % du gaz naturel ;
- 56 % du charbon ;
- entre la moitié et les deux tiers de l'uranium ¹.

La contrainte extérieure

Compte tenu de cette situation, *toutes les simulations économiques avaient montré qu'une relance réussie commençait nécessairement par provoquer un accroissement du déficit extérieur, dû :*

- *à l'augmentation des importations d'énergie ;*
- *aux importations de biens d'équipement et de demi-produits nécessaires pour l'investissement et la production ;*
- *aux importations de biens de consommation pour répondre au relèvement du pouvoir d'achat. En outre, cette situation de dépendance énergétique et industrielle rendait l'économie française particulièrement sensible à l'évolution de la compétitivité par rapport aux autres grands pays industriels. Dans ce domaine, était particulièrement déterminante l'évolution relative des prix français par rapport aux prix des principaux pays concurrents.*

Or, si la grande débâcle inflationniste annoncée par des experts ou des hommes politiques de droite n'a pas eu lieu, si la hausse des prix a pu être endiguée, elle est restée élevée par rapport à celle des prix étrangers : américains, britanniques, allemands notamment ; c'est qu'en effet dans ces pays, ou bien la maîtrise de l'inflation est constamment au cœur de l'activité et de la politique économique (Allemagne de l'Ouest), ou bien était en cours une vigoureuse politique déflationniste (Grande-Bretagne de Mme Thatcher, États-Unis de M. Reagan).

¹ Chiffres pour 1980, Rapport du groupe administratif énergie et matières premières, pour la préparation du plan de deux ans, pp. 8 et 9.

Tableau XI – Les prix de la consommation en France, aux États-Unis et en République Fédérale d'Allemagne.

[Retour à la table des tableaux](#)

Glissement de l'indice des prix de détail sur les douze derniers mois précédents					
	Déc. 79	Déc. 80	Déc. 81	Juin 82	Août 82
France ¹	11,8	13,6	14,0	13,5	10,9
États-Unis ²	13,3	12,5	8,9	7,1	5,9
R.F.A. ²	5,3	5,5	6,3	5,8	5,1

1. Indice I.N.S.E.E. des 295 postes pour la France.

2. Pour les États-Unis et la R.F.A. : indices nationaux des prix de détail.

Source : Ministère de l'Économie et des finances, présentation du *Budget économique de la France pour 1983*.

La réponse « classique » à une telle situation a longtemps paru résider dans la dévaluation ; celle-ci concrétise, dans le domaine des changes, les écarts d'évolution des prix nationaux par rapport aux prix étrangers ; en rendant plus coûteuses en monnaie nationale les importations, elle est censée les réduire ; et en rendant moins coûteuse en monnaie étrangère les exportations, elle est censée les favoriser. Mais les effets pervers de la dévaluation ne sont pas négligeables, et principalement le renchérissement des importations nécessaires : avec un effet inflationniste qui va plus ou moins annuler les effets « favorables » qu'elle devait entraîner.

Ces effets pervers ont particulièrement joué compte tenu de la situation de l'économie française dans l'économie mondiale. En effet, dès lors que la valeur du franc se dégrade par rapport au dollar, les prix en francs d'une partie importante – presque la moitié – des importations va augmenter : il s'agit, rappelons-le, de l'ensemble des importations en provenance des États-Unis, des produits pétroliers, mais aussi de produits de base et de produits manufacturés habituellement facturés en dollars ; et comme, pour beaucoup de ces produits, la demande est peu sensible aux prix, se développe un double effet :

- immédiatement un renchérissement des importations qui élargit le déficit commercial ;
- puis un relèvement des prix français qui neutralise largement le gain de compétitivité créé par la perte de valeur du franc.

Il faut donc distinguer selon que le franc se dévalorise par rapport à toutes les monnaies, par rapport au seul dollar ou par rapport au deutsche mark ¹.

Par rapport à l'ensemble des monnaies, comme par rapport au dollar, la hausse des prix vient rapidement étouffer la bouffée d'oxygène de compétitivité suscitée par la dévaluation ; et le surplus de production impulsé par l'opération ne réussit pas à couvrir le prélèvement extérieur : il faut travailler plus et produire plus, mais consommer moins ; et cela va principalement permettre d'exporter plus... pour importer finalement, en valeur réelle, un peu moins.

Par rapport au seul deutsche mark, la dévaluation est plus favorable : en effet, la hausse des prix induite est très faible et l'amélioration du solde commercial est « rapide et durable » ².

Au total, « la situation la plus favorable pour la France est celle où le dollar est faible et le mark est fort » ³.

Or, pendant toute la période considérée, le dollar a été fort ; et le creusement de l'écart entre le franc et le deutsche mark qui, on vient de le voir, aurait pu avoir des effets favorables, a été limité par le choix initial de rester dans le « serpent » en acceptant la discipline et les contraintes du système monétaire européen : les deux dévaluations du franc réalisées dans ce cadre ayant été des « dévaluations-constat », passives, subies.

Ainsi, la *tentative de relance nationale de l'économie* qui, du seul fait du mode d'insertion de l'économie française dans le système mondial, devait entraîner une aggravation du déficit commercial, *s'est en outre réalisée dans les conditions les plus défavorables : c'est-à-dire d'une part avec un dollar fort et d'autre part en s'arc-boutant pour rester dans le « rapport permis » avec le deutsche mark au sein du système monétaire européen.*

Aurait-il fallu se décrocher du deutsche mark et laisser flotter le franc au sein du système monétaire européen ? C'était une possibilité : cela aurait peut-être permis de trouver plus rapidement le bon rapport où stabiliser le franc par rapport au deutsche mark et d'une manière plus efficace, du point de vue commercial, que les deux dévaluations-constat de 1981-1982. Mais c'était une possibilité risquée : le risque était que le franc, décroché au sein du système monétaire européen ne se dévalorise plus qu'il ne l'a fait par rapport aux

¹ Michèle Debonneuil et Henri Sterdiniak, « Apprécier une dévaluation », *Économie et statistique* n° 142, mars 1982.

² *Idem*, p. 61.

³ *Idem*, p. 61.

grandes monnaies mondiales et notamment au dollar, avec des effets pervers accrus sur le renchérissement des importations et sur le creusement du déficit.

Car le « verrou extérieur » tient fondamentalement dans l'importance de la dépendance extérieure : dépendance en énergie, en matières premières, en biens d'équipement et en produits de consommation moderne. La reprise économique amorcée à la fin de 1981 a donc, comme il était prévu, entraîné une augmentation modérée des importations en volume. Et c'est la dégradation de la valeur du franc par rapport aux grandes monnaies qui a creusé la très forte augmentation en valeur de ces importations.

La solution se trouvait-elle dans un recours massif et systématique au protectionnisme ? Avec une économie aussi dépendante de l'extérieur, un tel choix eût été, et serait encore, extrêmement aléatoire : mesures de rétorsion et accentuation de la guerre commerciale auraient sans doute rendu nombre d'exportations plus difficiles, compensant et peut-être dépassant les effets favorables de la protection ; en outre, l'histoire française montre que protectionnisme, malthusianisme, corporatisme, activisme des groupes de pression, étatisme et dirigisme s'associent et se renforcent. C'est donc un double engrenage, extérieur et intérieur, qu'aurait amorcé le choix du protectionnisme pour la France.

Cela n'interdit évidemment pas, dans la guerre économique internationale en cours, de riposter et de porter le fer chaque fois que nécessaire, là où il le faut. Autant il serait dangereux de s'enfermer dans la ligne Maginot d'un protectionnisme systématique, institutionnel, national et étatique, autant il est indispensable, dans l'affrontement actuel, de savoir parer, rendre et porter les coups : il suffit pour cela de se mettre à l'école de nos principaux concurrents tant américains que japonais et allemands, sans s'interdire, bien sûr, de faire preuve d'imagination et d'invention.

L'engrenage

Au total, la politique de relance d'inspiration keynésienne aurait gagné à être accompagnée, surtout compte tenu de la terrible montée du dollar dans cette période, d'une dévaluation réussie – « active », rapide et nette – par rapport au deutsche mark. En outre, et sans recourir au protectionnisme systématique et étatique, il aurait fallu se montrer plus inventif et plus offensif sur les différents fronts du commerce international. Enfin, la politique de relance globale aurait dû être accompagnée de mesures sélectives pour la reconquête du marché intérieur – ce qui d'ailleurs faisait partie du programme de la gauche ; trois axes d'action s'imposaient :

– un effort massif, systématique et tenace, pour l'économie d'énergie et le recours aux énergies décentralisées et renouvelables, avec une véritable « mobilisation nationale » dans ce domaine sur plusieurs années ;

– une action fine, décentralisée, diversifiée, de « remaillage » du tissu industriel, de renforcement d'activités faibles et de reconstitution d'activités disparues ;

– le choix de points d'application ou de modalités de relèvement du pouvoir d'achat et d'amélioration du niveau de vie qui impliquent directement le développement d'activités nationales ou locales.

Tableau XII – Valeur des réserves de change (or et devises convertibles) en fin de mois.

[Retour à la table des tableaux](#)

	Jun 81	Déc. 81	Jun 82	Nov. 82
• Milliards de francs				
– avoirs en or	213	195	171	171
– écus	83	76	53	59
– avoirs en devises	50	38	38	20
Total des réserves publiques	346	309	262	250
• Valeur en milliards de dollars (au taux de change moyen du mois) du total des réserves publiques	61	54	40	35

Source : d'après I.N.S.E.E., *Bulletin mensuel de statistiques*, juin 1982, p. 6, et décembre 1982, p. 62.

Faute de ces actions d'accompagnement, ou faute qu'elles aient été menées avec l'intensité et la ténacité nécessaire, les déficits extérieurs se sont creusés, les réserves de devises se sont amoindries, l'endettement extérieur s'est accru : et la défiance, la spéculation, renforcées par ces évolutions inquiétantes, se sont conjuguées dans leur action contre le franc.

Les réserves publiques de change sont amputées, dans leur valeur en francs, d'un quart entre juin 1981 et juin 1982, et dans leur valeur en dollar d'un tiers.

Parallèlement, l'endettement de la France s'élargit. Dans un domaine où l'information est particulièrement estompée, on peut avancer les évaluations suivantes ¹ :

	Juin 1982	Déc. 1982
• Milliards de francs		
– Endettement brut extérieur des entreprises à moyen et long terme	+ 230	+ 274
– Avoirs sur l'extérieur à moyen et long terme (à déduire)	– 180	– 214
– Endettement net	+ 50	+ 60
• Valeur en milliards de dollars de l'endettement net	+ 7,5	+ 8,7

Par-delà les controverses sur le montant de cet endettement et sur les chiffres à retenir pour son évaluation, l'accord est général sur un point : *la France ne peut supporter longtemps un déficit extérieur aussi ample. Sinon sa dépendance économique se doublerait rapidement d'une dépendance monétaire ; et les prêteurs pouvant se muer en tuteurs, des organisations internationales ou des gouvernants étrangers risqueraient de se trouver en mesure de peser sur la politique, économique notamment, française.*

3) Une politique d'inspiration socialiste en économie capitaliste ?

[Retour à la table des matières](#)

Si le « verrou extérieur » a en quelque sorte cristallisé l'échec de la tentative de relance keynésienne de l'économie, une contradiction qui était au cœur de la tentative a précipité son grippage : *contradiction entre deux logiques, la logique socialiste qui inspirait une large partie du programme de transformation sociale et la logique capitaliste qui sous-tend une large part de l'activité économique française.*

Dynamique à l'œuvre dans l'histoire, la logique du capital est d'une « fascinante créativité », avec la recherche du profit, l'accumulation sur une base sans cesse élargie, la recherche de nouveaux produits, de nouveaux marchés, de nouvelles manières de produire ; avec aussi une inexorable

¹ Ces évaluations peuvent être faites à partir des éléments officiels fournis par l'O.C.D.E. et le ministère de l'Économie et de divers recoupements. Sur les évaluations controversées, on pourra se reporter au journal *Le Monde* des 28-29.3.82, 18.1.83 et 24.2.83.

capacité de déstructuration et de destruction ; avec aussi, périodes de transformations plus ou moins violentes ou profondes, les crises ¹.

Face à la misère et aux inégalités qu'engendre l'industrialisation capitaliste, s'affirment et se répandent les idées socialistes avec fondamentalement, l'aspiration à une société juste, libre, démocratique, solidaire, fraternelle ; avec aussi la vision d'une société sans classe, sans exploitation, sans État, sans pouvoir politique ².

Mais lorsque des forces révolutionnaires, animées par l'idéal socialiste, conquièrent le pouvoir, dans des pays où le développement capitaliste est resté mineur, c'est sur l'organisation étatique de la production qu'elles vont s'appuyer ³. Et lorsque des dirigeants socialistes accèdent aux responsabilités gouvernementales dans de grands pays capitalistes, ils en arrivent souvent à rechercher, pour le monde du travail et les classes populaires, un élargissement des acquis et des droits, au sein et sur la base du système en place ⁴.

Ce fait est incontournable : si l'on se réfère aux idées socialistes fondamentales, nulle part dans le monde ne s'est imposée une manière socialiste de produire ; deux manières de produire dominent le monde actuel : la production capitaliste et la production étatique. Et *le programme de la gauche, s'il annonçait un élargissement de la production étatique par rapport à la production capitaliste (nationalisations), proposait surtout un ensemble de mesures transformatrices à réaliser sur la base de la production, capitaliste et étatique, nationale.*

Logiques à l'œuvre

Un programme d'inspiration socialiste à réaliser sur la base d'une économie à dominante capitaliste. C'est ce qu'avaient déjà réalisé, en d'autres époques, les travaillistes en Grande-Bretagne et les sociaux-démocrates en Autriche, en Allemagne et dans les pays scandinaves... Et même, le « compromis social-démocrate » a pu donner un sang nouveau au capitalisme : le relèvement du pouvoir d'achat ouvrier contribuant à soutenir l'activité, et les congés payés ou la protection sociale à susciter l'extension de nouvelles activités marchandes ⁵.

Le projet de relance keynésienne, sur la base de mesures sociales, s'inscrivait dans une perspective semblable : son succès, en assurant au monde

¹ Voir Michel Beaud, *Histoire du capitalisme (1500-1980)*.

² Voir Michel Beaud, *Le socialisme à l'épreuve de l'histoire (1800-1981)*, chapitres I et II.

³ *Idem*, chapitres IV à VIII.

⁴ *Ibid.*, chapitres III, V et IX.

⁵ A. Bergounioux et B. Manin, *La Social-démocratie ou le compromis*, P.U.F., 1972 ; G. Thernborn, C. Buci-Glucksmann et *Le défi social-démocrate*, Maspéro, 1981 ; F. Fetjö, *La Social démocratie quand même*, Laffont, 1980.

du travail un relèvement suffisant de pouvoir d'achat, et aux entreprises de meilleures conditions de fonctionnement et de rentabilité, aurait peut-être entraîné la mise en place durable en France d'un « nouveau compromis social-démocrate ».

La relance réussie en était la condition. Car la croissance en était la clé.

Et dès lors que la croissance se grippe et se bloque, les contradictions surgissent, se durcissent, s'exaspèrent.

Les nationalisations sont la principale mesure anticapitaliste du programme présidentiel. Elles constituent un élargissement sensible du secteur étatique ; mais, prises dans le mouvement du marché mondial et de la compétition internationale, elles devront sans cesse concilier une double logique : celle de la production étatique nationale et celle du marché capitaliste ¹.

Les autres mesures sont parfaitement assimilables par les entreprises capitalistes – comme l'ont été toutes les mesures sociales depuis maintenant plus d'un siècle. Car ne l'oublions pas, en leur temps, la limitation de la journée de travail, le repos hebdomadaire, les assurances maladie ou accident, le droit syndical, le droit de grève, les congés annuels et, plus récemment, la mensualisation ou l'exercice des droits syndicaux dans l'entreprise ont été présentés, au moins par une fraction du patronat, comme « catastrophiques », mortels pour l'entreprise ; toutes mesures qui aujourd'hui ont été largement intégrées, assimilées, « digérées » par le système.

De même, le relèvement de pouvoir d'achat pour les bas salaires, la semaine de 35 heures, la 5^e semaine de congés payés, l'élargissement des droits des travailleurs dans les entreprises n'ont rien qui mette fondamentalement en péril le système. Et il est probable qu'avant dix ans, elles seront parfaitement intégrées ; et qu'elles auront conduit à mettre en place de nouvelles formes d'organisation du travail porteuses d'une efficacité nouvelle.

Mais, dans un premier temps, ces mesures n'apparaissent pour certaines fractions du capital que comme des charges – alors que pour les fractions modernistes et dynamiques, nombre de ces mesures... ont déjà été mises en œuvre depuis un certain temps. Reste que pour les activités et les entreprises de main-d'œuvre, notamment celles en stagnation ou en régression, les charges se sont accrues : au 1^{er} juillet 1982, le SMIC mensuel est de 29 % supérieur à ce qu'il était au 1^{er} mars 1981 ² ; de juin 1981 à juin 1982, le coût de la main-

¹ Sur ces points, on se reportera au deuxième volume de cet ouvrage, *Le danger d'étatisme*, à paraître, même collection. [Ce volume se trouve sur le site Les Classiques des Sciences sociales, *MB*]

² I.N.S.E.E., Observatoire économique de Paris, fiche « SMIG-SMIC ».

d'œuvre a augmenté de 22 % dans les industries mécaniques et électriques ¹ ; du deuxième trimestre 1981 au deuxième trimestre 1982, le taux de salaire horaire ouvrier a augmenté de 16 % ².

Sans entrer dans le débat sur leur évaluation, il est indéniable que les mesures prises se sont traduites par des charges accrues et que ces charges étaient difficilement supportables pour certaines entreprises et certaines activités. Ces mêmes mesures, dans une conjoncture nationale et mondiale en expansion, non seulement auraient été facilement supportées, mais encore auraient contribué à soutenir l'expansion ; dans une économie en crise, avec un marché mondial déprimé et une compétition internationale aiguisée, elles alourdissent les difficultés des entreprises et des activités mal en point.

Ce n'est pas tant de par leur nature que les mesures d'inspiration socialiste ont suscité de vives réactions d'une partie du patronat français ; mais c'est parce qu'elles étaient décidées à un moment où, pour certaines activités ou entreprises, un seuil, une limite étaient atteints.

D'où les mesures de soutien successives, nombreuses et diverses, prises par le gouvernement : prise en charge partielle des cotisations sociales pour des activités de main-d'œuvre, crédits, bonifications d'intérêt, aides multiples... Cadeaux au patronat déploraient le PC et la CGT ; non, rétorquent des dirigeants du PS, il faut distinguer les patrons et les entreprises : il s'agit simplement de soutien aux entreprises. Discussion tronquée : non qu'elle ne corresponde pas à de vraies questions, mais elle ne va pas au fond du problème.

En effet, dès lors qu'il n'y a pas une manière socialiste de produire, il faut bien s'appuyer sur les deux grandes formes de production modernes : la production capitaliste et la production étatique.

Certains – nombreux au PC et à la CGT, peu nombreux, mais pugnaces et obstinés, au PS – sont favorables à tout élargissement de la production étatique, voire à sa généralisation ; le plus souvent d'ailleurs, ils affirment qu'il ne s'agit pas de copier le modèle soviétique... alors que précisément, ce qui caractérise l'économie soviétique, c'est l'étatisation généralisée. Inversement, la plupart des économistes du PS estiment qu'une trop large étatisation de l'économie française nuirait à sa souplesse, à sa capacité d'adaptation et entamerait son dynamisme et son efficacité ; pour certains, on pourrait même s'attendre à ce qu'en découle un déclin marqué.

¹ I.N.S.E.E., Observatoire économique de Paris, fiche « Indice du coût de la main-d'œuvre ».

² Ministère de l'Économie et des Finances, *Notes bleues* n° 105 du 10. 1.83 Indicateurs pour la France, p. 4.

Dès lors, la production capitaliste est appelée à garder sa place : *la production capitaliste est une des bases de la mise en œuvre du programme d'inspiration socialiste.*

Et s'il veut éviter que la mise en œuvre de son programme n'affaiblisse cette base, le gouvernement doit bien venir à la rescousse des entreprises en difficulté. Il l'a fait avec un certain succès puisque, parallèlement à la courbe du chômage, la courbe des défaillances d'entreprises, ascendante depuis l'été 1979 s'est infléchie à l'automne 1981 ¹.

Classes en présence

En arrière fond de ce débat, perce un autre problème : celui des classes en présence et plus précisément celui des forces sociales sur lesquelles peut s'appuyer le gouvernement de gauche.

Là encore, le tableau dressé par les textes du PC et du PS avant 1981 simplifiait à l'extrême ² : la classe ouvrière pour le PC, le monde salarial pour le PS étaient au cœur de l'alliance sur laquelle la gauche devait s'appuyer ; et dès lors que l'adversaire désigné était une « poignée de profiteurs », les monopoles, c'est à l'ensemble des autres classes et couches – censées être écrasées par les monopoles – que devait s'élargir l'alliance : paysannerie, petits commerçants, artisans, professions libérales et même petites et moyennes entreprises...

Après mai 1981, le tableau se révèle sensiblement différent. D'abord l'image d'immenses richesses laissées oisives par les monopoles qu'évoquent certains textes du P.C. se révèle un mirage : sinon les entreprises, banques et compagnies financières nationalisées disposeraient d'ores et déjà de moyens considérables et irrigueraient largement l'économie de ces richesses jusqu'ici oisives. Ensuite, une fois passée l'épreuve de force liée aux nationalisations, ce ne sont pas les grandes entreprises, les grands groupes qui sont les plus touchés par la mise en œuvre du programme de la gauche : ce sont les entreprises de main-d'œuvre et souvent les petites et moyennes entreprises : d'où la remarquable poussée du S.N.P.M.I. ³ et, au-delà, avec les mesures fiscales, avec les réformes envisagées dans différents domaines, ce sont diverses couches sociales qui s'estiment menacées et expriment leur mécontentement :

¹ De l'ordre de 1 300 par mois en 1978 et 1979, elles se situent, en tendance, vers 1 750 à l'automne 1981 et en-dessous de 1 700 au premier semestre 1982. I.N.S.E.E., *Informations rapides*, série J, n° 31, 11.2.83.

² Voir *supra*, chapitre 1.

³ S.N.P.M.I. : Syndicat national de la petite et moyenne industrie, animé par M. Gérard Deuil.

agriculteurs, transporteurs routiers, professions libérales, cadres... : c'est-à-dire non seulement des non-salariés, mais une partie aussi des salariés.

Ainsi, la croissance n'étant pas au rendez-vous, les nationalisations ne révélant pas d'inépuisables ressources cachées, les entrepreneurs s'arc-boutent contre l'alourdissement des charges, les entrepreneurs individuels et les professions libérales exprimant, avec les cadres, qu'il y a des limites à ne pas franchir.... le gouvernement voit sa marge de manœuvre se rétrécir.

Or, les déficits publics et parapublics se creusent : les déficits budgétaires inscrits dans les lois de finances passent de 29 milliards de F. pour 1981 à 95 milliards de F. pour 1982 et à 118 pour 1983 ; le déficit effectif atteint 75 milliards pour 1981 et doit être, pour 1982, de l'ordre de 109 milliards.

Parallèlement, à la fin de 1981, le déficit de la Sécurité sociale apparaît devoir être pour 1982 de 30 à 40 milliards ; et, en juin 1982, le déficit de l'U.N.E.D.I.C. apparaît comme risquant de dépasser 30 milliards d'ici la fin de 1983 ¹.

Tableau XIII – Déficits budgétaires (en milliards de francs).

[Retour à la table des tableaux](#)

	Lois de finances initiales			Exécution
	1981	1982	1983	1981
Solde des opérations définitives	- 25	- 84	- 115	- 75
Solde des opérations temporaires	- 4	- 11	- 3	+ 11
Solde général	- 29	- 95	- 118	- 64

Source : Ministère de l'Économie et des Finances, *Projet de loi de finances pour 1983*, numéro spécial des *Notes bleues*, pp. 44 et 61.

Pour la Sécurité sociale, ce sont à la fois des mesures d'économie et des augmentations multiformes de recettes (avec notamment le relèvement du plafond) ; mais c'est surtout, au 1^{er} novembre 1981, le rétablissement du point supplémentaire d'assurance maladie qui avait été supprimé avant les élections présidentielles. Pour l'U.N.E.D.I.C., c'est la cotisation de solidarité de 1 % principalement demandée aux agents de l'État, des collectivités territoriales et

¹ Tous ces déficits ne s'additionnent pas purement et simplement, dans la mesure où une part des déficits parapublics est prise en charge dans le budget de l'État.

des établissements publics ¹ à partir du 1^{er} novembre 1982 ; ce sont aussi, avec en toile de fond le grippage puis le blocage des négociations entre les partenaires sociaux, les décisions gouvernementales d'augmenter par décret les cotisations d'assurance chômage (de 2,76 % à 3,48 % pour les employeurs, et de 0,84 % à 1,32 % pour les salariés) le 4 novembre 1982, tout en rognant sur les indemnités versées aux chômeurs ². Pour le budget de l'État, ce sont des mesures d'économie et des mesures fiscales avec notamment le point supplémentaire de T.V.A. au 1^{er} juillet 1982.

La croissance paiera, avait-on dit avant mai 1981 ; les patrons paieront, disait-on du côté du PCF et de la CGT ; finalement, par coups de pouces successifs, la charge se répartit entre les entreprises, mais aussi les salariés, les assurés sociaux les chômeurs, les consommateurs, les contribuables (à travers les contributions de l'État)... et accessoirement les autres.

Et parmi ceux qui sont à la fois salariés ou chômeurs, assurés sociaux, consommateurs et contribuables, nombreux sont ceux qui avaient contribué à porter en mai-juin 1981 la gauche au pouvoir...

Mais, s'il est vrai que la gauche prend aujourd'hui des mesures que la droite n'avait pas osé prendre avant mai 1981, il serait faux d'en conclure pour autant que la gauche, maintenant au pouvoir, fait la politique de la droite ³.

4) Quel échec ?

[Retour à la table des matières](#)

L'échec peut être, maintenant, bien cerné échec relatif, à la fois nettement circonscrit et localisable, mais en même temps échec déterminant parce que crucial.

Par rapport aux autres pays industriels : si la France a subi un déséquilibre extérieur important et une augmentation des prix presque aussi forte que celle de l'Italie, elle n'a connu ni la chute de la production industrielle des États-Unis ni la forte montée du chômage de l'Allemagne Fédérale et des États-Unis.

¹ Sauf ceux dont le revenu est inférieur à 1,3 fois le S.M.I.C.

² Étude de C. Choquet sur « Les problèmes de financement de l'U.N.E.D.I.C. », Université de Paris VIII.

³ « Un barrisme sans Barre » écrit Philippe Simonnot, *Le grand bluff économique des socialistes*, p. 9.

Tableau XIV – Production industrielle, chômage, prix dans quelques grands pays (taux d'évolution de juin 1981 à juin 1982 en%).[Retour à la table des tableaux](#)

	Production industrielle	Nombre de chômeurs	Prix à la consommation
Allemagne Fédérale	- 0,9	+ 46,5	+ 6,0
France	- 0,9	+ 14,8	+ 13,3
Italie	- 4,1	+ 4,9 ¹	+ 15,1
Grande-Bretagne	+ 1,0	+ 15,0	+ 9,4
États-Unis	- 9,2	+ 28,3	+ 7,2
Japon	+ 1,9	nd	+ 2,5

1. De juillet à juillet.

Source : d'après I.N.S.E.E., Bulletin mensuel de statistiques, juin 1982, pp. 68-72, et janvier 1983, pp. 69-73.

Dans l'ensemble, l'activité économique est, en 1982, un peu plus soutenue que dans les autres pays industriels – Japon excepté.

Tableau XV – Croissance industrielle du PNB/PIB en volume (taux en 96 par rapport à l'année précédente).[Retour à la table des tableaux](#)

	1980	1981	1982
• U.S.A.	- 0,2	+ 1,9	- 1,6
• Japon	+ 4,2	+ 3,0	+ 2,5
• Ensemble R.F.A., Grande-Bretagne, Italie et France	+ 1,1	- 0,5	+ 0,5
• Total O.C.D.E.	+ 1,2	+ 1,2	- 0,2
• France	+ 1,2	+ 0,1	+ 1,5

Source : I.N.S.E.E., *Tendances de la conjoncture*, décembre 1982, p. 9 (pour les quatre premières lignes) et *Informations rapides*, série F, n° 30, 10.2.83, pour la ligne France.

Par rapport à la gestion antérieure : la chute des effectifs industriels (7,7 millions en juin 1974, 6,7 millions en décembre 1981) paraît s'atténuer à partir du dernier trimestre de 1981 ; la montée du chômage (400 000 demandes

d'emplois non satisfaites en 1973, 1,7 millions en mars 1981) paraît également se ralentir dans le deuxième semestre de 1981 ; et si la hausse des prix a pu être ramenée à moins de 10 % en 1982, c'est sur la base du blocage décidé en juin de cette année ¹. Résultats positifs ; mais résultats fragiles dus à l'action intense menée par le gouvernement dans ces différents domaines et dont on ne peut encore dire s'ils pourront être consolidés. En revanche, doit être rappelée la dégradation de la situation extérieure ; et l'investissement industriel, loin de se redresser, semble continuer de fléchir et reste, en volume, en dessous du niveau de 1970 ².

Par rapport aux objectifs de départ, il est clair que le fait qu'on n'ait pas réussi à retrouver le chemin de la croissance a obligé d'en rabattre. Mais le gouvernement reste, dans ce cadre, fidèle à l'esprit de son programme en privilégiant la progression du S.M.I.C. et des bas salaires ainsi que celle des prestations sociales.

Les salaires des employés et des ouvriers ont bénéficié d'un « coup de pouce » par rapport à ceux de la maîtrise, des techniciens et des cadres comme, chez les fonctionnaires, les traitements de la catégorie D par rapport à ceux des catégories A et B.

De juin 1981 à juin 1982, le taux de salaire horaire ouvrier aura augmenté de 16 % et le pouvoir d'achat de ce taux de salaire de 3,5 % ³ ; du quatrième trimestre 1981 au quatrième trimestre 1982, le pouvoir d'achat des prestations sociales aura augmenté de 6,2 %.

¹ I.N.S.E.E., *Tendances de la conjoncture*, « Graphiques sur 10 ans », n° 7, 13 décembre 1982, pp. 46, 53 et 64.

² *Idem*, p. 98.

³ Ministère de l'Économie et des finances, *Notes bleues*, « Conjoncture » n° 105, 10.1.83, p. 4.

Tableau XVI – Évolution des gains mensuels nominaux pour diverses catégories de salariés (rythme trimestriel moyen en %).

[Retour à la table des tableaux](#)

	d'avril 1973 à avril 1979	d'avril 1979 à avril 1981	d'avril 1981 à avril 1982
Ouvriers	3,2	3,2	3,5
Employés	3,2	3,4	3,6
Agents de maîtrise, techniciens, dessinateurs	3,0	3,2	3,2
Cadres	2,7	3,2	3,2
Ensemble	3,1	3,3	3,4

Source : C.E.R.C. (d'après l'enquête du ministère du Travail sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre), *Documents du C.E.R.C.* n° 64, p. 38.

Tableau XVII – Évolution du traitement net total ¹ de diverses catégories de fonctionnaires (rythme annuel en %).

	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C	Catégorie D	Indice mensuel des prix à la consommation
Janv. 80/Janv. 79/	10,8	11,0	11,5	11,8	12,9
Janv. 81/janv. 80	13,5	13,6	13,4	13,4	12,8
Janv. 82/janv. 81	14,0	14,0	14,6	16,0	13,8
Janv. 83/janv. 82	6,9	6,9	7,8	9,7	9,7
Janv. 83/janv. 79.	53,3	53,7	56,2	61,3	59,0

1. Il s'agit du traitement indiciaire auquel s'ajoutent l'indemnité de résidence et, éventuellement, le supplément familial de traitement, mais non les primes.

Source : C.E.R.C. (d'après I.N.S.E.E.), *Documents du C.E.R.C.*, n° 64, p. 43.

Ainsi, *l'échec est bien relatif*. Si la croissance n'est pas sortie de l'alchimie keynésienne et sociale, plusieurs points peuvent apparaître soit positifs, soit pas trop négatifs :

- une activité relativement soutenue ;
- la montée du chômage ralentie par un ensemble convergent de mesures ;

- le pouvoir d'achat des titulaires de bas salaires et des familles modestes sauvegardé.

Mais s'il est relatif, *il s'agit bien d'un échec*. La gauche annonçait la croissance. Or cette croissance bute sur la dépendance extérieure de la France et le déséquilibre extérieur qui se creuse et devient insupportable ; elle bute sur l'inquiétude, la réticence, l'hostilité d'une large partie du patronat qui ne voit dans le programme de la gauche que contraintes, entraves et charges ; elle bute enfin sur la crise elle-même : car la crise en cours c'est précisément la crise... de la croissance des années 1948-1973. Et autant on peut concevoir de sortir d'une récession, d'un ralentissement d'activité par la mise en œuvre des recettes keynésiennes, autant ces recettes sont inadaptées à une grande crise à travers laquelle s'opèrent des transformations structurelles fondamentales.

Et finalement, *cet échec* (échec de la tentative de relance keynésienne et sociale de l'économie française) *se révèle crucial*. Car le programme de la gauche était conçu pour la croissance ; et la réalisation de ce programme nécessitait la croissance ; le projet de la gauche appelait un très large rassemblement de classes et couches sociales aux intérêts divergents, souvent contradictoires : et la conciliation de ces intérêts, possible dans un mouvement de croissance, devient d'une extrême difficulté en économie stagnante.

Et puis, la gauche avait toujours proclamé qu'il n'était pas question pour elle de « gérer la crise » : appelée au pouvoir dans la crise, et n'ayant pas relancé la croissance, la voilà aux affaires, avec la crise à assumer.

Alors bien sûr, on peut chercher à « mettre la crise entre parenthèses »¹, on peut, comme Jacques Chirac l'avait fait, annoncer « le bout du tunnel » ; on peut guetter les indices pour y trouver l'annonce de l'amorce d'une reprise ; on peut annoncer une période difficile, pour mieux faire miroiter la perspective de la croissance retrouvée.

Ne serait-il pas plus utile, plus responsable de *rechercher les racines de l'échec, de réfléchir à la nature de la crise* ? Seule manière, à nos yeux, de dégager les lignes de forces d'une action adaptée à la période.

¹ Cette formule est venue dans la réunion du Comité de rédaction *d'Alternatives Économiques* du 23.2.83.

CHAPITRE 4

Les racines de l'échec

[Retour à la table des matières](#)

La croissance était au cœur du projet transformateur économique et social de la gauche. Avec la croissance, il était permis d'investir *et* de consommer, de relever les revenus des plus défavorisés sans avoir à frapper trop sévèrement les hauts et moyens revenus ; avec la croissance, il était possible d'améliorer la couverture sociale, de restaurer et d'améliorer les grands services publics, de préparer l'avenir ; avec la croissance, on pouvait réduire la durée du travail sans mettre en cause le pouvoir d'achat.

Dès lors que la croissance s'étouffe, tout se grippe – tout devient infiniment plus difficile ; à chaque pas nouveau, des choix, des arbitrages s'avèrent nécessaires : et c'est à travers une forêt d'inconvénients, de mécontentements, de déceptions, qu'il faut désormais avancer. Et chaque avancée est plus pesante.

On peut ainsi mesurer combien la croissance ouvre les espaces du possible. Et l'on peut rêver à ce que la gauche aurait pu faire, au pouvoir, à l'époque de la croissance forte et durable.

Mais c'est une nouvelle fois dans la crise, face à la crise que la gauche a été portée au pouvoir.

Or, face à la crise, les éléments dominants et dirigeants de la gauche avaient une arme absolue : le retour à la croissance. Au premier tir, cette arme aura fait long feu. Le poids de la contrainte extérieure, la difficulté de mener une politique d'inspiration socialiste sur la base d'une économie capitaliste, l'extrême difficulté du processus complexe visant à amorcer la reprise et la relance l'expliquent largement.

Mais au-delà, l'échec de la tentative de relance ne trouve-t-il pas ses racines dans l'inadaptation d'une politique de relance keynésienne à la situation de crise actuelle ? Crise profonde, durable, à la fois nationale et mondiale ; crise qui précisément constitue l'essoufflement, le grippage de la grande croissance de l'après-guerre...

1) La croissance contre la crise ?

[Retour à la table des matières](#)

Sous le septennat de V. Giscard d'Estaing, la croissance s'alanguit, la progression du pouvoir d'achat s'atténue, l'investissement stagne, l'emploi industriel recule, le chômage augmente très fortement. À ces maux, la gauche oppose la croissance. Elle avait déjà fait le choix de la croissance dès la rédaction en 1971 et 1972 des programmes de gouvernement ; elle maintient ce choix tout au long des années soixante-dix, alors que la crise s'élargit et s'approfondit : elle le fait sans doute sans suffisamment s'interroger sur la nature de la crise et les implications d'une politique de croissance nationale dans cette crise internationale.

C'est probablement que nombre de responsables de la gauche ont été marqués par les théories keynésiennes, dont les idées vulgarisées permettaient de croire qu'il est aussi facile de conduire la croissance que de piloter une voiture : idées d'autant plus profondément ancrées que la longue croissance de 1948-1973 avait pu apparaître comme une sorte de preuve, de démonstration concrète.

Or, cette croissance a été tout à fait exceptionnelle.

Exceptionnelle tant par son importance que par sa durée. À l'échelle mondiale, la production industrielle a augmenté en moyenne de 5,6 % par an de 1948 à 1971¹, avec un accroissement annuel moyen des échanges internationaux de 7,3 %. En France, la production intérieure brute augmente en

¹ À rapprocher des taux les plus élevés observés à l'échelle mondiale depuis le milieu du XIX^e siècle : 4,2 % entre 1900 et 1913 et 4,1 % entre 1938 et 1948. Michel Beaud, *Histoire du capitalisme (1500-1980)*, p. 262 et W.W. Rostow, *The World Economy, History and Prospect*, pp. 49 et 67.

volume de 4,9 % par an ¹ ; elle avait déjà connu ce taux de croissance pendant la brève période de prospérité des années vingt ².

Trois chiffres éclairent, à un premier niveau, ce taux de croissance : pendant cette période, l'augmentation annuelle moyenne a été de :

- 4,5 % pour le capital par travailleur ;
- 4,6 % pour la productivité du travail
- 0,9 % pour les effectifs employés ³.

L'effort d'investissement, de modernisation, d'équipement a été important et soutenu. La part de la formation brute de capital fixe – investissement productif, investissement en logements, investissements des administrations et variation des stocks – dans la production intérieure brute s'élève à 24 % en 1959, 28 % en 1964, 29 % en 1970 et 30 % en 1974, date à laquelle il connaît une chute sensible ⁴.

De 1961 à 1973, le capital fixe productif progresse, en francs constants, de 5,3 % par an ; sa progression est particulièrement forte pour le bâtiment et les travaux publics (8,6 % par an), pour les industries de biens d'équipement (7,3 %), pour les services et les commerces (7,0 %) et pour les industries de biens intermédiaires (6,0 %) ; il est de 4,5 % pour les industries de consommation, 4,1 % pour l'énergie, les transports et les télécommunications et 3,5 % pour l'agriculture ⁵. C'est donc à la fois un remarquable mouvement d'équipement et de modernisation et une profonde transformation sectorielle : avec le recul sensible de l'agriculture et la poussée industrielle, notamment celle des biens d'équipement ⁶.

Dans l'agriculture, la productivité s'accroît de 6,7 % chaque année : chaque année presque un agriculteur sur 20 est amené à quitter son exploitation ; et ceux qui veulent rester doivent augmenter leur équipement, élargir leur terre, s'endetter, travailler plus, produire plus... Spirale impitoyable qui en brisera plus d'un.

¹ Pendant cette même période, ce taux de croissance est de 8,6 % pour le Japon, 5,5 % pour la R.F.A., 3,3 % pour les États-Unis, 2,5 % pour la Grande-Bretagne, Michel Beaud, *op. cit.*, p. 265.

² Christian Sautter, *L'économie française*, E.H.E.S.S., Centre d'économie quantitative et comparative, Document de travail, n° 8102, p. 6.

³ Michel Beaud, *op. cit.*, p. 265.

⁴ *Profil économique de la France. Structures et tendances*, p. 40, et *Profil économique de la France. Au seuil des années 1980*, p. 45.

⁵ Catherine Lapierre Donzel, « Étude en 7 secteurs de la croissance française en 1950 et 1976 », *Statistiques et études financières*, n° 42, 1980, p. 350.

⁶ En 1950, la valeur ajoutée de l'agriculture était équivalente à l'ensemble des valeurs ajoutées de l'industrie des biens d'équipement, de l'énergie, des transports et des télécommunications : en 1976, elle n'en représente plus que moins du quart. Catherine Lapierre Donzel, *art. cit.*, pp. 43-44.

Inversement, le bâtiment-travaux publics (3,6 % par an) et les services et commerces (2,5 % par an) connaissent des progrès de productivité plus modestes.

Dans l'industrie, la productivité augmente fortement : de l'ordre de 6 % par an de 1961 à 1973 ¹. Cette progression de la productivité est évidemment liée à l'effort massif d'investissement et de modernisation. Mais elle résulte aussi d'une intensification, sous différentes formes, de la contrainte au travail :

1. Pendant toutes les années 50 et 60, la quasi-totalité des ouvriers sont payés soit au temps, avec le système des heures supplémentaires qui incitent à de plus longues journées de travail, soit au rendement.

Tableau XVIII – Mode de rémunération des ouvriers (en %)

[Retour à la table des tableaux](#)

	Janv. 1953	Mai 1960	Déc. 1969
Salaire au temps	71,8	60,1	57,6
Salaire au temps avec primes		11,6	12,1
Salaire au rendement	28,2	28,3	19,7
Salaire sur base mensuelle	–	–	10,6

Source : I.N.S.E.E., *Données sociales*, éd. 1973, p. 53.

Mai-juin 1981. Élection de François Mitterrand, fête à la Bastille, relèvement des bas.

Tableau XIX – Durée hebdomadaire moyenne du travail (en heures).

	1950	1959	1966	1972
Ouvriers et employés toutes activités	45	45,5	45,8	43,9
Ouvriers seuls	n.d.	46,3	46,6	43,8

Source : *Profil... Au seuil des années 80, op. cit.*, p. 85 et C.E.R.C., *Les revenus des Français*, n° 58, 1981, p. 27.

2. Ainsi – et cela contribue à relever la productivité par travailleur – le système de rémunération incite massivement à l'allongement de la durée du travail : pendant toute la période, sept ouvriers sur dix sont payés au temps. La durée hebdomadaire reste de l'ordre de 45 heures en moyenne.

¹ Catherine Lapierre Donzel, *art. cit.*, pp. 49 et 50.

La part des ouvriers travaillant 48 heures et plus est de 57 % en 1960, 60 % en 1962, 51 % en 1966, 38 % en 1969 et 27 % en 1972 ¹. La troisième semaine de congés annuels est généralisée en 1958 et la quatrième en 1968.

3. En outre, jouent un rôle appréciable les incitations matérielles au rendement (salaires au rendement, primes de rendement individuelles ou collectives ...) : pendant toutes les années 50 et le début des années 1960, trois ouvriers sur dix sont payés au rendement.

4. D'autre part, des formes d'organisation du travail se répandent dans la grande et la moyenne industrie, qui vont permettre une utilisation plus intensive des équipements installés : travail à la chaîne, travail parcellisé, travail en équipes. En 1974, 6,3 % de l'ensemble des ouvriers (9 % des ouvriers des industries de transformation) travaillent à la chaîne ; ce mode d'organisation du travail est plus particulièrement mis en place dans certaines industries : automobile, habillement, fabrication des produits pharmaceutiques, activités de montage ².

L'élargissement du travail par équipe – travail posté – est plus marqué.

Tableau XX – Proportion des ouvriers travaillant en équipes (en %).

[Retour à la table des tableaux](#)

	1957	1963	1970	1974
Ensemble des ouvriers	10,3	18,7	16,0	21,9
Ouvriers des industries de transformation	14,3	23,0	25,5	31,3

Source : *Profil... Au seuil des années 80*, op. cit., P. 88.

5. L'élargissement de ces formes d'organisation du travail se traduit par l'augmentation du nombre des ouvriers sans qualification : le nombre des O.S. (ouvriers spécialisés) et des manœuvres passe de 3 millions en 1954 à 4,5 millions en 1975 soit une augmentation de 50 % en 20 ans tandis que le nombre total des ouvriers augmente pendant cette période d'un tiers environ.

Ces formes d'organisation du travail concernent souvent de nouveaux venus dans le travail industriel : jeunes, souvent venus du monde rural, femmes (et notamment jeunes femmes dans le textile, l'habillement, le montage électrique

¹ C.E.P.R.E.M.A.P., *Approches de l'inflation, l'exemple français*, T. III, p. 71.

² Y. Detape et G. Davoult, « Travail en équipe, travail à la chaîne », *Économie et statistique*, décembre 1975, et *Profil... Au seuil des années 80*, op. cit., p. 88.

et électronique), immigrés notamment dans la métallurgie, la mécanique et l'automobile. En 1975, les O.S. et manœuvres sont pour 17 % des travailleurs étrangers (qui sont 7 % de la population active) et pour 31 % des femmes (qui sont 37 % de la population active) ¹.

6. Enfin, notamment pour les générations qui ont connu la guerre et l'après-guerre, le fait de sortir de la pénurie puis d'accéder à un nouveau mode de consommation a certainement constitué un stimulant, une motivation pour accepter des charges de travail plus élevées. Car il ne faut pas l'oublier, la forte croissance de cette période permet aussi une progression importante de l'ensemble des salaires, du pouvoir d'achat et de la consommation.

En francs courants, le gain horaire ouvrier est multiplié par plus de 8 entre 1950 et 1973 ; comme les prix sont eux-mêmes multipliés par 3,1, le pouvoir d'achat (en francs constants) du gain horaire ouvrier est multiplié par 2,7 ².

La progression du S.M.I.G. / S.M.I.C. ³, assez soutenue jusqu'en 1954, reste ensuite simplement alignée sur la hausse des prix jusqu'en 1968, date à laquelle elle est marquée par un sérieux relèvement ; de 1951 à 1975, le pouvoir d'achat du S.M.I.G. / S.M.I.C. est multiplié par 2,2. Plus largement, pendant cette même période, le pouvoir d'achat du salaire mensuel a été multiplié par :

- 3,2 pour les cadres ;
- 2,7 pour les ouvriers
- 2,5 pour les techniciens et la maîtrise
- 2,4 pour les employés ;
- 1,7 pour les fonctionnaires ⁴.

Or, cette exceptionnelle hausse du pouvoir d'achat résulte d'une augmentation des salaires réels élevée, mais qui reste inférieure à la progression de la productivité : entre 1949 et 1959, la croissance annuelle moyenne du salaire réel hebdomadaire est de 3,9 %, et celle de la productivité par travailleur de 4,9 % ; entre 1959 et 1973, ces deux chiffres sont respectivement de 4,1 % et 4,8 % ⁵.

Plus largement (en prenant en compte, outre les salaires, les revenus non-salariaux, et avec l'incidence des impôts et des prestations familiales), le

¹ M. Parodi, *L'économie et la société française depuis 1945*, p. 245, et *Français, qui êtes-vous ?*, p. 126.

² C.E.R.C., *Les revenus des Français*, n° 58, 2^e trimestre 1981, p. 68.

³ Le S.M.I.G. – salaire minimum interprofessionnel garanti – institué en 1950, a été remplacé, à la suite des accords de Grenelle de juin 1968, par le S.M.I.C. – salaire minimum interprofessionnel de croissance.

⁴ C.E.R.C., *op. cit.*, p. 77.

⁵ C.E.P.R.E.M.A.P., *op. cit.*, T. III, p. 115.

revenu réel disponible s'accroît de 5,8 % par an de 1959 à 1973 et la consommation des ménages de 5,5 %¹. Dépenses d'alimentation et dépenses d'habillement augmentent relativement moins : ce sont les dépenses liées au logement, à la santé, aux déplacements, aux loisirs et à la culture qui augmentent le plus². Ainsi se développe un nouveau mode de consommation dans lequel les couches aisées ouvrent la voie, sans être suivies en tous points par les différentes catégories sociales, mais surtout sans jamais être rattrapées³.

C'est une nouvelle poussée d'urbanisation avec l'apparition de nouveaux quartiers – logements groupés ou habitat pavillonnaire – puis les villes nouvelles, les buildings de plus en plus hauts dans les centres villes⁴. C'est l'avènement de l'ère automobile avec l'élargissement et la modernisation du réseau routier puis la construction des autoroutes, l'adaptation des villes, et notamment de leurs centres, à la circulation des autos, les super puis les hypermarchés⁵. C'est la multiplication des « résidences secondaires », dont le nombre passe de 450 000 en 1954 à 1 700 000 en 1975⁶.

C'est l'accession de plus en plus large aux biens de consommation modernes : cuisinières (électriques ou à gaz), réfrigérateurs, machines à laver le linge et la vaisselle, radios, téléviseurs, chaîne Hi-fi...

C'est aussi le gonflement des migrations des grandes vacances d'été : en 1974, 86 % des cadres supérieurs partent en vacances, 79 % des cadres moyens, 62 % des employés, 47 % des ouvriers, mais seulement 13,5 % des exploitants et salariés agricoles⁷.

On retrouve là une croissance du type de celle qu'ont connue les États-Unis dans les années 1920⁸ avec « dans un même mouvement, un *nouveau modèle de production de la marchandise capitaliste* (avec salaires relativement élevés pour une fraction de la classe ouvrière et fort relèvement de la productivité grâce à la production de masse et la rationalisation) *et de réalisation de la valeur ainsi créée* (avec développement de la consommation de masse, qui

¹ I.N.S.E.E., *La crise du système productif*, p. 137.

² *Idem.*, p. 139.

³ *Idem.*, p. 140.

⁴ La part de la population urbaine dans la population totale passe de 59 % en 1954 à 63 % en 1962, 71 % en 1968 et 73 % en 1975. *La crise du système productif*, I.N.S.E.E., 1981, p. 127.

⁵ Le nombre de voitures en circulation en France passe de 1 million et demi en 1947 à plus de 15 millions en 1975. M. Beaud, *op. cit.*, p. 269.

⁶ Christian Sautter, *op. cit.*, p. 9.

⁷ *Français, qui êtes-vous ?*, p. 400.

⁸ Michel Beaud, *Histoire du capitalisme, op. cit.*, p. 217.

s'élargit à une partie de la classe ouvrière dont les conditions de vie se rapprochent de celles des couches moyennes) »¹ : en un mot, le fordisme.

Équipements modernes, organisation rationnelle du travail, productivité élevée liée à la décomposition des tâches/déqualification du travail et à la pression sur les rythmes et les cadences, augmentation du salaire, du pouvoir d'achat, de la consommation : couple engrené de la production de masse et de la consommation de masse.

C'est, dans le même mouvement, alors que la population et la population active progressent, un accroissement particulièrement fort du salariat :

- 6,5 millions d'ouvriers en 1954, 8,2 en 1975 ;
- 2,1 millions d'employés en 1954, 3,8 en 1975 ;
- 1,1 million de cadres moyens en 1954, 2,8 en 1975 ; montée de la classe ouvrière et de la « bureoïsie »² tandis que reculent les grosses cohortes de la petite bourgeoisie, exploitants agricoles, petits commerçants, artisans³.

¹ *Idem*, p. 220.

² Comme dans nos ouvrages précédents, nous entendons par « bureoïsie » l'ensemble des couches salariées des bureaux, des commerces et des services. En son sein, la « techno-bureoïsie » désigne les couches de la bureoïsie qui détiennent un savoir, une technique (industrielle ou sociale) qui leur permettent d'exercer des fonctions d'encadrement et de direction. Cf. *Le socialisme à l'épreuve de l'histoire*, pp. 175 et 191, et *Histoire du capitalisme*, p. 132.

³ Chiffres tirés des recensements, regroupés in M. Parodi, *op. cit.*, p. 245.

Tableau XXI – Taux d'équipement des ménages ; ménages équipés au moins d'un appareil (en%).

[Retour à la table des tableaux](#)

Catégorie socio-professionnelle du chef de ménage	Nombre de ménages en avril 1974	Automobiles		Téléviseurs		Réfrigérateurs		Machines à laver	
		1959	1974	1959	1974	1959	1974	1959	1974
Agriculteurs exploitants	1,1	35,5	78,9	3,3	78,8	9,6	86,4	15,4	79,1
Salariés agricoles	0,2	12,1	56,1	2,1	71,4	3,2	79,0	13,4	63,1
Patrons de l'industrie et du commerce	1,2	50,1	82,8	15,6	88,6	34,7	92,1	32,8	82,0
Professions libérales et cadres supérieurs	1,1	74,3	92,7	24,8	83,5	66,7	96,7	45,0	82,8
Cadres moyens	1,7	57,8	87,7	16,1	82,6	39,7	94,4	33,1	78,4
Employés	1,4	30,1	69,8	13,1	84,4	31,0	90,6	25,3	71,1
Contremaîtres et ouvriers qualifiés	2,6	22,6	77,2	12,4	87,0	22,4	93,1	25,6	78,6
Autres ouvriers	2,1	20,5	61,1	7,1	80,9	11,0	85,5	20,8	68,9
Personnel de service	0,5	7,7	37,4	7,7	73,7	12,6	86,1	11,8	53,4
Autres catégories	0,3	38,8	84,8	13,8	89,8	32,1	94,8	35,8	76,1
Non actifs	5,1	9,8	30,5	5,8	79,6	12,1	78,8	11,2	47,0
Ensemble	17,3	28,4	62,3	9,5	80,5	20,5	87,4	21,4	67,2

Tableau établi sur la base des enquêtes sur les intentions d'achat et les équipements des ménages effectuées par l'I.N.S.E.E.

Source : *Profil économique de la France. Structure et tendances*, Documentation française, 1975, p. 62.

Salarisation ¹ élargissement du travail-marchandise, gonflement de la consommation marchande, généralisation de la marchandise : le crédit progresse, les formes de monnaie se modifient ainsi que les modes de paiement ; recul relatif des billets et de la thésaurisation dans les « bas de laine », généralisation des comptes courants bancaires et postaux et des paiements par chèques, virements, puis cartes de crédit ².

C'est dans ce contexte que les plus anciens des responsables actuels de la gauche ont accédé à leurs premières responsabilités gouvernementales et que les plus jeunes ont grandi, se sont formés ou ont mûri. La croissance est, consciemment ou non, implicite ou explicite, le référent commun.

Et quand la croissance fléchit au début des années 70, la réponse est : davantage de croissance. Et quand la crise s'approfondit, la réponse est : restaurons la croissance.

Alors que précisément, la crise, c'est la croissance qui s'essouffle, la croissance qui s'épuise. La crise qui s'amorce dans la seconde moitié des années 60 et éclate dans les années 70, c'est précisément le grippage de la croissance des années 50 et 60.

2) La crise contre la croissance

[Retour à la table des matières](#)

Production de masse, consommation de masse : la « croissance fordienne » va s'essouffler, s'épuiser là-même où elle s'était accomplie.

Dans la production d'abord. Des grèves nouvelles éclatent dans la seconde moitié des années 60 : grèves de travailleurs immigrés, grèves de femmes, grèves d'O.S. ; dénonciation des cadences infernales, de l'esclavage de la machine ou de la chaîne ; elles s'élargiront, s'amplifieront après la grande explosion de mai 1968. Le désintérêt pour le travail prend des formes diverses : baisse de la qualité, augmentation des pièces mises au rebut ; l'absentéisme augmente : de 6,5 % en 1964 à 9,5 % en 1973 dans les industries minières et métallurgiques, de 4 % en 1961 à 8,5 % en 1974 chez Renault ³. Le

¹ La part des salariés dans la population active passe de 63 % en 1956 à 66 % en 1960, 72 % en 1967 et 76 % en 1973. *La crise du système productif, op. cit.*, p. 32. Une évaluation légèrement supérieure (69 % en 1960, 75 % en 1967, 79 % en 1973) est fournie, sur la base des séries des comptes de la Nation in C.E.P.R.E.M.A.P., *op. cit.*, T. III, p. 47.

² Les billets et la monnaie divisionnaire en circulation représentent environ la moitié de la masse monétaire à la fin des années quarante ; ils n'en représentent qu'un peu plus du dixième dans la deuxième moitié des années soixante-dix. C.E.P.R.E.M.A.P., *ibid.*, T. III, p. 505 et *Profil économique de la France : au seuil des années 80*, p. 327.

³ J. J. Lorenzi, O. Pastré et J. Toladano, *La crise du XX^e siècle*, p. 23.

turn-over est élevé : pour occuper 100 emplois, il faut en moyenne, dans l'année, faire appel à plus de 140 ouvriers¹ et dans une entreprise de construction électrique jusqu'à 230 ouvriers².

À cela s'ajoute le fait que le mouvement écologique, qui se développe et prend de la force pendant cette période, va, en combattant certaines formes de pollution et de destruction ou de dégradation de l'environnement, obliger des entreprises, des secteurs, à prendre en charge des coûts dont ils faisaient jusque-là l'économie, au détriment de la collectivité. Ces différents facteurs alourdissent les coûts – coûts directs pour l'entreprise et coûts sociaux pour la Nation – et pèsent sur la productivité.

Mais la croissance fordienne s'essouffle aussi dans le champ de la consommation : la croissance de certaines consommations se ralentit, non pas du fait de limites absolues, mais compte tenu de la société française avec ses inégalités et la distribution du pouvoir d'achat telle qu'elle est.

Au-delà de cette « saturation » au niveau des ménages, il y a une certaine saturation sociale : les embouteillages croissent au cœur des villes et à leurs portes ; et le mouvement d'adaptation de la ville à l'automobile est de plus en plus freiné par les défenseurs de l'environnement et le besoin plus largement ressenti du nécessaire équilibre à trouver entre la ville et ses habitants. Plus largement, une réflexion collective se développe sur la consommation : avec la dénonciation du gaspillage, de la consommation gadgétisée, de la publicité abusive, avec une plus grande exigence en matière de qualité, de durabilité, de correspondance des produits à des besoins réels.

D'une certaine manière, mai 68 synthétise cette double mise en cause. La génération qui n'a connu ni la guerre, ni le difficile après-guerre et qui était trop jeune pour être concernée par les tragédies de la décolonisation, cette génération s'insurge : étudiants qui commencent par contester les rigidités de l'enseignement traditionnel et qui très vite contestent la société de consommation, avec ses symboles : la « bagnole » (qu'on brûle), la télé (qu'on n'a qu'à jeter par la fenêtre)... Jeunesse qui s'affirme face à la société tout entière – « Nous voulons tout, tout de suite », « Soyons réalistes, demandons l'impossible », « Sous les pavés, la plage ». Et l'ébranlement gagne les bureaux, les cadres, les fonctionnaires, les usines : bas salaires, travaux pénibles, harassants, travail idiot, répétitif, ennui, fatigue, manque d'intérêt ou de motivation... Tous les mécontentements, le mal de vivre, les frustrations de la période se cristallisent dans la grande Halte Sociale, le grand arrêt que personne n'a prévu ni ne maîtrise. Et la France n'est pas seule touchée : il est significatif que, cette même année, la jeunesse nipponne, les étudiants

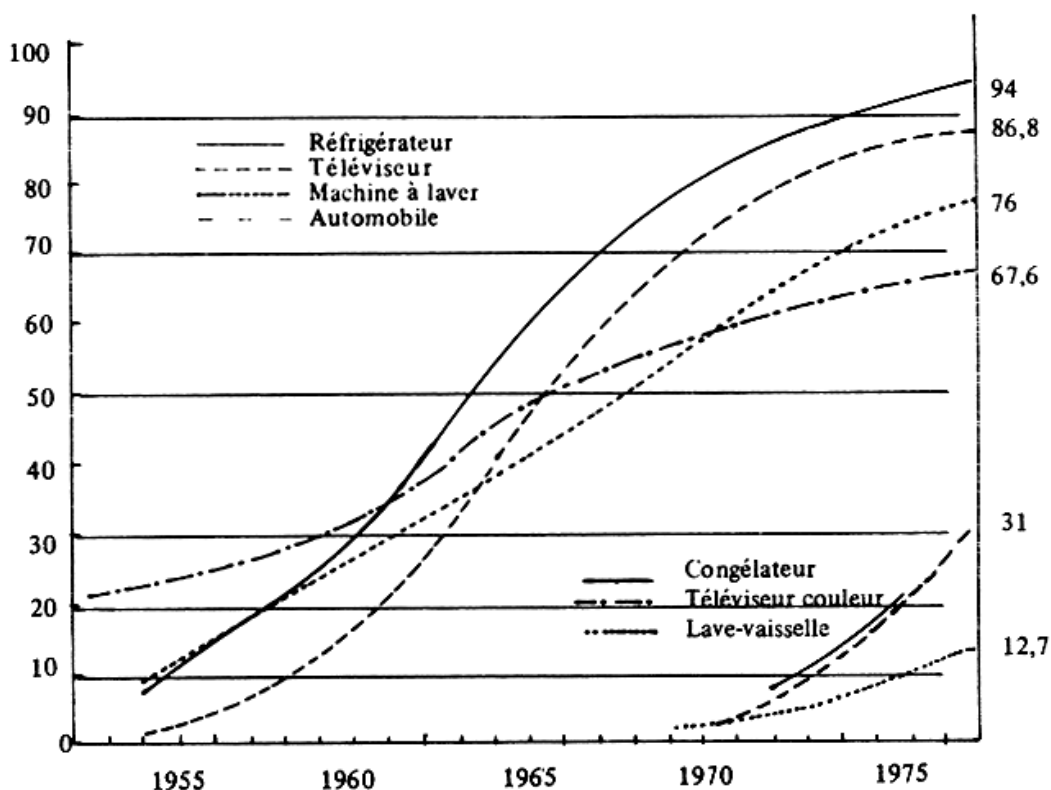
¹ *Idem*, p. 156.

² *Ibid.*, p. 231.

américains, les jeunes et les travailleurs italiens expriment aussi massivement, collectivement, leur contestation, leur « ras-le-bol ».

Schéma X
Évolution des taux d'équipement des ménages (en %)

[Retour à la table des schémas](#)



Source : INSEE, *données sociales*, éd. 1978, p. 157.

Dans le domaine économique, l'enjeu de la productivité devient de plus en plus crucial. La rentabilité économique des entreprises dont le taux a stagné tout au long des années 60 commence à décliner à partir de 1968-69¹.

Ce mouvement se retrouve, avec certains décalages, dans les principaux pays capitalistes : en Grande-Bretagne, le taux de profit « baisse tout au long des années soixante et jusqu'en 1975 ; en Allemagne, il stagne avec un léger déclin à partir de 1960 et baisse à partir de 1968-69 jusqu'en 1975 (...) ; aux États-Unis, il baisse à partir de 1965-66, jusqu'en 1974. Il n'y a qu'au Japon

¹ J. Mairesse et H. Delestre, « Rentabilités économique et comptable de la France de 1959 à 1975 », note ronéotypée I.N.S.E.E. (novembre 1976), citée in C.E.P.R.E.M.A.P., *op. cit.*, T. III, p. 364.

qu'il progresse au cours des années soixante, avec un retournement, selon les sources, en 1970, 1971 ou 1973 »¹.

Essoufflement de la phase de croissance fordienne dans les principales économies occidentales : la recherche de nouveaux marchés à l'extérieur va prendre une importance croissante ; accentuation de la concurrence internationale, efforts réciproques de pénétration des principaux marchés nationaux, luttes sur les marchés tiers, « guerres » commerciales (acier, appareils ménagers, automobile...). De 1967 à 1971, les exportations progressent beaucoup plus rapidement que la production : 16 % par an pour la France, comme pour l'Allemagne (23 % pour le Japon, 12 % pour la Grande-Bretagne, 9 % pour les États-Unis)². En France, la part de la production exportée passe de 16 % en 1963 à 23 % en 1973 pour l'ensemble de l'industrie, et de 29 % à 33 % pour les industries de biens d'équipement³. Et l'investissement français à l'étranger augmente de 12 % par an de 1967 à 1971, moins rapidement que l'investissement à l'étranger ouest-allemand (24,5 % par an) ou japonais (32 % par an), mais plus rapidement que l'investissement américain (10 % par an) ou britannique (8 % par an)⁴.

L'internationalisation de l'économie française – comme celle des principales économies capitalistes occidentales – s'intensifie donc dans cette période. Or, les États-Unis bénéficient d'un avantage exorbitant : le dollar est la monnaie clé du système de paiement international. L'alourdissement des charges extérieures des États-Unis tout au long des années soixante, la demande de remboursement en or par certains pays, dont la France du général de Gaulle, des dettes extérieures américaines, la pression pour mettre en place un nouveau système monétaire international, vont conduire à la « crise du dollar ». Sa convertibilité en or ayant été suspendue le 15 août 1971, le dollar va être dévalué deux fois, à la fin de 1971 et en 1973 : ce qui améliore la position des industriels américains dans la compétition commerciale⁵.

Mais le pétrole du Moyen-Orient, dont la valeur relative s'était détériorée depuis 1949, était payé en dollars, à des prix fixés en dollars. Et l'intérêt des pays de l'O.P.E.P. coïncide avec celui des sociétés pétrolières qui veulent mettre en œuvre des ressources – pétrolières ou énergétiques – plus coûteuses, pour un relèvement du prix du pétrole. Compte tenu du contexte politique international, ce relèvement est particulièrement vigoureux en 1973-74 et se

¹ Michel Beaud, *Histoire du capitalisme*, op. cit., p. 272.

² *Idem*, p. 274.

³ Il s'agit de la construction mécanique et électrique, la construction navale et aéronautique-armement et de l'industrie automobile. Voir *Indicateurs du VII^e Plan*, n° 15, juillet 1981, pp. 16, 17 et 18.

⁴ Michel Beaud, *Ibid.*, p. 275.

⁵ Pour une présentation plus détaillée, *ibid.*, p. 278 ss.

répètera en 1979-80 : le prix du baril de pétrole passe de 2 dollars en 1973 à 10 en 1974, 13 fin 1978 et 30 en 1980.

Baisse du dollar et hausse du prix du pétrole vont traumatiser profondément ces économies nationales, où, on l'a vu, une crise était déjà, d'une manière souterraine, à l'œuvre.

Pour l'économie française, la facture extérieure va être lourde : le pétrole représente en effet les deux tiers du bilan énergétique du pays en 1973. Le solde commercial pour les produits énergétiques, qui était de - 11 milliards de F en 1970, atteint - 18 en 1973 et - 52 en 1974 après un palier en 1976-77-78 (respectivement - 61, - 65, - 62), ce solde s'élève à - 83 milliards de F en 1979 et - 133 en 1980 ¹. D'où la nécessité pour l'économie française d'un effort à l'exportation accru : la part de la production exportée augmente une nouvelle fois, de 23 % en 1973 à 32 % en 1979 pour l'ensemble de l'industrie et de 33 % à 50 % pour l'industrie des biens d'équipement ². Et quand les exportations industrielles fléchissent, le déficit commercial se creuse, comme à la fin de 1974, au début de 1977 et à la fin de 1980 ³.

Parallèlement, les symptômes apparents de la crise se développent.

1. La croissance se ralentit : le taux de croissance annuel du produit intérieur brut, qui avait été de 5,6 % de 1960 à 1973, n'est que de 2,9 % entre 1973 et 1978 ⁴.

2. L'industrie est particulièrement touchée : du 3^e trimestre 1974 au 3^e trimestre 1975, la production industrielle chute de 10 % ; et du 3^e trimestre 1976 à la fin de 1979, le taux de croissance tendanciel de l'industrie est de 2,6 % alors qu'il avait été de 5,8% de 1966 à 1974 ⁵.

3. La chute de la production industrielle de 1974-75 concerne des secteurs qui avaient été au cœur de la grande croissance antérieure (équipement ménager - 21 %, automobile et véhicules de transport terrestre - 16 % verre - 21 %, matériaux de construction 13 %, papier-carton - 21 %, cuirs et chaussures - 14% ...), ainsi que les industries des base (chimie de base et fibres synthétiques - 29 %, minerais et métaux ferreux - 22 %, caoutchouc et matières plastiques - 22 %, minerais et métaux non-ferreux - 14 %) ⁶

¹ *Indicateurs du VII^e Plan*, n° 15, p. 11 et *Économie et statistique*, n° 135, juillet-août 1981, p. 62.

² *Indicateurs du VII^e Plan*, n° 15, pp. 17 et 18.

³ *Idem*, p. 11.

⁴ Michel Beaud, *Histoire du capitalisme*, op. cit., p. 271.

⁵ I.N.S.E.E., *La crise du système productif*, p. 23 ss.

⁶ *Idem*, p. 224.

4. Loin de continuer à croître, l'investissement va diminuer : de 2,2 % par an pendant la période 1973-1979 pour l'industrie, 0,7 % pour l'agriculture, 0,5 % pour le bâtiment et les travaux publics, 2,6 % pour le commerce ¹. Ce recul de l'investissement est particulièrement sensible dans les industries de biens de consommation courante et dans les industries de biens intermédiaires.

Tableau XXII – Taux de croissance annuels moyens de la formation brute de capital fixe industrielle (location-vente incorporée dans les branches utilisatrices) (en %).

[Retour à la table des tableaux](#)

	1959-63	1963-68	1968-73	1973-79
Industries agricoles et alimentaires	9,1	7,9	5,0	- 0,8
Industries de biens intermédiaires	10,7	3,1	8,1	- 2,6
Industries de biens d'équipement *	11,8	5,8	14,4	0,2
Industries de biens de consommation courante	13,8	2,3	9,9	- 7,0
Total industrie	11,2	4,3	9,7	- 2,2

* Y compris les biens d'équipement des ménages.

Source : Commissariat général au Plan, document de travail, septembre 1981.

Dans deux secteurs seulement les investissements continuent à progresser : l'un à un rythme ralenti, les services (+ 3,3 % par an), l'autre à un rythme renforcé, l'énergie (+ 6,9 % par an) avec notamment l'intensification du programme nucléaire.

Seuls progressent nettement (plus de 10 % par an) pendant cette période 1973-79 les investissements des entreprises nationalisées ² et notamment de l'E.D.F., de la S.N.C.F. et des P.T.T. : leur part dans l'investissement total des entreprises, qui était tombée de 24,2 % en 1959 à 12,7 % en 1973, est remontée à 22,3 % en 1979 ³.

¹ *Ibid.*, p. 161 et Commissariat général au Plan.

² *Profil... Au seuil des années 80*, p. 54.

³ I.N.S.E.E., *La crise du système productif*, p. 164.

5. Le recul des investissements dans l'industrie, avec le vieillissement des équipements qu'il entraîne ¹, s'accompagne d'une diminution des effectifs dans l'industrie : 650 000 emplois sont supprimés entre 1975 et 1980, soit une baisse de 8,6 % de l'emploi industriel ; cette baisse a été particulièrement forte dans les industries de biens de consommation (-13 %) et des biens intermédiaires (-11 %), et plus modérée dans le bâtiment et le génie civil et agricole (-8 %) et dans les industries de biens d'équipement (-8 %).

Tableau XXIII – Évolution des effectifs salariés (en milliers).

[Retour à la table des tableaux](#)

	31 décembre 1968	31 décembre 1974	31 décembre 1978	31 décembre 1980	Évolution pour 1969-1974	Évolution pour 1975-1980
Agriculture	614	448	379	365	-166	-83
Industrie (y compris industries agricoles et alimentaires, bâtiment, génie civil et agricole)	6 998	7 567	7 119	6 911	+569	- 656
dont :						
Biens de consommation	1 481	1 515	1 378	1 314	+ 34	- 201
Biens d'équipement	1 154	1 926	1 864	1 808	+ 372	- 118
Biens intermédiaires	1 502	1 694	1 562	1 504	+ 192	- 190
Bâtiment - génie civil et agricole	1 617	1 621	1 511	1 426	+ 4	- 195
Tertiaire	7 811	9 235	10 233	10 507	+ 1 424	+ 1 272
dont :						
Tertiaire marchand	4 907	5 950	6 705	6 916	+ 1 403	+ 965
Tertiaire non marchand	2904	3285	3528	3591	+ 381	+ 305
Toutes activités	15 423	17 251	17 731	17 783	+ 1 828	+ 532
dont :						
Secteurs marchands non agricoles	11 905	13 517	13 824	13 827	+ 1 612	+ 310

Source : *Statistiques du travail*, n° 95, « Bilan de l'emploi 1981 », p. 14 et *Économie et statistique*, n° 130, février 1981.

¹ Témoigne de ce vieillissement la transformation des pyramides d'âge des équipements industriels ; voir *Économie et statistique*, n° 135, juillet-août 1981, p. 49.

6. Parallèlement, s'accroît la réduction, déjà amorcée dans les années 60, de la durée du travail. La durée hebdomadaire moyenne ¹ a augmenté pendant la croissance des années 50 : de 44 heures en 1948 à 46,1 heures en 1962 et 1963 ; elle a fléchi après cette date, mais est encore de 45,2 heures en 1968 ; la tendance à la réduction se maintient (43,5 heures en 1973) et sera renforcée par le fléchissement général d'activité lié à la crise (41,1 heures en 1978 ²). La proportion des ouvriers travaillant plus de 44 heures est passée de 74,7 % en 1967 à 37,9 % en 1975 et 10,7 % en 1980 (la proportion correspondante, pour les employés était de 15,2 % en 1975 et 4 % en 1980) ³.

7. Malgré cette réduction de la durée du travail – qui « amortit » une partie de la chute d'activité – malgré la progression des effectifs du tertiaire, un écart se creuse entre la population active et les emplois offerts.

En effet, même si l'immigration d'actifs est pratiquement suspendue depuis 1973 ⁴, le mouvement naturel de la population (avec l'arrivée en âge de travailler de classes d'âges plus nombreuses que celles qui cessent leur activité) et l'accroissement du taux d'activité des femmes – notamment entre 25 et 54 ans – (dont l'effet d'accroissement l'emporte sur le mouvement inverse résultant du fléchissement de l'activité des autres femmes et des hommes) font que la population active continue de croître : de près de 1 200 000 entre 1975 et 1980. Le chômage passe de 400 000 à la mi-1974 à plus de un million et demi en 1980 (à quoi s'ajoute le chômage partiel : entre 500 000 et un million de journées par mois depuis 1975 ⁵).

8. Dans cette conjoncture, la productivité devient un enjeu particulièrement crucial. La résistance du monde du travail aux modes d'organisation de la production d'inspiration taylorienne et fordienne, le ralentissement de l'activité, le vieillissement des équipements jouent dans le sens du fléchissement de la progression de la productivité. La réduction des effectifs employés et les réorganisations de la production qui l'accompagnent, le recours à des types d'investissement visant à « économiser de la main-d'œuvre » jouent en sens inverse. Les gains de productivité horaires du travail diminuent ; mais ils sont encore, en volume, de 3,7 % par an de 1973 à 1979 ; ils tombent à 0,9 % en

¹ Durée hebdomadaire moyenne du travail, moyenne annuelle, ouvriers et employés, toutes activités.

² Commissariat général du Plan, document de travail de septembre 1981, d'après enquêtes trimestrielles du ministère du Travail.

³ *Français, qui êtes-vous ?*, p. 255.

⁴ Voir *Données Sociales*, éd. 1981, p. 51. La population active étrangère, évaluée à environ 1,9 million en 1974-75, est évaluée à environ 1,6 million de 1976 à 1978 (*La crise du système productif*, p. 32). Les entrées recensées de travailleurs permanents tombent de 143 000 en 1973 à 53 000 en 1974, moins de 20 000 par an de 1975 à 1977 et environ 10 000 en 1978 et 1979 (*Données Sociales*, éd. 1981, p. 92).

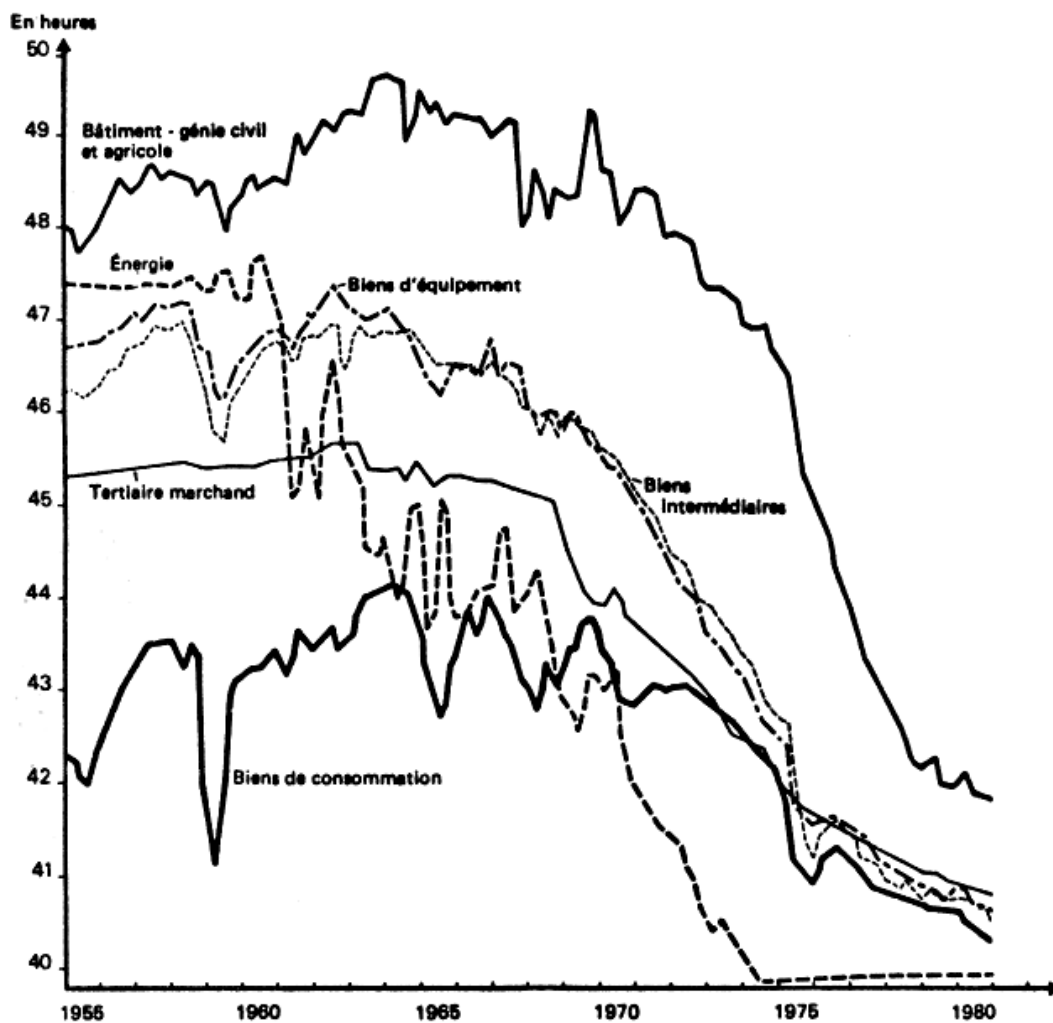
⁵ *Données Sociales*, éd. 1981, p. 108.

1979-80¹. Cela est insuffisant pour faire face aux différentes charges que constituent :

- l'alourdissement relatif du coût de l'énergie ;
- l'augmentation relative du poids des charges fixes, compte tenu du ralentissement de l'activité ;
- le maintien d'une certaine progression du pouvoir d'achat des salaires ;
- la baisse de la durée du travail (- 1 % par an de 1973 à 1979).

Schéma XI Durée hebdomadaire moyenne du travail

[Retour à la table des schémas](#)



¹ Contre 5,5 % par an de 1969 à 1973. *Économie et statistique*, juillet-août 1981, p. 51.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que la rentabilité économique des entreprises se dégrade après 1973 ¹.

9. Et c'est, une nouvelle fois, dans l'accentuation de l'inflation que s'expriment – sans vraiment se résoudre – les contradictions de la période : l'augmentation des prix en France a été de 16 % de 1963 à 1968, de 34 % de 1968 à 1973 ; elle est de 65 % de 1973 à 1978 ².

Si l'inflation en France est plus modérée que celles de l'Italie et de la Grande-Bretagne de 1973 à 1979 (et que celle du Japon de 1973 à 1975), elle reste supérieure à celles de l'Allemagne et des U.S.A. tout au long de la période (et à celle du Japon de 1976 à 1979).

Or les rythmes différentiels d'inflation avec les rythmes différentiels d'amélioration de la productivité constituent, dans une période où se sont fortement rapprochés les niveaux des coûts salariaux et des productivités dans les grands pays capitalistes ³, les éléments déterminants de la compétitivité : du début 1973 au début 1980, le coût salarial par unité produite augmentait en France de 102 %, alors qu'il n'augmentait, chez les principaux partenaires commerciaux de la France, que de 74 % ⁴.

Tableau XXIV – L'inflation de crise dans quelques grands pays.

[Retour à la table des tableaux](#)

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
France	8,1	15,2	11,7	9,6	9,6	11,8	13,4
G.- Bretagne	9,8	17,1	24,2	16,5	15,9	11,2	17,2
Allemagne	6,6	6,9	6,0	4,5	4,0	2,4	5,4
Italie	11,4	19,3	17,0	16,5	17,0	13,3	21,4
États-Unis	7,8	11,8	9,1	5,8	6,5	9,0	13,3
Japon	11,3	25,0	11,8	9,3	8,1	3,5	5,8

Source : O.C.D.E., in M. Parodi, *L'économie et la société française depuis 1945*, p. 63.

Avec une inflation plus forte que celle de ses trois grands concurrents, R.F.A., États-Unis et Japon, l'économie française voit sa compétitivité se

¹ C.E.P.R.E.M.A.P., *op. cit.*, T. 111, p. 364.

² D'après *Indicateurs du VII^e Plan*, n° 15, pp. 41 et 54.

³ Sur ce point, voir notamment I.N.S.E.E., *La crise du système productif*, pp. 33 et s., 48 et s.

⁴ D'après *Indicateurs du VII^e Plan*, n° 15, pp. 46 et 55.

dégrader, alors que précisément elle est, plus qu'à aucun moment de son histoire, prise dans la logique de la compétition internationale.

* * *

Essoufflement de la croissance, chômage, inflation sont les symptômes d'une crise profonde : crise rampante de la « croissance fordienne » dans la seconde moitié des années 60, accentuation des échanges et de la compétition internationaux, ébranlement du système monétaire international, crise du dollar, relèvement massif du prix du pétrole qui va brusquement cristalliser et révéler, en la faisant éclater, la crise déjà à l'œuvre dans les économies occidentales ; avec en France, le déclin de l'investissement, une certaine désindustrialisation, la détérioration de la compétitivité.

Face à une crise aux racines aussi profondes et où s'imbriquent le national et l'international, l'organisation de la production et le mode de vie, les enjeux technologiques et le sens du travail, la ligne – difficile – de la recherche d'un « nouveau mode de développement » était la bonne réponse. L'avoir ramenée, réduite, à un taux de croissance a été l'erreur.

Car l'épuisement de l'impitoyable efficacité du taylorisme et du fordisme ouvre, avec les nouvelles technologies, l'informatique, le télétraitement, la voie à de nouveaux modes d'organisation de la production, avec un nouveau contenu du travail et de nouvelles ressources de productivité. Car le gonflement de la consommation marchande, dans une société inégale, conduit à l'écrasement des besoins vitaux des plus défavorisés par le superflu, le luxe, le gaspillage : et alors que les plus défavorisés ont besoin de plus, pour les autres il serait temps de retrouver (ou d'inventer) une morale, une sagesse, un art de vie qui restreigne la place relative de l'argent, de l'achat et de l'avoir. Car le coup de boutoir des pays pétroliers n'est que la première mise en cause de l'inégalité et des rapports injustes qui caractérisent – pour dire bref – les relations Nord/Sud.

Dès lors, c'est bien, de toute façon, la mise en place d'un autre mode de développement qui se joue dans la crise. Sera-t-il fondé sur un nouvel élargissement des rapports marchands ? Sera-t-il caractérisé par des inégalités réduites ou accentuées, par une hiérarchie renforcée ou par une démocratie élargie ? Quelle y sera la place du travail, de l'argent, de la responsabilité et, fondamentalement, de l'homme ? Voilà les vraies questions qui se posent et que devraient prendre en charge ceux qui gouvernent.

Mais, pourra-t-on dire, cela, c'est du long terme ; le gouvernement de gauche a bien dû, d'abord, parer au plus pressé.

Le temps, le mouvement historique ne se laisse pas ainsi découper : chaque grand voyage commence par quelques pas. Et dans un moment décisif, les premiers pas, avec l'orientation qu'ils impriment, peuvent être déterminants.

* * *

Ainsi, le va-tout sur la croissance a été une erreur :

– *D'abord parce que la relance keynésienne n'avait, dans la période, que très peu de chances de réussir.* Bien sûr, si la reprise avait eu lieu dans le même temps dans les autres pays, si le dollar avait baissé, si le pétrole avait baissé, si le surplus de pouvoir d'achat avait servi à acheter français, si les Allemands et les Japonais avaient été moins pugnaces, si les entrepreneurs français avaient recommencé à investir (et s'ils avaient acheté en priorité français), si le tissu industriel n'avait pas été dégradé, si... Avec des « si », on peut faire beaucoup de choses, mais certainement pas une bonne politique économique. Lancée en mai-juin 1981, la politique de relance keynésienne n'a pas pu réussir : on a vu pourquoi et comment.

– *le va-tout sur la croissance a aussi été une erreur parce qu'il a conduit à évacuer, à éluder – à un moment où une forte proportion de Français étaient sensibles, ouverts, attentifs, réceptifs – les réflexions fondamentales sur notre société et sur le nouveau mode de développement à concevoir et à mettre en œuvre collectivement : la réflexion sur inégalité et solidarité, on ne l'a pas eue ; la réflexion, la place de la sphère de la marchandise dans la vie industrielle et la vie sociale, on ne l'a pas eue, ni celle sur le rapport entre travail salarié et autres types d'activités, entre pouvoir d'achat et niveau de vie (et qualité de la vie), et à la limite entre argent et vie, consommation et accomplissement personnel. Érudant cette réflexion et revenant à la logique de la croissance, on tournait le dos à la perspective – qu'on avait pourtant ouverte – d'un nouveau mode de développement.*

3) La gestion de la crise par la droite

[Retour à la table des matières](#)

Une large partie des années 70 est, pour la droite au pouvoir, marquée par la crainte d'une résurgence de mai 1968. En outre, la gauche se reconstitue, s'unit, s'affirme ; les élections qui jalonnent la période – présidentielles en 1974, municipales en 1976, cantonales en 1977, législatives en 1978 – marquent à quel point le rapport de force est « serré ». Dans le même mouvement, la vie syndicale, l'activité revendicative connaît un nouveau souffle.

Concessions au monde du travail

La droite conserve certes l'Elysée en 1974 et la majorité à l'Assemblée Nationale en 1973 et 1978. Il n'empêche, le monde du travail bénéficie d'un rapport de forces à beaucoup d'égards favorable et qui lui permet d'obtenir un ensemble d'avantages considérable, et notamment :

- maintien de l'augmentation des revenus et du pouvoir d'achat, avec une certaine atténuation des inégalités ;
- développement de la mensualisation et attention plus grande portée à la situation des travailleurs ;
- réduction de la durée du travail ;
- élargissement et amélioration de la protection sociale.

Un aspect important des accords de Grenelle de 1968 est le fort relèvement du S.M.I.C. (+ 35 %) et des bas salaires.

Après 1970, le S.M.I.C. continue à croître plus vite que l'ensemble des salaires ouvriers, lesquels augmentent plus vite que les salaires des employés, des techniciens et de la maîtrise, lesquels augmentent plus que ceux des fonctionnaires et des cadres. De telle sorte que des inégalités relatives s'atténuent : ainsi le rapport du salaire moyen du cadre supérieur à celui de l'ouvrier ¹, qui était passé de 3,5 en 1950 à 4,7 en 1965, retombe à 4,5 en 1970, 3,9 en 1975 et 3,6 en 1980 ².

¹ Salaire mensuel net, toutes primes comprises, secteurs privés et semi-publics, toutes entreprises.

² Commission du bilan, La France en mai 1981, Forces et faiblesses, p. 251.

Tableau XXV – Évolution des principaux indicateurs de salaires.[Retour à la table des tableaux](#)

	1970	1974	1979
S.M.I.C., moyenne annuelle	100	179	350
Taux horaires ouvriers (a)	100	167	318
Gains hebdomadaires ouvriers (a)	100	165	298
Gains mensuels (a) :			
Employés	100	160	292
Techniciens et maîtrise	100	160	276
Cadres	100	151	256
Traitement des fonctionnaires (b) :			
Ensemble	100	149	260
Catégorie A	100	144	247
Catégorie B	100	148	257
Catégories C+ D	100	154	272

Source : *Profil... Au seuil des années 1980*, p. 105, d'après le ministère du Travail(a) et I.I.N.S.E.E. (b).

Ce mouvement d'ensemble de relèvement des salaires est plus rapide que celui de la hausse des prix ; le pouvoir d'achat des salariés continue de s'améliorer ; il augmente pour l'ensemble des salariés du privé de 22 % pour les années 1970 – ce qui à la fois marque un ralentissement par rapport aux deux décennies précédentes (+ 50 % pour les années 50 et + 45 % pour les années 60) et n'est pas négligeable, compte tenu du niveau atteint précisément à travers ces fortes augmentations antérieures. Là encore, ce relèvement est plus fort pour les salariés payés au S.M.I.C. (38 %) et les ouvriers (31 %) et plus faible pour les fonctionnaires (15 %) et les cadres (8 %).

Dans la même période, les salariés obtiennent soit par la négociation, soit pas la législation ce qui constitue indéniablement de « nouvelles conquêtes » du monde du travail, tandis qu'une partie importante du patronat se préoccupe plus d'assurer une meilleure insertion des travailleurs dans l'entreprise, avec, à la limite, un regain des politiques d'intégration de type paternaliste ¹.

L'exercice du droit syndical dans l'entreprise a été reconnu en 1968. L'accord interprofessionnel de 1970 sur la formation est étendu par la loi de 1971. Des efforts plus marqués sont faits pour réduire les risques de maladies et d'accidents liés au travail – souvent à la suite de grèves mettant en cause les

¹ Actions de « communication », information du personnel, participation, intéressement, actionnariat ouvrier...

conditions dangereuses ou insalubres de production. Une attention plus grande est accordée aux problèmes de la femme salariée, ainsi qu'à l'insertion des handicapés.

Tableau XXVI – Évolution du pouvoir d'achat du salaire mensuel net pour différentes catégories.

[Retour à la table des tableaux](#)

	1951	1960	1970	1980
Privé				
« Smicards » (a)	100	124	171	237
Ouvriers	100	150	219	288
Employés	100	142	208	255
Techniciens et maîtrise	100	156	216	251
Cadres	100	195	287	308
Ensemble	100	147	214	259
Fonctionnaires				
Catégorie A	100	129	173	193
Catégorie B	100	108	150	173
Catégories C et D	100	106	154	188
Ensemble	100	108	154	178

(a) Salariés payés au S.M.I.C. et pour la durée moyenne observée dans l'industrie.

Source : C.E.R.C., *Les revenus des Français*, n° 58, 2^e trimestre 1981, p. 77.

D'autre part, la mensualisation des ouvriers, qui est longtemps restée faible par rapport aux modes de rémunération au temps et au rendement, va faire des progrès importants après 1968 : de 6,7 % en octobre 1966, elle passe à 10,6 % en décembre 1969, 50 % en 1972, 75 % en 1973 ¹. Parallèlement, face aux grèves et protestations contre les rythmes de production et les « cadences infernales », on assiste à un « certain » recul de l'importance du travail à la chaîne. Ce recul est particulièrement sensible dans différentes activités : fabrication de produits pharmaceutiques, fabrication d'instruments de précision et d'optique, cuir, chaussures, habillement. Mais le travail à la chaîne reste important et s'élargit encore dans l'automobile où ce mode d'organisation du travail concerne, en 1977, 30 % des ouvriers ².

¹ I.N.S.E.E., *Données Sociales*, éd. 1974, p. 70.

² I.N.S.E.E., *La crise du système productif*, p. 239.

Autre amélioration pour le monde du travail : la durée hebdomadaire maximale légale (moyenne sur 12 semaines), de 54 heures de 1966 à 1971, est ramenée à 50 heures en janvier 1972 et 48 heures en janvier 1976 (avec les maximums absolus pour une semaine, respectivement de 60, 57 et 52 heures) ¹. La durée hebdomadaire moyenne, elle, décroît sensiblement à partir de 1966 (46 heures) : elle est encore de 45,5 heures en 1968, mais tombe à 43,5 en 1973 et 40,8 en 1980 ².

Tableau XXVII – Durée hebdomadaire du travail.

[Retour à la table des tableaux](#)

	1959	1966	1972	1978	1980
Ouvriers	46,3	46,6	43,8	41,1	40,8
Autres salariés	44,5	44,8	42,8	40,7	40,5

Source : C.E.R.C., *Les revenus des Français*, n° 58, 2^e trimestre 1981, p. 27.

Dans le même mouvement, la durée du travail des ouvriers, qui était restée sensiblement supérieure à celle des autres salariés, s'en rapproche progressivement.

Enfin, toujours sur la base du rapport de forces sociales et politiques qui se développe après 1968, sont décidées ou améliorées tout un ensemble de mesures sociales. Ainsi, en matière de prestations familiales de nouvelles allocations viennent compléter le dispositif de base mis en place après la guerre :

- allocation d'orphelin (décembre 1970) ;
- allocation aux handicapés adultes (juillet 1971) ;
- allocation pour frais de garde (janvier 1972) ;
- revalorisation des allocations de salaire unique ou de mère au foyer (janvier 1972) ;
- allocation de rentrée scolaire (juillet 1974) ;
- allocations post-natales (janvier 1975) ;
- allocation d'éducation spéciale pour handicapés (juin 1975) ;
- allocation de parent isolé (juillet 1976) ;
- complément familial (janvier 1978) ;

¹ *Indicateurs du VI^e Plan*, juillet 1981, n° 15, pp. 42 et 43. Voir aussi Y. Barou et J. Rigaudiat, *Les 35 heures et l'emploi*, Documentation française, 1983.

² *Idem*, p. 43.

- allocations supplémentaires pour les familles de trois enfants (juillet 1980 et janvier 1981) ¹.

Si l'on tient compte des prélèvements parafiscaux et fiscaux et des transferts sociaux, force est de constater que, de 1970 à 1979, ce sont les ménages d'ouvriers et d'employés ayant 1 ou 2 enfants qui ont vu leurs ressources nettes s'accroître le plus ² et que l'éventail des revenus disponibles par unité de consommation s'est resserré, passant entre le ménage « cadre supérieur sans enfant » et le ménage « ouvrier, avec quatre enfants », de 4,4 en 1970 à 3,5 en 1979 ³.

Il faut noter le relèvement du « minimum vieillesse » et des retraites. Le « minimum vieillesse », qui ne représentait que 41 % du S.M.I.C. en 1970, en représente 47 % en 1975 et 53 % en 1980 ⁴ – alors même que le S.M.I.C. connaît une sensible progression pendant cette période ; dans ces dix années, le pouvoir d'achat du « minimum vieillesse » double. Pendant la même période, le pouvoir d'achat des retraites augmente de 23 % pour les cadres et 33 % pour les non cadres ⁵.

Augmentation des revenus salariaux, des prestations sociales, des retraites, relèvement du pouvoir d'achat des familles des salariés modestes et des retraités ; réduction de la durée du travail, atténuation, dans certains cas, des mauvaises conditions de travail ; à l'évidence, on est loin d'une politique inspirée des doctrines libérales et monétaristes. Le réalisme politique conduit la droite au pouvoir à faire des concessions : plus sans doute que n'en aurait souhaité le patronat. Et le patronat les accepte mieux, ou en tout cas moins mal, avec un gouvernement de droite...

Cette politique, en un sens, contribue à retarder la crise, en maintenant, après 1970, comme après 1973, un taux de croissance supérieur à ceux de l'Allemagne Fédérale, des États-Unis et de la Grande-Bretagne ⁶.

¹ C.E.R.C., *Les revenus des Français*, op. cit., p. 225. On peut noter, sans tenir compte de 1974 où l'élection présidentielle a résulté du décès de Georges Pompidou, que 1975, 1976, 1978 et 1981 ont été des années de consultations électorales.

² Voir *Les tableaux de la solidarité* p.154.

³ Voir *Indicateurs du VII^e Plan*, n° 14, p. 75.

⁴ Commission du bilan, *La France en mai 1981*, t. III, p. 347.

⁵ C.E.R.C., *Les revenus des Français*, op. cit., p. 223.

⁶ **Tableau XXVIII – Croissance et inflation dans les principaux pays capitalistes.**

[Retour à la table des tableaux](#)

	U.S.A.	G.-B.	F	R.F.A.	J
Taux de croissance annuel du produit intérieur brut					
1960-1970	3,8	2,8	5,6	4,7	11,2
1970-1973	4,7	4,3	5,6	3,9	8,1
1973-1978	2,4	0,9	2,9	2,0	3,7

Elle conduit aussi, en un autre sens, à aggraver cette crise en alourdissant les charges qui pèsent sur les entreprises et en restreignant encore leur rentabilité et, sans doute, certaines des tensions qu'elle renforce tendent à se résoudre en nourrissant l'inflation ¹.

En outre, elle entraîne l'accroissement de la part des prélèvements obligatoires publics dans le produit intérieur brut, qui passe de 35,5 % en 1968 à 41 % en 1979 ².

Cependant, parallèlement à cette politique réaliste de concessions au monde du travail organisé et à l'électorat populaire – politique qui tendait à s'infléchir au tournant des années 70-80 et sur laquelle la droite serait revenue dès que le rapport de forces sociales lui en aurait redonné la possibilité – une politique de gestion de la crise était engagée.

Les choix de la droite

Cette politique, à travers laquelle la droite tentait de gérer la crise, avait trois volets principaux.

1. D'abord *elle faisait principalement fond sur quelques grands groupes privés* constitués dans le mouvement de concentration des années 1965-75 ³. Ces groupes sont chargés des grandes missions industrielles de la période : le groupe Empain-Schneider dominant la construction des centrales nucléaires, Pechiney-Ugine-Kuhlmann maîtrisant la fabrication du combustible nucléaire, avec la C.G.E. et Thomson-Brandt pour l'équipement électrique et les télétransmissions, avec C.I.I.-Honeywell-Bull pour l'informatique, avec Dassault pour l'aviation militaire ⁴.

Inversement, les groupes publics sont souvent appelés à jouer un rôle second. La petite et moyenne industrie est largement négligée. Des pans entiers du tissu industriel se délabrent, des productions disparaissent.

Indice des prix à la consommation

1973	114	128	120	119	124
1977	156	249	183	146	204

Source : Michel Beaud, *Histoire du capitalisme op. cit.*, p. 271.

¹ Voir note précédente.

² *Profil... Au seuil des années 1980*, p. 282.

³ Voir P. Allard, M. Beaud, B. Bellon, S. Liénart et A.M. Lévy, Dictionnaire des groupes industriels et financiers en France, p. 14 s. et *Économie et prévision*, n° 51, 1981-6, p. 7.

⁴ Michel Beaud, « Attention ! Une politique industrielle peut en cacher une autre », *Après-demain*, septembre-octobre 1978, p. 15 s.

2. En deuxième lieu *est accepté un degré élevé d'insertion dans le système économique occidental*. Le choix du tout pétrole avait déjà créé une dépendance extérieure forte qu'accentue l'élévation des prix des produits pétroliers. Pour y répondre, on l'a vu, l'économie française a dû accentuer son « effort à l'exportation »¹. Là encore, le rôle des groupes privés est central.

En 1976, 78 % des exportations françaises étaient réalisées par un petit noyau de 2 100 entreprises qui « simultanément réalisent plus de 20 % de leur chiffre d'affaires à l'étranger et exportent chacune pour plus de 10 millions de francs »². Parmi elles, les filiales des groupes occupent une place prépondérante : en 1978, la part du chiffre d'affaires réalisé à l'étranger par les seules filiales françaises a été de :

- 48 % pour Michelin ;
- 42 % pour Rhône-Poulenc et Sacilor ;
- 39 % pour Usinor ;
- 37 % pour Peugeot ;
- 36 % pour Pechiney-Ugine-Kuhlmann et Renault³.

Œuvre, pour une large part, des grands groupes privés, les exportations sont souvent liées à de grosses opérations, pour beaucoup négociées de gouvernement à gouvernement : construction de centrales nucléaires, d'usines ou d'ensemble industriels, d'aéroports, de métros et aussi ventes d'armements qui représentent 6 % des exportations⁴.

Parallèlement, la plupart de ces groupes développent leurs activités hors de France, quelques fois à un niveau très élevé. Ainsi, dans les années 1977-79, la part des effectifs hors de France dans le total des effectifs du groupe est de :

- 66 % pour Compagnie Nord-Imétal ;
- 58 % pour Air Liquide, S.G.P.M. et Michelin ;
- 48 % pour B.S.N.-G.D. et L'Oréal ;
- 45 % pour Lafarge ;
- 38 % pour Roussel-Uclaf et D.M.C. ;

¹ Voir *supra*, chapitre III.

² Commission du bilan, *La France en mai 1981 : les activités productives*, p. 238.

³ J. Savary, *Les multinationales françaises*, pp. 46-47.

⁴ « L'industrie française d'armement assure 2,5 % du P.I.B. et 6 % des exportations. Depuis 1973, cette industrie connaît une expansion annuelle de 6 % en volume et un gain annuel de productivité de 4,5 %. Des sociétés telles que Marcel Dassault, la S.N.E.C.M.A., la S.N.I.A.S., Matra et Thomson-C.S.F. consacrent 60 % ou plus aux fabrications d'armement. Cette industrie exporte 40 % de sa production et réalise 12 % environ des échanges mondiaux dans ce domaine. Le taux d'exportation de l'industrie française d'armement a doublé depuis 1973. Le Moyen-Orient absorbe à lui seul 45 % des exportations. » Commission du bilan, *La France en mai 1981, Forces et faiblesses*, p. 292.

- 34 % pour Rhône-Poulenc ¹.

Inversement, s'élargit le poids des groupes étrangers au sein de l'économie française. Le taux de contrôle étranger de l'industrie française atteint 25 % en 1974 ², 28 % dans la deuxième moitié des années 70 ³. Ces investissements étrangers proviennent pour moitié des autres pays de la C.E.E., pour un tiers des U.S.A. et pour un dixième de la Suisse ⁴. Or les sociétés étrangères établies en France jouent un rôle particulièrement actif en matière d'importations ⁵.

Délabrement du tissu industriel national, présence élargie de sociétés étrangères en France, la pénétration du marché français par les produits étrangers s'élargit : pour l'ensemble de l'industrie, la part du marché français satisfaite par des produits étrangers s'est très fortement accrue ⁶. Cette dépendance est particulièrement élevée pour quelques produits, « biens d'équipement et produits à fort contenu technologique, pour lesquels la France a une spécialisation encore insuffisante. Ainsi l'aéronautique et l'informatique sont à l'origine de 59 % de nos importations avec la R.F.A. ; pour le Japon, la Hi-fi, l'optique et la bureautique représentent 75 % de nos importations » ⁷.

Enfin, dans de nombreux domaines, les groupes français ont dû recourir à des technologies étrangères : en 1980, le déficit en matière d'échanges de brevets et de technologies a été de près de 2 milliards de francs ⁸.

Au total, au cours du septennat de Valéry Giscard d'Estaing, la dépendance extérieure de l'économie française s'est très gravement accentuée.

3. Enfin, si des concessions importantes ont été faites à l'égard du monde du travail organisé, et si aucune offensive « frontale » n'a été menée contre les acquis du mouvement ouvrier et syndical, *une évolution a été engagée qui, avec le développement du chômage, pouvait conduire à une division profonde du monde du travail : le développement du précarité.*

Le nombre de travailleurs à temps partiel passe de 1,37 million en 1975 (6,5 % de la population active) à 1,55 million en 1980 (7,2 % de la population

¹ J. Savary, *Les multinationales françaises*, pp. 46-47.

² *Idem*, pp. 24-25.

³ « Les investissements français à l'étranger et les investissements étrangers en France », *Journal Officiel : Avis et rapport du Conseil économique et social*, 1981, n° 3. Voir *supra*, p.132-133.

⁴ J. Savary, *op. cit.*, p. 24.

⁵ *Économie et statistique*, n° 142, mars 1982, p. 63 s.

⁶ Voir *supra*, tableau IX.

⁷ Commission du bilan, *La France en mai 1981 : les activités productives*, p. 239. Cette pénétration est particulièrement forte pour les biens d'équipement professionnels et pour l'appareillage ménager ; voir *Économie et statistique*, n° 135, juillet-août 1981, p. 4.

⁸ Commission du bilan, *idem*.

active) ; ce type de travail concerne en tout premier lieu les femmes, puisque les femmes travaillant à temps partiel étaient 13,6 % des femmes actives en 1975 et 15,2 % en 1980 ¹.

La pratique des contrats à durée déterminée, qui était traditionnelle dans certaines activités saisonnières (hôtellerie, agriculture) s'est étendue à l'ensemble des secteurs comme moyen d'engager un salarié de manière précaire : en avril 1977, 12 % des établissements y recouraient et cette forme d'embauche concernait 1,4 % des salariés ². Parallèlement, la pratique du travail temporaire a également progressé : le nombre d'entreprises de travail temporaire est passé de 1 880 en 1974 à 3 370 en 1979 ; en avril 1977, 8 % des établissements utilisaient ce mode d'emploi, qui concernait 1,1 % des salariés. Ces deux formes d'emploi ont encore progressé entre 1977 et 1980.

À cela on peut ajouter l'augmentation du nombre des non-titulaires dans les activités publiques ou semi-publiques où existe un statut professionnel. Ainsi, en 1976, sur 2,2 millions d'agents civils de l'État et des Établissements publics nationaux, 510 000 n'étaient pas couverts par le statut de fonctionnaires ou de titulaires ; ils étaient contractuels (150 000), auxiliaires administratifs (130 000), auxiliaires enseignants (120 000), vacataires ou collaborateurs (110 000) ³.

Tableau XXIX – Pourcentage des salariés sur emplois précaires.

[Retour à la table des tableaux](#)

	Contrats à durée déterminée		Travail temporaire	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Avril 1977	1,1	2,1	1,1	1,1
Avril 1980	2,6	3,8	1,8	1,3

Source : J. F. Germe, « L'avenir du travail précaire », *Projet*, mars 1982, p. 323.

Enfin, s'est développée la pratique de la sous-traitance, qui consiste pour les grandes entreprises ou des groupes industriels, à confier une partie des fabrications à des petites entreprises, où les rémunérations (donc les coûts salariaux) sont souvent plus faibles et qui subiront (avec le chômage partiel, les licenciements et parfois la fermeture) les aléas des fluctuations

¹ *Données sociales*, éd. 1981, p. 102.

² *Ibid.*

³ C.E.R.C., *Les revenus des Français*, 2^e trimestre 1981, p. 104.

conjoncturelles : on a pu estimer que la sous-traitance concernait, dans la 2^e moitié des années 1970, plus de deux millions de salariés.

Ainsi on peut évaluer l'ensemble des emplois précaires à la fin des années 1970 à un chiffre compris entre trois millions et demi et quatre millions ¹. Avec le chômage qui dépasse un million et demi en 1980, ce sont au moins cinq millions de salariés qui sont sans travail ou dans un statut précaire. Car non seulement ces chiffres s'additionnent, mais les deux phénomènes s'interpénètrent : en effet, en période de chômage massif, tous ceux – jeunes arrivant sur le marché du travail, femmes désireuses de trouver ou retrouver un emploi, travailleurs ayant perdu leur emploi – qui sont amenés à chercher un emploi se heurtent au butoir du chômage ; et beaucoup ne se voient offrir, comme seule possibilité de travailler que des emplois précaires. Or, par définition, les emplois précaires ne sont pas stables ; et ces travailleurs, au bout de quelques semaines ou de quelques mois se retrouvent au chômage ².

L'ensemble des jeunes, une part importante des femmes et les travailleurs frappés par la crise, sont donc pour une période plus ou moins longue pris dans le flot mêlé du chômage et de la précarisation. Et cela, à nos yeux, a constitué un élément important de la stratégie de sortie de crise mise en place par la droite : le développement de ces couches de travailleurs précarisés, sans statut, assurant aux entreprises la souplesse qui leur permettrait de maintenir avec leurs avantages acquis, les couches stables, organisées, anciennes et souvent qualifiées, du salariat.

Rôle stratégique confié à un petit nombre de grands groupes privés, acceptation d'une dépendance et d'une subordination accrues dans l'économie internationale, élargissement de l'ensemble « chômage-précarisation », tels nous paraissent avoir été les principaux éléments de la stratégie amorcée par la droite face à la crise, dans une période où les rapports de forces la contraignaient non seulement à ne pas mettre en cause les acquis antérieurs du monde du travail organisé, mais encore à lui consentir des concessions supplémentaires appréciables.

¹ On ne prend en compte dans cette estimation que la moitié des effectifs des entreprises sous-traitantes, en estimant que l'autre moitié appartient à des entreprises qui, par leur compétence et leur spécialisation, assurent des emplois stables à leurs salariés.

² Voir le Rapport de l'Intergroupe Emploi pour la préparation du IX^e Plan.

4) Une sortie de crise à gauche ?

[Retour à la table des matières](#)

Tenant compte de l'exigeante contrainte des rapports de forces sociaux, la droite au pouvoir avait fait accepter par le patronat un ensemble non négligeable de concessions au monde du travail.

Devant les pesantes nécessités de l'économie en crise, la gauche au pouvoir est amenée à demander un certain nombre de sacrifices au monde salarial, qui constitue son principal soutien.

Paradoxalement, la gauche aurait eu une marge de manœuvre plus large si elle était venue après plusieurs années d'une gestion d'inspiration monétariste dure ; alors que, se sentant sur la corde raide, les gouvernements de droite ont, au cours des années 70, réalisé en partie – parfois d'une manière tronquée ou déformée – ce que la gauche avait annoncé qu'elle ferait : relèvement des bas salaires, réduction de la durée du travail, amélioration des prestations familiales... : avec un patronat réticent et une crise qui se durcit, il s'avère difficile de faire beaucoup plus et d'aller beaucoup plus vite...

Et puisque la relance keynésienne de l'économie n'est pas aussi simple qu'on pouvait le rêver avant mai 1981, que peut faire la gauche ?

Pour l'essentiel, et en schématisant, elle peut engager la société française, la France, dans trois voies :

1. Elle pourrait simplement servir à faire accepter au monde du travail les potions amères qu'exige la crise : et une fois les potions prises et la purge subie, elle aurait ouvert la voie à un nouveau départ du capitalisme en France.
2. Elle peut aussi, compte tenu de la profondeur de la crise, du désordre international, du désarroi général face à une situation que personne ne maîtriserait plus, être conduite à un élargissement et à un renforcement de l'étatisme en France.
3. Elle peut enfin, puisqu'une crise est l'occasion de transformations structurelles profondes, s'emparer de l'opportunité qu'offre la crise pour engager, en France, un « nouveau mode de développement ».

Permettre l'adaptation du capitalisme français

Nul, assurément, à gauche, n'a le projet explicite d'aider le capitalisme à sortir de la crise. L'intention dominante reste d'œuvrer dans le sens des idéaux socialistes.

Mais les situations historiques ont une logique. Et le fait que la gauche a joué son va-tout sur la croissance, montre qu'elle a déjà, une première fois, mal apprécié la situation.

La logique d'une grande crise structurelle – telle que celle qui est en cours – c'est, face à un modèle d'accumulation déclinant, de permettre la mise en place et en œuvre d'un nouveau modèle d'accumulation, avec de nouveaux secteurs, de nouveaux produits, de nouvelles formes d'organisation du travail, de nouveaux rapports salariaux, de nouveaux champs ouverts à la marchandise. C'est aussi de permettre la transformation du système « national-mondial » hiérarchisé.

La logique d'hommes de gauche au pouvoir, dès lors qu'ils en viendraient à vouloir parer au plus pressé, ce serait d'obtenir des résultats, les plus nets possibles, en matière de production, de relèvement du pouvoir d'achat, d'emplois ; quitte à recourir aux schémas d'hier : le « modèle japonais » dont l'efficacité fascine ; la nécessité d'assainir la situation des entreprises, pour qu'elles puissent investir demain et créer des emplois après demain. Et on ne s'interroge même pas sur le fait que dans la crise beaucoup d'entreprises qui font des profits n'investissent pas... et beaucoup d'investissements servent surtout à réduire le nombre des emplois.

Dès lors, les deux logiques peuvent se conjuguer. Le gouvernement de gauche s'emploierait à obtenir du monde du travail les sacrifices nécessaires pour que la machine reparte. On ne sait pas trop quelles seraient l'ampleur et la durée de ces sacrifices. Mais ce qu'on peut pressentir, c'est que lorsqu'elle aura redémarré, la machine n'aura plus besoin de la gauche.

Ainsi, en accréditant l'idée que la crise n'est qu'un mauvais moment à passer, et qui implique des sacrifices temporaires, l'idée d'une « crise-parenthèse » entre deux périodes de prospérité, la gauche court le risque, lorsque le « bout du tunnel » aura fini par arriver, de voir se refermer une autre parenthèse : celle de son propre passage au pouvoir.

Car, dans la mesure où la gauche n'aurait pas été capable d'engager, dans la crise, des transformations profondes correspondant à son projet de société, il se trouverait dans le pays une majorité pour rendre à la droite sa fonction gestionnaire et à la gauche sa mission « oppositionnaire ».

Un renforcement de l'étatisme

Beaucoup de forces poussent en ce sens.

D'abord, il y a la crise, dans sa dimension internationale ; une nation moyenne, comme la France, s'y trouve prise, soumise à de terribles pressions, confrontée à de redoutables concurrences. La réaction nationale risque de s'enflammer et l'État sera là pour protéger, soutenir, défendre, encourager, entreprendre, réaliser, organiser, encadrer, décider, trancher...

Car il y a aussi en France cette vieille tradition étatiste, née avec les rois qui firent la France, renforcée dans la Révolution comme dans l'Empire et qui trouva, sous les Républiques, diverses expressions que figurent, entre autres, Jules Ferry, Méline, Clémenceau, Pétain et de Gaulle... L'étatisme auquel une fraction du patronat est prêt à s'en remettre ; avec lequel les corporatismes sont prêts à composer ; et auquel une large partie du peuple de France est prêt à s'abandonner.

Or dans la gauche des forces importantes sont favorables à l'extension et au renforcement de l'étatisme : qu'elles y voient soit une avancée vers le socialisme, soit la moins mauvaise manière de maîtriser l'économie et de résoudre les problèmes de la société. C'est l'ensemble du P.C., c'est une aile jacobine, dirigiste, interventionniste – avec parfois des relents d'autoritarisme et de nationalisme – du P.S. Et une partie de la droite pourrait s'accommoder surtout dans le grand maelström de la crise d'un glissement commun dans cette voie.

Le plus probable serait alors un mélange de grandeur et de déclin. Quelques réalisations à la fois symboliques et marquantes – parce que la production étatique y trouve sa mesure : dans le domaine de la télématique et du spatial, des réalisations semblables à ce qu'ont été, en leur temps, le France et le Concorde ; et tourné vers le XXI^e siècle un monument destiné à marquer que notre pays a dépassé l'âge d'or de la Tour Eiffel. Mais en même temps, à l'ombre d'un protectionnisme multiforme, sous un dirigisme dont se nourriraient la bureaucratie et le centralisme, le renfermement dans les multiples carapaces du corporatisme, du localisme et des égoïsmes catégoriels. Avec au bout – parce qu'on ne peut pas étendre à l'infini les droits si ne se développe pas dans la même mesure l'esprit de responsabilité – l'engrenage de l'assouplissement, de l'enlisement, du déclin.

Un nouveau mode de développement

Dès lors que la crise est un processus complexe de transformations structurelles profondes qui touche aux relations économiques internationales, aux structures de production, aux rapports de travail, à la consommation et finalement à la manière de vivre, à la conception de la vie et du monde, l'issue passe de toute façon par un nouveau mode de développement.

Une relance réussie n'aurait apporté, au mieux, qu'une rémission : les tensions de la mutation en cours auraient tôt fait de ressurgir. Dès lors que la croissance n'est pas au rendez-vous, on se trouve au pied du mur : face aux défis et aux enjeux de cette troisième grande crise.

Car, dans la crise comme dans la tempête, on peut rentrer la tête dans les épaules, attendre que ça se passe, guetter les signes précurseurs de l'embellie : avec le risque, ayant perdu son cap, de se retrouver sur une route que l'on n'a pas choisie. On peut aussi apprécier les forces en jeu pour en tirer partie et continuer à progresser dans la bonne direction.

Plus : la crise est porteuse d'avenir. Au lieu de s'abandonner à elle, avec au cœur la crainte de lendemains écrasants, emparons-nous de la crise. Elle est l'occasion d'une avancée vers la société réconciliée, démocratique, solidaire à laquelle nous aspirons.

La crise, *c'est l'ébranlement de la domination qu'a trop longtemps exercé l'Occident capitaliste sur le Tiers-Monde. Au lieu de le subir, avançons dans la mise en place de rapports nouveaux : tirons un trait sur la dette des pays les plus pauvres ; rééchelonons le remboursement de la dette pour les autres ; voyons comment la création de liquidités internationales peut être mise au service du développement et d'abord des plus pauvres ; avançons dans la voie d'une revalorisation durable et cohérente des ressources du Tiers-Monde ; et dans la mesure où elles ont des effets négatifs sur les sociétés du Tiers-Monde, notamment en matière d'agriculture et d'alimentation, remettons en cause certaines formes de notre développement.*

La crise, *c'est la mise en cause de l'hégémonie américaine, d'abord à cause du renforcement du camp soviétique depuis 1945, ensuite du fait de la résurgence des puissances européennes dans les années soixante et soixante-dix, et enfin avec la nouvelle stratégie du Japon qui vise à être, à la fin du siècle, la première puissance industrielle et technologique. Au lieu de nous laisser balloter ou laminer entre ces forces majeures – États-Unis, U.R.S.S., Japon – renforçons nos liens en Europe, tant avec les pays du Nord, de tradition social-démocrate, qu'avec les pays du Sud où la démocratie socialiste vient de revenir au pouvoir – là où l'autoritarisme et la dictature avaient trop*

longtemps prévalu. Avec des pays du Tiers-Monde ouvrons un espace solidaire et œuvrons ensemble dans le sens de la démocratie, du développement et du progrès social.

La crise, *c'est l'étouffement d'un moteur, mené trop longtemps à un régime excessif sur la base du taylorisme et du fordisme*. Avec les nouvelles technologies informatique, télétransmissions, biotique, avec aussi les générations montantes, inventons de nouvelles manières de produire et de travailler : informatique, télécommunications, télécontrôle peuvent être de nouveaux moyens de centralisation, d'assujettissement, de contrôle social ; mais ce peuvent être aussi des instruments permettant plus de démocratie, des choix mieux informés, plus libres. La place du travail dans la vie, le degré de qualification/déqualification du travail, l'organisation, le degré d'autonomie ou de subordination, de démocratie ou de hiérarchie : rien n'est encore joué ; beaucoup reste à inventer, à tester, à réaliser. La crise en est l'occasion. Emparons-nous en.

La crise, *c'est aussi la saturation des marchés, le trop-plein de marchandises, l'impasse de la logique de toujours vendre plus liée à celle de toujours produire plus, et donc aussi ce détruire toujours plus de ressources terrestres* (les unes renouvelables, les autres non). Ce devrait être l'occasion de faire le point, de s'arrêter, de réfléchir : comment, avec une si forte croissance, pendant une si longue période, ont pu subsister tant de zones de pauvreté dans les pays riches, tandis que se développait dans le monde tant de misère. Nous devons choisir. Ce dont l'humanité est capable dans la guerre, dans la destruction et dans l'effort pour combattre un adversaire, nous devons montrer qu'elle en est capable dans la solidarité, dans la lutte contre la misère, la faim, la maladie. L'humanité dépense moins de 1 % de ses ressources pour l'aide au développement, mais 6 % pour les dépenses militaires. Fixons-nous comme objectif d'inverser ces deux chiffres ; rendons solvables les besoins fondamentaux ; stoppons la prolifération exacerbée des besoins sans conscience.

La crise, *c'est enfin, une nouvelle fois, la logique capitaliste de production prise à son propre piège* : la spirale de la production croissante, des profits élargis, de l'accumulation accrue, des marchés à conquérir encore et toujours, bute sur d'insupportables saturations ; et c'est la spirale inverse qui s'enclenche. Mais nous n'avons pas la solution de rechange : nous ne savons pas, à l'échelle d'une société, ce que peut être la production fondée sur la libre association des travailleurs et en vue de la satisfaction des besoins sociaux. Nous disposons bien d'une alternative : la production étatique ; elle peut constituer un atout indispensable dans le grand affrontement économique international ; mais elle est inapte à répondre à un ensemble libre, diversifié, changeant de choix individuels et collectifs : et elle risque rapidement de dégénérer en un système monolithique, rigide et bientôt inadapté. Il y a aussi l'ensemble du tiers secteur

– coopératives, mutuelles – et certaines formes d'activités associatives et municipales : elles ont souvent fait leurs preuves, mais sans réellement réussir à impulser une logique nouvelle à l'échelle de la société.

Cette situation, s'agissant de la production, impose la prudence. *Plus que jamais, la période est à une économie mixte, avec les trois formes productives à l'œuvre en parallèle, et en quelque sorte en concurrence.* Et si le contrôle des travailleurs doit être la source d'une nouvelle efficacité, c'est à eux, dans des coopératives ou dans l'exercice de leurs droits et de leur capacité à peser dans l'entreprise, de le concrétiser ; ou bien, là encore, c'est aux générations montantes, inventant de nouvelles manières de travailler et de produire.

Emparons-nous de la crise. Inventons de nouvelles manières de concevoir et d'utiliser les moyens de production, de travailler, de consommer, de vivre. Inventons le système de valeurs adapté à nos aspirations sociales et qui permette de combattre la logique mortelle de l'avoir et de la consommation ostentatoire pour les uns, de la soumission et de la dépendance pour les autres ; qui permette aussi de développer la logique de responsabilité sans laquelle il ne peut y avoir de société équitable, solidaire et démocratique.

Emparons-nous de la crise

Dans la crise, ce qui se joue, c'est la place de notre pays dans le monde, c'est la nature de notre société, c'est la manière de vivre, de travailler ou de disposer de temps « pour soi », d'être libre ou assujetti, heureux ou non, responsable ou soumis, accompli ou aliéné...

Vouloir mettre la crise entre parenthèse, ce serait courber la tête dans la tempête.

Et une fois close la parenthèse, on se trouverait devant une situation nouvelle, établie, difficile à transformer. Et si l'on s'aperçoit alors qu'on est loin de la société à laquelle on aspirait, il sera, pour l'essentiel, trop tard.

Car c'est dans la crise que s'effectuent l'essentiel des transformations économiques et sociales. Emparons-nous donc de la crise.

Michel Beaud,
27 février 1983

INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

[Retour à la table des matières](#)

1. Les principales sources statistiques ou analytiques sur l'évolution de l'économie française peuvent être trouvées dans :

- les publications de l'I.N.S.E.E.
 - *Bulletin mensuel de statistiques* (mensuel)
 - *Collections de l'I.N.S.E.E.* (Comptes et planification, Démographie et emploi, Entreprises, Ménages et Régions)
 - *Données sociales* (annuel)
 - *Économie et statistiques* (mensuel)
 - *Informations rapides*
 - *Tendances de la conjoncture* (mensuel, avec plusieurs suppléments sur la situation et les perspectives de l'économie française)
- les Documents du C.E.R.C. Centre d'études des revenus et des coûts, et notamment les rapports sur les revenus des Français.
- les publications du ministère de l'Économie et des Finances, notamment :
 - Les notes bleues
 - Statistiques et études financières
 - Résultats du Commerce extérieur
- les publications des différents ministères : Agriculture, Industrie, Travail...

2. Sur l'analyse de la période antérieure à 1981, on pourra se reporter à :

- C.E.P.R.E.M.A.P., *Approches de l'inflation, l'exemple français*, recherche collective, ronéotypé, 1979, 4 volumes.

- Commission du bilan présidée par F. Bloch-Lainé, *La France en mai 1981*, Documentation française, 1982, 4 volumes.
 - *Français, qui êtes-vous ?*, sous la direction de J. D. Reynaud et Y. Grafmeyer, Documentation française, 1981.
 - I.N.S.E.E., *La crise du système productif*, par B. Camus, M. Delattre, J.C. Dutailly, F. Eymard-Duvernay, L. Vassille, I.N.S.E.E., 1981, 370 p.
 - Parodi Maurice, *L'économie et la société française depuis 1945*, A. Collin, 1981.
 - *Profil économique de la France. Structures et tendances*, sous la direction de J. P. Pagé, Documentation française, 1975, 348 p.
 - *Profil économique de la France au seuil des années 1980*, sous la direction de J. P. Pagé, Documentation française, 1981, 488 p.
3. Sur la politique économique actuelle :
- *Plan intérimaire, Stratégie pour deux ans*, journaux officiels et Documentation française, novembre 1981, 324 p.
 - Mauroy Pierre, *C'est ici le chemin*, Flammarion, mai 1982, 254 p.
 - Herzog Philippe, *L'économie à bras le corps*, éd. Sociales-Messidor, 1982.
 - Simonnot Philippe, *Le grand bluff économique des socialistes*, J. C. Lattès, novembre 1982, 248 p.
 - Forum des économistes, la politique économique de la gauche, Colloque Paris, 20-21 novembre 1982, publié en numéro spécial des *Temps Modernes*, avril 1983.